



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES  
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

---

## **‘Ensemble jusqu’à ce que la mort nous sépare’**

**La révélation par le fait divers du problème du féminicide en  
Italie**

Ilaria Scolaro

---

Mémoire de Bachelor en Sociologie

Genève, juin 2014

Sous la direction de la Professeure Annik Dubied Losa

Université de Genève  
Département de Sociologie  
UNI MAIL, 40 bd du Pont d'Arve  
CH - 1211 Genève 4

[www.unige.ch/ses/socio](http://www.unige.ch/ses/socio)

## Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>1. QUE DIT-ON DU FEMINICIDE DANS LA PRESSE ITALIENNE?.....</b>	<b>5</b>
1.1 PRESENTATION DE L'ETUDE DE CAS .....	5
1.2 RESULTATS ISSUS DE L'ANALYSE DE DISCOURS .....	8
1.2.1 CECI EST UN FEMINICIDE .....	8
1.2.2 UNE HISTOIRE QUI SE REPETE, MAIS.....	10
1.2.3 LA FEMME: L'ETERNELLE FAUTIVE?.....	14
1.2.4 L'HOMME: IRRESPONSABLE OU COUPABLE? .....	18
1.2.5 UNE PLACE CENTRALE AUX INSTITUTIONS .....	22
<b>2. LA MEDIATISATION DU FEMINICIDE.....</b>	<b>29</b>
2.1 UN PHENOMENE NOUVEAU DANS LES MEDIAS? .....	29
2.2 LE FEMINICIDE: UN FAIT DE SOCIETE? .....	33
2.3 LE FEMINICIDE: UNE REMISE EN QUESTION DE LA FRONTIERE ENTRE PUBLIC ET PRIVE? ....	35
<b>3. LES DIFFERENTES FACETTES DU FAIT DIVERS EN MATIERE DE FEMINICIDE.....</b>	<b>37</b>
3.1 LE FAIT DIVERS COMME "REVELATEUR SOCIAL" .....	37
3.2 LE FAIT DIVERS COMME "STATISTIQUE" .....	39
3.3 LE FAIT DIVERS COMME "MOBILISATEUR" D'ACTION POLITIQUE .....	44
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>48</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>50</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>53</b>

## Introduction

*« Féminicide, 65 victimes depuis janvier : une [femme tuée] tous les deux jours et demi »<sup>1</sup>* (La Repubblica, 03/07/2013).

Il s'agit du constat alarmant que font les médias italiens début juillet 2013 et que résume « La Repubblica » dans un titre-choc. Un décompte qui s'alourdira par la suite pour rejoindre à la fin de cette même année le nombre de 134 féminicides rapportés dans les médias<sup>2</sup>. En Italie, c'est la thématique du moment. Des faits divers relatant ce type d'homicides se succèdent jour après jour dans les quotidiens et les téléjournaux. Des pages réservées à cette thématique, regroupant tous les cas traités médiatiquement, apparaissent sur les sites web de deux célèbres quotidiens comme « La Repubblica »<sup>3</sup> et « Il Corriere della Sera », ce dernier consacrant même une page intitulée « Le massacre des femmes » aux photos des victimes ainsi qu'à leurs histoires<sup>4</sup>. Des talk shows vont également se saisir de ce problème social et vont jusqu'à donner des conseils aux femmes sur comment se défendre. En effet, lors de plusieurs épisodes du talk show « La Vita in Diretta » de la chaîne principale Rai1, la présentatrice est devenue le sujet de reportages dans lesquels elle montrait des prises de « self-defense » pour neutraliser et empêcher à un homme de la poignarder, ou encore de l'étrangler. Cette multiplication des supports abordant ces cas de féminicides, se transformant en une « poussée de fièvre » médiatique, comme la nomme Annik Dubied (2004a, p.19), contribue à donner l'impression d'être face à un problème social urgent et incontrôlable.

Qu'est-ce que le « femminicidio » (traduisible par féminicide en français), ce terme qui semble si populaire dans les médias italiens ? Cette notion qui se réfère littéralement au meurtre d'une femme introduit une dimension genrée de l'homicide.

---

<sup>1</sup> Traduction du titre de l'article de « La Repubblica » du 3 juillet 2013 : [http://www.repubblica.it/cronaca/2013/07/03/news/violenza\\_sulle donne\\_una vittima ogni due giorni e mezzo-62323172/](http://www.repubblica.it/cronaca/2013/07/03/news/violenza_sulle donne_una vittima ogni due giorni e mezzo-62323172/), consulté le 2 mai 2014.

<sup>2</sup> Données de « Casa delle Donne » sur le site : [http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio\\_sintetica\\_2013.pdf](http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio_sintetica_2013.pdf), consulté le 2 mai 2014.

<sup>3</sup> La page de « La Repubblica » sur le féminicide : <http://www.repubblica.it/topics/news/femminicidio-34615720/>, consultée le 2 mai 2014.

<sup>4</sup> La page de « Il Corriere della Sera » avec les photos et histoires des victimes de 2013 : <http://www.corriere.it/cronache/speciali/2013/la-strage-delle-donne/>, consultée le 2 mai 2014.

En effet, la femme victime d'un féminicide est tuée par un homme parce qu'elle est une femme, ce qui distingue ce type de crime d'un homicide quelconque dont pourrait être victime une femme (Karadole, 2012, p.20). Au niveau des comportements individuels, ce genre de meurtre s'inscrit dans une logique de domination masculine, de contrôle et de possession de la femme (Russell et Radford, 1992, pp.85-89). D'un point de vue macrosociologique, les sociétés patriarcales contribuent à expliquer la prévalence de ce phénomène : dans ces structures sociales où les hommes possèdent le pouvoir, la division traditionnelle des rôles masculins et féminins est prégnante, tout comme le déséquilibre entre homme et femme en matière de pouvoir économique et décisionnel (Romito, 2006, p.62). Le contexte social est donc un élément important pour caractériser le phénomène du féminicide. Une autre dimension particulière à ce type de crime est la relation entre victime et auteur. Dans la majorité des cas, il existe un lien d'intimité ou du moins de connaissance. Cela permet de différencier différents types de féminicides : ceux commis par le « partner » (mari, ex-mari, compagnon, ex-compagnon,...) et qui correspondent à la définition adoptée pour ce travail, par un membre de la famille (père, frère, ...)<sup>5</sup>, par une connaissance (ami, voisin, ...) et par un inconnu (Karadole, 2012, pp.21-22).

Dans ce travail, nous nous intéresserons à la couverture médiatique en Italie du féminicide au sens restreint évoqué ci-dessus en nous interrogeant en particulier sur comment le genre journalistique du fait divers a participé à la révélation de ce problème social. Une première partie proposera une analyse de discours d'articles relatant des cas de féminicides, issus de trois quotidiens italiens. S'agissant d'une étude exploratoire, les quelques résultats évoqués ne se prêtent pas à une généralisation, mais ils permettent d'avoir un aperçu du traitement médiatique du féminicide avant de pouvoir aborder la partie théorique concernant ce phénomène. Dans une seconde partie, nous viserons à établir le lien entre le féminicide et les médias, et en particulier la presse, à travers la question de la médiatisation de ce phénomène. Finalement, la dernière et troisième partie s'attachera à développer les différentes interactions entre féminicide et fait divers où ce dernier devient à la fois un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur » d'action politique.

---

<sup>5</sup> Ces crimes portent des noms spécifiques comme filicide (lorsque l'auteur est le père) ou encore fratriicide (quand le frère est l'auteur), mais ils sont retenus comme féminicides dans la mesure où la victime est une femme.

# 1. Que dit-on du féminicide dans la presse italienne ?

Comment les journalistes de presse italiens traitent-ils du problème du féminicide ? C'est cette question qui va servir de fil rouge dans cette première partie qui propose une analyse de discours d'articles évoquant des cas de féminicides dans des quotidiens italiens. Après une brève présentation de l'étude de cas, les résultats de l'analyse seront détaillés afin d'offrir une sommaire vue d'ensemble de la couverture médiatique de ce phénomène qui sera par la suite approfondi en lumière avec la théorie disponible sur le sujet.

## **1.1 Présentation de l'étude de cas**

Cette étude exploratoire s'intéresse au traitement médiatique du féminicide dans la presse italienne. Le choix de me baser sur la presse bien que les quotidiens italiens continuent à perdre de leur lectorat repose sur deux considérations. Premièrement, la presse reste tout de même un outil de référence parmi l'ensemble des médias. En effet, selon le 11<sup>ème</sup> rapport de l'institut italien de recherche socioéconomique Censis de 2013 sur la communication, lorsque les Italiens souhaitent s'informer, les quotidiens se placent en quatrième position (à 39,2%) derrière les moteurs de recherche sur internet (46,4%), la radio (55,7%) et les téléjournaux (86,4%)<sup>6</sup>. Deuxièmement, la presse italienne propose un large éventail de quotidiens nationaux, régionaux ou locaux, chacun avec une orientation politique plus ou moins déterminée, ce qui pourrait influer sur la manière dont un événement est traité médiatiquement.

Les quotidiens qui ont fait l'objet de l'analyse ont été sélectionnés en fonction du nombre de copies vendues. Grâce aux données fournies par ADS (acronyme signifiant « contrôle de la diffusion de la presse »), un classement des dix journaux les plus vendus en Italie a été établi<sup>7</sup> :

---

<sup>6</sup> Le 11<sup>ème</sup> rapport du Censis sur la communication (2013) : [http://www.primaonline.it/wp-content/uploads/2013/10/Sintesi\\_11\\_Rapporto.pdf](http://www.primaonline.it/wp-content/uploads/2013/10/Sintesi_11_Rapporto.pdf), consulté le 30 avril 2014.

<sup>7</sup> Données sur la diffusion des quotidiens italiens pour mars 2013 : <http://www.primaonline.it/2013/05/08/117517/quotidiani-marzo-2013/>, consulté le 30 avril 2014.

#	Quotidiens	Nombre de copies vendues
1	Il Corriere della Sera	387'950
2	La Repubblica	341'118
3	La Gazzetta dello Sport	207'939
4	La Stampa	202'424
5	Il Sole 24 Ore	150'435
6	Il Messaggero	143'074
7	Il Resto del Carlino	126'413
8	Il Giornale	125'611
9	Il Corriere Sport	120'880
10	La Nazione	103'945

**Tableau 2 : Classification des dix premiers quotidiens italiens en fonction du nombre de copies vendues en mars 2013.**

La sélection s'est affinée en excluant les quotidiens sportifs (« La Gazzetta dello Sport » et « Il Corriere Sport »), économiques (« Il Sole 24 Ore »), ainsi que ceux locaux (« Il Resto del Carlino » et « La Nazione »). Seuls les journaux nationaux généralistes ont été retenus : les quotidiens spécialisés (économiques et sportifs) ne comportent pas de faits divers tandis que ceux locaux atteignent du point de vue géographique une part plus limitée de lectorat par rapport aux journaux nationaux. L'échantillon s'est par la suite restreint davantage, dans la mesure où certains de ces quotidiens n'étaient pas ou rarement disponibles. Le corpus pour l'analyse est donc composé d'articles provenant des quotidiens suivants : « La Repubblica », « Il Corriere della Sera » et « Il Giornale ». Parmi les deux journaux en tête des ventes, nous retrouvons « Il Corriere della Sera » qui a été créé en 1876 par le journaliste Eugenio Torelli Viollier et est orienté vers le centre-gauche, et « La Repubblica », fondée en 1976 par le journaliste et politicien Eugenio Scalfari, qui est plutôt de la gauche modérée et laïque (Ciula, 2006, pp.125-126). « Il Giornale », quant à lui, a été créé en 1974 par le journaliste Indro Montanelli. Racheté en 1987 par Silvio Berlusconi puis revendu à son frère sept ans plus tard, ce journal est orienté vers le

centre-droit et affiche un soutien inconditionnel à Silvio Berlusconi<sup>8</sup>. Ces trois quotidiens intègrent, d'ailleurs, à l'intérieur de leurs pages une édition locale concernant les principales grandes villes. A titre d'exemple, les copies du quotidien « *Il Giornale* » distribuées à Genève comprennent l'édition locale de Milan. Il faut également mentionner que « *Il Corriere della Sera* » et « *La Repubblica* » possèdent des sites très complets avec des archives de tous les articles publiés pouvant remonter jusqu'à 1992 et 1984 respectivement. Les autres quotidiens ont également des sites, mais ils sont loin d'être aussi développés. J'ai choisi de me baser sur des articles en version papier bien que cela implique que la récolte du matériel soit plus difficile, moins systématique et ait un coût. Cette décision traduit surtout la volonté de vouloir inclure dans l'analyse l'iconographie et la structure des articles. En effet, sur les sites des quotidiens, seul le texte est retranscrit. Dans certains cas, l'article de la version papier n'est pas publié sur le site ou alors devient qu'un simple résumé. Il s'avère donc difficile d'effectuer une analyse sur des contenus restreints et qui ne correspondent pas à ceux de la presse.

Le corpus de documents est composé de 17 articles traitant de 13 cas de féminicides différents ayant eu lieu en Italie du 4 mai 2013 au 13 février 2014. Ces articles sont de longueur variable – de la brève à une page entière – et sont tirés des trois quotidiens mentionnés auparavant : « *Il Corriere della Sera* » (7 articles), « *La Repubblica* » (7) et « *Il Giornale* » (3). La récolte du matériel a eu lieu de la manière suivante : les cas de féminicide étaient repérés à travers des recherches sur internet ou lors des différents téléjournaux italiens, ce qui me permettait ensuite d'acheter les quotidiens le lendemain. La plupart du temps, j'achetais les trois quotidiens s'ils étaient disponibles. Lorsqu'il était possible de les feuilleter, je ne retenais que ceux qui rapportaient des féminicides. Cela explique pourquoi certains articles traitent du même homicide : j'ai décidé toutefois de les inclure dans l'échantillon afin de pouvoir constater s'il y avait des différences de traitement entre ces trois quotidiens. Les critères de sélection des articles reposaient donc sur la définition du féminicide évoquée dans l'introduction. Il fallait premièrement qu'il s'agisse d'un homicide d'une femme (les tentatives de meurtre n'ont pas été retenues, les cas d'homicide-suicide oui), et deuxièmement que l'auteur soit un homme avec lequel elle a ou avait une relation amoureuse (conjoint, compagnon, ex, ...).

---

<sup>8</sup> Description du quotidien italien « *Il Giornale* » sur :  
<http://www.presseeurop.eu/fr/content/source-profile/248-il-giornale>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2014.

Une fois les articles sélectionnés, ils ont fait l'objet d'une analyse de discours dans le but d'observer comment les journalistes parlent du phénomène du féminicide. Une première approche des articles a été effectuée avec une grille préétablie d'analyse de contenu tirée de Tremblay (1996, *annexe 1*). Cela m'a permis non seulement de décrire et prendre connaissance des articles, mais aussi de relever des points importants pour construire ma grille d'analyse de discours (*annexe 2*). Cette dernière a été élaborée avec le souci de s'intéresser à différents aspects du discours journalistique : les indices de personne, les indices d'ostension (spatiaux et temporels), les modalités d'énonciation (les exclamations, interrogations, ...) ainsi que ceux d'énoncé (les substantifs et adjectifs subjectifs, les verbes et adverbes), les champs lexicaux récurrents, l'utilisation de vocabulaire technique et de figures de style ainsi que les types de discours rapporté. Tous ces éléments permettaient de résumer dans la partie de la grille intitulée « représentations et stéréotypes » la façon dont étaient décrits l'acte commis, l'arme utilisée, la victime, l'auteur, le couple et les forces de l'ordre. Une partie nommée « problèmes rédactionnels » soulignant les illogismes, répétitions et erreurs dans les articles a été ajoutée afin d'évaluer la qualité de la rédaction de ces faits divers.

## **1.2 Les résultats issus de l'analyse de discours**

Les résultats qui ressortent de l'analyse de discours ont été classés en cinq catégories qui correspondent aux différents éléments caractéristiques de ce type de faits divers et qui ont trait à la question du féminicide, à la structure narrative de ces récits médiatiques ainsi qu'aux personnages principaux de ces faits divers : la femme, l'homme et les institutions policière et judiciaire.

### **1.2.1 Ceci est un féminicide**

Suite à leur analyse des quotidiens montréalais « Le Journal de Montréal », « The Gazette » et « La Presse », Guérard et Lavender (1999, p.173) déplorent l'absence de lien entre les différents meurtres de femmes rapportés dans ces quotidiens. Ces crimes ne sont pas rattachés à un phénomène plus général et ne

font l'objet d'aucun questionnement par les journalistes. Ce traitement médiatique contribue à représenter ces homicides comme des incidents isolés et ne permet pas de mettre en évidence un problème social important. Cette tendance ne se retrouve pas dans notre corpus de documents où des liens entre les différents articles sont tissés: ces crimes sont identifiés comme des féminicides et comme appartenant au phénomène plus large de la violence contre les femmes. La différence entre le cas montréalais (Guérard et Lavender, 1999) et celui italien tient dans le fait que pour l'Italie, le terme de féminicide a été attribué à ces homicides. Désigner une réalité problématique par un nom précis permet de la reconnaître et de la mettre en évidence (Romito, 2006, p.81). Dans le corpus d'articles de quotidiens italiens, l'identification de ces homicides au problème du féminicide s'effectue à quatre niveaux : dans le texte-même de l'article, dans le rubricage, dans la structure de la page comportant les articles et dans l'iconographie.

Au niveau textuel, le mot « féminicide » est clairement mentionné pour caractériser le meurtre dans six articles. Nous retrouvons des formulations récurrentes comme « un autre féminicide » (*annexes 3 et 4*) ou « l'énième féminicide » (*annexes 6 et 15*) ainsi qu'un décompte du nombre de cas avec « le quatrième féminicide à Palerme » (*annexe 7*) ou encore « le dixième féminicide en Sicile » (*annexe 10 Antonella*). Une formulation plus maladroite est utilisée dans le surtitre d'un article qui relate les meurtres de deux femmes : « Violence contre les femmes. Amours maudits, deux autres victimes » (*annexe 14*). Le terme de « féminicide » n'est pas employé, mais ces deux crimes sont rattachés au phénomène plus large de la violence contre les femmes bien que le fait d'attribuer ces victimes à l'amour soit critiquable. Les dix articles restant ne comportent pas d'indication textuelle rendant possible la classification de ces homicides comme féminicides, mais d'autres procédés permettent de le faire. Nous pouvons mentionner le rubricage qui permet de cadrer un événement selon Amandine Kervella, doctorante en communication (2007, p.289). Ce type d'homicide est rapporté dans la rubrique « cronaca » (faits divers criminels en français), mais dans certains cas (*annexe 10*), le nom de la rubrique change et devient « la violence contre les femmes », ce qui contribue à inscrire le fait divers qui a été relaté dans un contexte plus général. Au niveau de la structure de la page, c'est l'association de plusieurs articles sur une page ou une double page qui permet de rattacher un fait divers traitant du meurtre d'une femme à un problème social plus large. Par exemple,

dans un article placé dans la rubrique « cronaca » rapportant l'adoption de la loi contre le féminicide (« Féminicide : le dernier oui arrive. “Désormais les femmes ne sont plus seules”, *annexe 17*), une brève à propos de l'homicide d'une femme a été insérée avec le surtitre « le cas ». Cette dernière vient comme illustrer la nécessité de l'adoption de cette nouvelle loi. Il peut également se produire l'inverse, c'est-à-dire qu'une brève politique comme celle énonçant la ratification de la Convention d'Istanbul sur la violence contre les femmes permette de donner un ancrage plus général à un fait divers (*annexe 5*). Un autre exemple serait celui de la double page traitant, sur la page paire, de deux homicides et sur celle impaire, des leçons antiviolence « contre le féminicide » à l'école (*annexe 12*). L'illustration de la banderole alternant des figures féminines et masculines qui vient déborder sur la page impaire lie ces différents articles entre eux autour de la thématique du féminicide. Finalement, au niveau de l'iconographie, ce sont les encadrés qui rappellent les précédents homicides de même nature pour le mois de septembre par exemple (*annexe 13*), des schémas qui soulignent le nombre de féminicides et les variations de 2005 à l'année en cours (*annexe 10*), ainsi que des pourcentages qui font remarquer le caractère évitable, dans certains cas, du crime (*annexe 7*). Ces différents éléments contribuent donc à identifier ces meurtres comme appartenant à un phénomène plus général, le féminicide. Au final, seuls trois articles (*annexes 9, 11 et 18*) ne font l'objet daucun de ces quatre procédés.

### **1.2.2 Une histoire qui se répète, mais...**

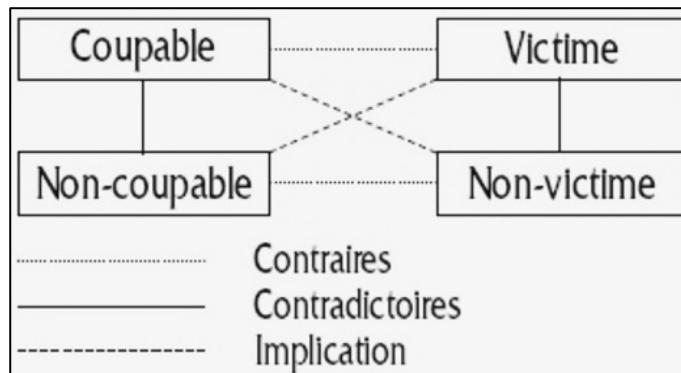
Du point de vue de la structure narrative, les faits divers sur le féminicide laissent peu de place à la diversité : bien que chacun de ces événements ait ses particularités, les histoires se ressemblent toutes. Sans vouloir gommer les singularités des personnes concernées et de l'acte commis, Guérard et Lavender (1999, pp.162-163) constatent que ces faits divers présentent deux “scénarios” récurrents : dans le premier cas, le meurtre survient lorsque l'homme et la femme sont encore en couple, et dans le deuxième cas, il se produit à la suite de la séparation ou, du moins, il est lié à cet événement. Le premier “scénario” concerne six des treize cas de féminicide du corpus de documents (*annexes 3, 5, 12+13+14 Iulia, 15, 17, 18*). Dans la moitié des cas, la dispute est présentée comme l'élément déclencheur du meurtre, donnant ainsi l'idée erronée qu'il s'agit d'un conflit paritaire

qui, dans un climat de forte tension, finit par dégénérer et entraîner la mort de la femme comme le souligne Cristina Karadole, spécialiste en politiques du genre (2012, p.31). Les sept articles restant du corpus sont associés au second “scénario” (*annexes 4, 6, 7, 9+10 : Lucia, 10 : Antonella, 11, 12+13+14 : Marta*). La femme quitte l’homme, ce dernier n’accepte pas la fin de la relation et l’harcèle, la persécute, la menace même de mort (Guérard et Lavender, 1999, p.163). La séparation, tout comme le divorce, semble être insuffisante pour que la femme récupère sa liberté (Mercader et al., 2003, p.138). Il faut également souligner que c’est dans les semaines qui suivent la séparation que le risque pour une femme d’être tuée est plus élevé.

Face à ces deux “scénarios” récurrents, les faits divers relatant des féminicides offrent des interprétations diverses autour du questionnement sur la culpabilité de l’auteur de l’acte. Qui est coupable ? Qui est la victime ? Il semble facile, au premier abord, de répondre à ces deux questions dans le cas d’un féminicide : est coupable celui qui commet le crime, victime celle qui le subit. Nous constatons en réalité que ces faits divers proposent des parcours narratifs différents, comme le soulignent les psychologues Patricia Mercader et Annik Houel, et la sociologue Helga Sobota (2003, pp.82-95). Bien que ces auteures appliquent cette affirmation aux articles sur des récits de procès, la même dynamique peut être identifiée dans des articles relatant seulement du meurtre d’une femme. Elles emploient le terme de « parcours narratif » dans la mesure où les positions de coupable et de victime peuvent être amenées à changer au fil du récit. Ces parcours narratifs vont en effet de la position « le crime est compréhensible » à celle « le crime est impardonnable » : entre ces deux extrêmes, nous retrouvons des situations intermédiaires et plus nuancées. Ces différents cas de figure peuvent être illustrés par le carré sémiotique suivant (outil proposé par le sémioticien et linguiste Greimas, mais repris par Mercader et al. (2003)), composé des positions contraires de coupable et de victime<sup>9</sup>. En nous inspirant des stratégies narratives évoquées par ces auteures et en y apportant certaines modifications, nous avons mis en évidence sept parcours narratifs qui vont être décrits brièvement de manière graduelle.

---

<sup>9</sup> Tiré de : Mercader et al. (2003), *Crime passionnel, crime ordinaire*, Paris : Presses universitaires de France.



**Figure 1:** Carré sémiotique coupable - victime.

La première position est celle qui énonce que « le crime est compréhensible » et correspond à un seul article du corpus (*annexe 3*). Dans ce cas, les responsabilités s'inversent : le coupable, l'homme, devient la victime tandis que la victime, la femme, prend la place de coupable. La femme est tenue responsable du geste de l'homme qui suspectait une relation extra-conjugale. Les questions d'infidélité et de jalousie sont fréquentes dans ce genre de récit. En reprenant le carré sémiotique, le parcours narratif effectué est le suivant : le coupable, par des procédés énonciatifs et stylistiques, est rendu non-coupable. Cette position de non-coupable implique celle de victime. Le même raisonnement s'applique au passage du statut de victime à celui de coupable. La deuxième situation correspond à la « responsabilité esquivée » qui se retrouve dans un article également (*annexe 6*). Ici, la femme devient un objet : elle est une possession de l'homme qui peut en disposer selon ses besoins (Mercader et al., 2003, p.83). La psychologue Patrizia Romito (2006, p.88) met en évidence le fait que la question de la responsabilité de l'homme ne se pose donc pas du moment où la femme, à travers un processus de déshumanisation où elle devient un objet, n'est plus considérée comme humaine. La troisième position est celle de la « responsabilité déplacée » qui a été identifiée dans un seul article (*annexe 15*). Dans ce cas de figure, la victime reste victime, mais l'homme ne peut être retenu comme coupable de son geste. La responsabilité est en effet déplacée vers des agents abstraits comme le destin, la culture, ou encore la crise économique (Mercader et al., 2003, p.89). C'est cette dernière qui va être invoquée comme explication du passage à l'acte de l'homme. Le quatrième parcours narratif correspond à la « responsabilité partagée » qui se réfère à un article uniquement (*annexe 18*). L'homme demeure coupable et la femme le devient également : ils sont donc tous les deux fautifs. Nous retrouvons ce type de parcours

notamment dans un contexte de violence domestique : l'homme est condamné pour son geste, mais des reproches sont également faits à sa femme quant au comportement qu'elle a adopté dans une telle situation. La cinquième position est celle de la « culpabilité indécidable ». Dans un article du corpus (*annexe 9*), aucune décision n'est émise quant à la responsabilité de l'homme. La femme, elle, est clairement identifiée comme victime. Dans ce cas de figure, l'indécision du journaliste sur la culpabilité de l'homme peut s'expliquer de deux manières: soit le journaliste est dans l'impossibilité de commenter à cause du caractère abominable ou absurde du meurtre, soit il ne dispose pas des informations nécessaires pour le faire. Cette deuxième explication est celle qui semble convenir le mieux à l'article du corpus. Les deux derniers parcours narratifs s'appliquent aux articles où les positions de coupable et de victime n'évoluent pas au fil du récit. L'homme reste coupable et la femme victime (Mercader et al., 2003, p.83). Toutefois, il convient d'inclure une distinction : dans trois articles (dont deux qui traitent de la même affaire : *annexes 12, 13 et 17*), l'homme n'est pas pleinement considéré comme coupable, la jalousie ou la folie sont invoquées pour le déresponsabiliser (Guérard et Lavender, 1999, p.170). C'est pourquoi j'ai ajouté en tant que sixième parcours narratif la situation où l'homme est retenu comme « coupable avec des circonstances atténuantes ». Finalement, la septième et dernière position est celle du « crime impardonnable » (Mercader et al., 2003, p.91) et concerne les neuf articles restants (*annexes 4, 5, 7, 11, 12, 13, 14 ainsi que les deux affaires de l'annexe 10*). Aucun type de circonstances atténuantes n'est évoqué pour ces neuf homicides et certains d'entre eux sont d'autant plus condamnés, soit car le meurtre a eu lieu devant des enfants (*annexes 7 et 10 Antonella*), soit pour la brutalité de l'acte (*annexe 10 Lucia*) ou bien encore pour le jeune âge de la victime (*annexe 14 Ilaria*).

Nous pouvons finalement constater que pour les articles qui correspondent au premier scénario où le féminicide se produit dans la relation, il y a un nombre plus différencié de parcours narratifs alors que nous retrouvons majoritairement des parcours qui condamnent l'homme pour les cas qui se réfèrent au deuxième scénario, celui du meurtre après la séparation. Cette attitude plus critique tient peut-être au fait que, dans les représentations, une femme ayant mis fin à une relation ou ayant divorcé devrait pouvoir être libre de continuer à vivre sa vie comme elle le souhaite sans subir les harcèlements et persécutions de l'ex mari ou de l'ex compagnon (Mercader et al., 2003, p.138). Nous allons à présent approfondir les

différents procédés énonciatifs et stylistiques qui permettent d'identifier un parcours narratif plutôt qu'un autre et qui se situent autour des deux personnages principaux, l'homme et la femme. Dans la suite de la présentation des résultats, nous nous référerons à ces différents parcours narratifs.

### **1.2.3 La femme : l'éternelle fautive ?**

Dans tous les articles du corpus, la place attribuée à la victime est minime. Outre son nom et prénom, son âge et sa profession (si elle en exerce une), il y a relativement peu d'information sur ce personnage pourtant principal dans ces faits divers, ce qui contribue à le faire passer en second plan (Guérard et Lavender, 1999, p.169). Cet effacement de la femme se traduit par différents procédés : la victime peut disparaître de l'histoire, être dépersonnalisée en la réifiant ou en lui ôtant son individualité, ou encore subir l'action, soulignant ainsi sa passivité (Romito, 2006, p.85 et p.88). La perte de l'individualité se constate quand l'homme et la femme sont fusionnés, notamment dans les cas d'homicide-suicide où la dimension fusionnelle est la plus forte (Mercader et al., 2003, pp.125-126). C'est le cas d'un article où la femme est associée à l'homme à travers les formulations suivantes : « Christian et Chiara », « tous les deux », « le couple », « les conjoints » (*annexe 3*). Elle n'est mentionnée dans le texte qu'à travers ce rapport de dépendance à son mari sauf au moment où ce dernier l'assassine. Dans cette même logique de dépendance, la femme est définie, dans certains articles, par rapport à une figure de sexe masculin. Ainsi le surtitre d'un des articles annonce : « Le cadavre de Samanta Fava, un fils et un ex-mari, retrouvé par un chien policier », suivi plus loin dans l'article de « le corps de Samanta Fava, 36 ans, un fils, un ex-mari, un compagnon » (*annexe 5*). Elle est donc définie par rapport à son rôle de mère, d'ex-femme et de compagne. C'est d'ailleurs parce qu'elle manque à son devoir de mère que sa disparition va être signalée (Mercader et al., 2003, p.164) : « La femme, avait expliqué l'ex-mari, avait loupé son rendez-vous hebdomadaire avec l'enfant : quelque chose de grave avait dû se passer ». L'effacement de la femme se produit également en la dépeignant comme quelqu'un subissant l'action et c'est à travers l'utilisation du passif que cela s'effectue : « elle a été tuée par deux coups de couteau » (*annexe 9*), « elle a été battue », « elle a été blessée par un coup de feu » (*annexe 13 llaria*). Ce recours au passif pour décrire les épisodes de violence domestique et le meurtre contribue non

seulement à déresponsabiliser le meurtrier – nous le verrons -, mais aussi à reproduire les stéréotypes genrés qui veulent que l'homme soit actif et la femme passive (Mercader et al., 2003, p.98).

Une façon plus radicale d'effacer la victime consiste simplement à la faire disparaître. Nous relevons une première manière de le faire, moins radicale, qui est de la représenter majoritairement sous l'aspect corporel avec une référence claire au genre policier : la femme n'est qu'un « corps », un « cadavre » (*annexes 5 et 9*). La seconde méthode, elle, efface la victime du récit. Par exemple, dans un article traitant du meurtre d'une femme par son ex-mari et de la tentative de meurtre du compagnon de celle-ci (*annexe 6*), l'homicide de la femme passe en arrière plan et l'article se concentre sur le conflit verbal et physique entre les deux hommes. Ce cas est d'ailleurs qualifié, entre autres, de « furieuse dispute entre deux hommes âgés ». Cette idée est renforcée également par la disparition de la femme dans l'iconographie (Mercader et al., 2003, p.99) : seulement les deux hommes, l'ex-mari et le compagnon de la victime sont représentés. Même lors de son arrestation, l'homme ne fournit aucune explication du pourquoi il a tué son ex-femme : sa colère semble être dirigée contre la figure du rival qui occupe une place importante dans ce récit comme en témoigne ses paroles : « Celui-là m'a volé ma femme – a-t-il dit presque pour se justifier – après une vie passée ensemble ». Cette citation souligne également un autre aspect : celui de la réification de la femme (Mercader et al., 2003, p.83). La disparition de cette dernière du récit est liée à sa condition d'objet : elle est définie comme « l'objet du vol » et les deux hommes se la disputent. Du moment où la victime est déshumanisée par son statut d'objet, le fait qu'elle ait été tuée devient secondaire et la question de la responsabilité de l'auteur du crime ne se pose plus (cf. parcours narratif de la responsabilité esquivée). La femme devient une possession de l'homme dont il peut disposer selon son gré (« un homme tranquille qui considérait sa femme comme "sa chose" que personne ne pouvait ou devait lui voler »). Le divorce ne peut d'ailleurs pas plaquer ce sentiment de possession : l'homme considère toujours la femme comme son épouse, et non son ex-femme (Mercader et al., 2003, p.138). Dans cette logique de possession, l'homme a le « pouvoir » de vie et de mort sur la femme : il peut la punir pour l'avoir quitté, pour l'avoir trompé. C'est le cas de Lucia, assassinée par son ex-compagnon (*annexe 10*). Elle est représentée dans l'article comme une condamnée à mort : cette analogie se retrouve dans le fait que l'homme a annoncé cette « condamnation à mort » dans

deux lettres et qu'il ait diné une dernière fois avec sa victime avant de la tuer. Le journaliste insiste sur cette dimension du « dernier repas » comme les condamnés à mort : « Lucia Bellucci s'est débattue après son dernier repas ». La faute qui justifie cette punition, au dire de son ex-compagnon, est celle de l'avoir « tué moralement » et de lui avoir manqué de respect. L'homme l'accuse en effet d'avoir eu une relation extraconjugale alors qu'ils étaient encore en couple. Nous pouvons donc constater combien la notion de crime d'honneur est encore ancrée, non seulement dans la presse, mais aussi dans les mentalités (Romito, 2006, p.95). En Italie, cet article du Code pénal n'a été abrogé qu'en 1981 et prévoyait une réduction considérable de la peine pour l'auteur d'un tel crime, et plus précisément pour :

*« Quiconque cause la mort du conjoint, de la fille ou de la sœur au moment où il les découvre dans une relation charnelle illégitime et par suite d'un état de colère provoqué par l'offense infligée à son honneur ou à celui de sa famille [...], ou bien provoque la mort de la personne illégitimement liée par une relation charnelle avec son conjoint, avec sa fille ou avec sa sœur »* (Article 587 du Code pénal italien dans Romito, 2006, pp.159-160).

Un autre exemple de cette préméditation de la notion de « crime d'honneur » se retrouve dans un article qui rapporte le cas d'un homicide-suicide accompli par le mari après que celui-ci ait découvert des messages suspects sur le téléphone portable de sa femme, lui faisant suspecter une relation extraconjugale (*annexe 3*). Le parcours narratif concernant la responsabilité va alors s'inverser : la femme va devenir coupable, rendant ainsi le crime compréhensible (Mercader et al., 2003, pp.84-85). Cet exemple représente une autre façon, la plus extrême, d'annuler la femme en lui attribuant le blâme. Elle est responsable de sa propre mort et du suicide de l'homme, ce qui justifie le fait qu'elle passe en second plan dans le récit. Elle est dévalorisée dans l'article : bien que le frère de l'auteur du crime témoigne du fait que les conjoints étaient tous les deux très croyants, le journaliste ne souligne que la « grande foi » de l'homme. C'est même cette foi que les photographies de l'article veulent mettre en évidence à travers la légende : « homme dévot ». La suspicion d'adultèbre qui plane sur la femme la disqualifie d'être considérée comme croyante. Le recours aux témoignages des voisins, reportés dans une citation, ne fait qu'augmenter cette suspicion (Lipani-Vaissade, 2007, p.65) : « Un couple très normal, elle nous la voyions ici dehors le soir au téléphone ».

Sans toutefois attribuer le blâme à la victime, nous constatons que dans certains articles, des reproches peuvent être adressés à la femme quant à son comportement (Guérard et Lavender, 1999, pp.169-170). Le journaliste ne le fait pas lui-même, il le fait à travers les citations des personnes qui témoignent dans ces articles. La citation est en effet un moyen pour le journaliste de prendre les distances d'un certain type de discours qu'il restitue, mais qu'il ne s'approprie pas (Mercader et al., 2003, p.105). Il est reproché à la victime de ne pas avoir porté plainte contre l'homme plus tôt (« Peut-être que si quelque chose avait été fait tout de suite, cette tragédie aurait pu être évitée », *annexe 13 Marta*), de ne pas avoir quitté un compagnon violent, de ne pas avoir porté plainte ou encore d'avoir dénoncé la disparition d'un homme violent au lieu de le laisser tomber comme le souligne cette citation d'une voisine du couple :

*« ...Qu'il la battait ça se savait. Et je suis sûre que quelqu'un de l'immeuble récemment est allé jusqu'à lui conseiller de porter plainte contre lui, mais la femme ne voulait pas en entendre parler. Elle ne voulait pas lui créer des ennuis, vous comprenez ? Imaginez qu'après une dispute il avait disparu pour un certain temps, certains disaient qu'il était retourné en Egypte. Et tous lui disaient, soulagés pour elle : "Tu vois que tu t'en es peut-être débarrassée ?". Au lieu de le laisser tomber, elle en a dénoncé la disparition ! »* (Citation de la voisine du couple, *annexe 18*).

Dans ces articles du corpus, comme nous avons pu le voir, la victime est souvent effacée, dévalorisée et fait l'objet d'un blâme ou du moins de reproches. Il arrive cependant que, dans de rares cas, les comportements de la femme soient justifiés soit par le journaliste, soit par un acteur dans le récit. Par exemple, le choix de Lucia de revoir son ex-compagnon qu'elle avait dénoncé plusieurs fois est expliqué par son avocate (*annexe 10*). Quand ce n'est pas par des citations d'acteurs du fait divers, c'est le journaliste qui tente d'expliquer le comportement de la victime. Il fait pour cela des hypothèses comme dans ce cas où il essaie de justifier le fait que la jeune femme n'ait pas dénoncé les actes de violence dont elle avait été victime : « Peut-être par peur de rétorsion à l'encontre de sa famille qui vit dans l'autre aile de la villa » (*annexe 13 Ilaria*).

### **1.2.4 L'homme : irresponsable ou coupable ?**

L'homme, qui représente l'auteur du crime dans ces cas de féminicides est le deuxième personnage clé de ces faits divers. La position de ce dernier oscille, dans les différents articles du corpus, entre l'irresponsabilité et la culpabilité. La première grande tendance que nous rencontrons dans ces récits est celle de la déresponsabilisation de l'auteur du crime, qui peut être totale ou partielle (Guérard et Lavender, 1999, p.170). Trois parcours narratifs sont concernés par la déresponsabilisation totale : le plus extrême est celui du « crime compréhensible » qui, en inversant la responsabilité, rend coupable la victime et victimise l'auteur du crime (Mercader et al., 2003, p.83). Un seul article s'applique à cette constatation (*annexe 3*). Les deux autres parcours narratifs sont celui de la « responsabilité esquivée » où la femme devient un objet et la question de la culpabilité ne se pose plus (*annexe 6*), et celui de la « responsabilité déplacée » vers des agents abstraits et l'homme n'est pas retenu comme coupable (*annexe 15*). Dans ces trois cas de figure, une multitude de raisons est évoquée pour mettre en évidence l'irresponsabilité de l'homme. Nous pouvons citer l'effacement de l'intention criminelle qui s'effectue à travers différents procédés. La première méthode passe par la mise en scène de l'arme, objet viril et décrit avec un vocabulaire professionnel, notamment quand il s'agit d'armes à feu (le calibre est mentionné : « un pistolet calibre 38 », *annexe 6*). L'arme devient alors le sujet de la phrase : « un projectile lui [la victime] a transpercé la nuque » (*annexe 3*). C'est le projectile de l'arme à feu qui tue la victime, effaçant ainsi toute trace de l'auteur et de l'intention criminelle (Mercader et al., 2003, p.58). Le vocabulaire employé pour définir le meurtre participe également à présenter l'homicide comme un accident, un geste incontrôlé (Karadole, 2012, p.32). Cette deuxième façon d'effacer l'intentionnalité de l'auteur se traduit dans le recours à des termes comme « *raptus* » ou « *jalousie* ». Le « *raptus* » est un trouble psychiatrique qui « se définit comme une impulsion (désir soudain et impérieux d'accomplir un acte) violente et soudaine susceptible de pousser un malade à un acte violent »<sup>10</sup>. Il est largement utilisé comme justification à l'acte, ce qui dénote un certain abus dans le recours à ce terme de la part des médias italiens (Karadole, 2012, p.35). Cela conduit à une psychologisation de l'auteur du crime qui contribue à dériminaliser l'acte commis : si une personne est malade, elle ne finit

---

<sup>10</sup> Définition de l'encyclopédie médicale en ligne : <http://www.vulgaris-medical.com/encyclopedie-medicale/raptus>, consultée le 5 mai 2014.

pas en prison, mais elle va être soignée (Romito, 2006, pp.122-123). Ainsi, un homme avouant le meurtre de sa compagne va expliquer son geste par « un raptus après l'énième dispute » (*annexe 15*) : cette justification va être évoquée trois fois dans l'article dont une dans le titre. L'utilisation des propos de l'homme en titre (noir sur blanc, en gras) expose de façon brute la version de l'homme, qui n'est d'ailleurs pas remise en question. La jalousie est également mentionnée comme cause du meurtre, et peut même jusqu'à être tenue comme responsable du crime (Mercader et al., 2003, p.131) : l'acte est un « drame de la jalousie » (*annexe 3*). Dans un des articles, il est annoncé que l'homme « a tué par jalousie » (*annexe 6*), une jalousie qui est présentée comme maladive, car « l'âge et le divorce officiellement prononcé il y a quelques mois n'ont pas été suffisants à soigner ce sentiment malade ». Du moment où la jalousie devient maladive à travers le processus de psychologisation, l'acte commis par l'homme est décriminalisé. L'homme agit « en proie à un raptus de jalousie » ou « aveuglé » par celle-ci (*annexe 3*) et ne peut être tenu comme coupable. Cette responsabilité de la jalousie dans le crime se constate également dans la personnification de ce sentiment qui devient le sujet de la phrase : « Mais la jalousie a prévalu sur le bon sens » (*annexe 3*). La jalousie a poussé au meurtre, elle est rendue responsable du passage à l'acte de l'homme, car elle l'empêche de distinguer le bien du mal. Un autre moyen de déresponsabiliser l'homme est le recours à une comparaison absurde, qui n'a pas lieu d'être, qui se rencontre dans un article du corpus où l'homme est devenu victime et la femme coupable (*annexe 3*).

*« L'homicide-suicide [...] se produit à une intervalle d'un peu plus de deux semaines d'un autre féminicide, toujours à Rome. C'était le 18 avril quand une infirmière de l'hôpital Grassi d'Ostia, poursuivie en voiture par l'ex-mari, ***lui aussi un vigile***, a été criblée par six balles. Scénario de la fusillade un pont de l'autoroute d'Acilia [...]. L'ex-mari, Guglielmo Berrettini, qui l'harcelait depuis des mois car il n'avait pas accepté le divorce, avait été dénoncé pour stalking par la victime. [...] Berrettini aussi, tout comme Agostini [l'homme dont parle l'article] hier, après avoir déchargé le pistolet contre l'ex-femme avec laquelle il avait eu deux enfants, a tenté de se suicider avec la dernière balle qui restait. Mais la balle ne l'a pas tué ».*

L'homicide-suicide commis par Agostini est comparé à cet autre cas de féminicide. Toutefois, il y a très peu de ressemblances entre ces deux affaires. Il s'agit de deux féminicides, les deux hommes exerçaient la même profession et tous les deux ont tenté de se suicider après le crime, un y parvenant, l'autre échouant. Ce sont deux

affaires diamétralement opposées : un meurtre se produit dans la relation sans qu'il y ait des antécédents de violence (Agostini), l'autre après la séparation à la suite d'éisodes de stalking (Berrettini). L'un dans le privé (la maison), l'autre dans un lieu public. En comparant Agostini à ce cas extrême, le journaliste semble souligner le fait que cet homme n'est pas en soi un homme violent et un meurtrier, et renforce la thèse selon laquelle il aurait agi en proie à un raptus. L'homme est davantage victimisé par le fait qu'il a réussi à se suicider alors qu'un homme dangereux comme Berrettini a échoué, ce qui pourrait créer un certain sens d'injustice et amènerait le lecteur à se ranger du côté d'Agostini. La déresponsabilisation partielle, quant à elle, introduit des « circonstances atténuantes », mais l'homme est quand même retenu coupable du crime commis. Les raisons évoquées sont nombreuses et certaines ont déjà été citées auparavant : elles sont toutefois seulement mentionnées et ne sont pas approfondies. Nous trouvons la jalousie (*annexe 13 Marta*), la colère (*annexe 13 Ilaria*), la folie (*annexes 12 et 13 Marta, et 17*), l'amour (*annexe 14*), des problèmes psychiatriques (*annexes 12 et 13 Ilaria*), des problèmes économiques et la culture (*annexe 18*). Tout comme la jalousie, l'amour peut être considéré responsable du meurtre de la femme (Mercader et al., 2003, p.132). Le surtitre d'un des articles annonce : « Violence contre les femmes. Amours maudits, deux autres victimes » (*annexe 14*). Les deux victimes de féminicides sont attribuées à l'amour, déresponsabilisant ainsi l'homme. Le terme « violence contre les femmes », de plus, contribue à effacer l'auteur de ces violences : l'homme (Romito, 2006, p.82). Il faut également ajouter que les explications invoquant des pathologies psychiatriques ne sont pas toujours suffisantes pour déresponsabiliser l'auteur (Mercader et al., 2003, p.92) : c'est le cas du compagnon d'Ilaria qui serait, au dire de son avocat, bipolaire. Le juge, en revanche, tranche et dépeint l'homme comme une personne violente, dangereuse et n'ayant aucun scrupule à utiliser des armes à feu (*annexes 12 et 13 Ilaria*).

Entre le statut d'irresponsable et celui de coupable, il y a un cas particulier (*annexe 9*) où le journaliste n'établit aucune décision de culpabilité (cf. parcours de la « culpabilité indécidable ») : il exprime au contraire des réticences à retenir l'homme comme responsable de l'acte. Ces réticences s'expriment à travers différents procédés. Le premier est l'usage du passif pour décrire le meurtre : « Elle a été tuée par deux coups de couteau Lucia Bellucci ». Sans complément d'agent, cela contribue à effacer l'auteur du crime. Deuxièmement, contrairement aux autres

articles, le journaliste recourt fréquemment au conditionnel lorsqu'il reconstruit les moments qui ont précédé le meurtre : « La victime aurait eu un rendez-vous avec son ex-fiancé avec lequel elle aurait passé la soirée de vendredi ». Cet usage du conditionnel peut indiquer qu'il s'agit d'une information incertaine : toutefois, en le prenant en compte avec les autres éléments mentionnés, cela peut également souligner une certaine réticence à considérer l'homme comme coupable, réticence qui pourrait être due à son statut « d'avocat réputé ». En effet, nous constatons, troisièmement, que l'homme, contrairement aux auteurs des autres articles, n'est pas catalogué comme assassin. Il est mentionné par son nom et prénom, son statut d'ex-fiancé et d'avocat. Même la légende ne prend pas position et titre les photographies ainsi : « la victime et le prévenu ». Le journaliste reste prudent et ne l'identifie donc pas comme coupable.

La condamnation de l'homme est la deuxième grande tendance de ces récits. Divers éléments déterminent ce type de jugement : en première position, nous retrouvons la violence de l'homme, que celle-ci se rapporte à la barbarie avec laquelle la femme a été tuée, ou à des antécédents judiciaires et/ou de violence domestique à l'encontre de la victime (Mercader et al., 2003, p.91). En effet, les journalistes soulignent si l'homme est un « repris de justice » et cela concerne la majorité des cas correspondant au parcours narratif où l'homme est coupable (*annexes 4, 7, 10 Antonella, 12 et 13 llaria, 14*). Du point de vue du langage, ces hommes ne sont pas seulement condamnés par les témoignages d'acteurs du fait divers (comme la mère d'*llaria* qui définit l'homme comme « un animal », *annexe 12*), mais aussi par le journaliste qui emploie des termes subjectifs comme « la bête féroce avec le visage de son fiancé » (*annexe 14*), « le bourreau » (*annexe 7*) et « le killer<sup>11</sup> » (*annexe 10 Lucia*). Toute trace de comportement « non-humain » est mise en évidence et dénoncée par le journaliste comme « l'aveu sans larme » de l'ex compagnon de *Lucia* (*annexe 10*). Les verbes employés pour décrire ces meurtres traduisent également la brutalité de l'acte. Une grande variété de mots se rapportant à l'acte de tuer existe en italien, certains ne pouvant être traduits en français. C'est le cas du verbe « ammazzare » (*annexe 10 Antonella*) traduit en français par « tuer », mais qui introduit une dimension supplémentaire : celle de la violence avec laquelle

---

<sup>11</sup> Le mot « killer » en italien signifie tueur à gage. Dans le contexte de l'article, ce terme est utilisé pour décrire un homme qui tue de sang froid et qui ne laisse transparaître aucune émotion.

le meurtre a été commis. Des synonymes du verbe « massacrer » (*annexe 7 et 10 Lucia*) sont également employés dans ces articles. Un autre élément qui détermine le jugement de culpabilité est la question de la prémeditation. Le journaliste souligne dans ces articles que l'homme avait « l'intention de tuer » (*annexes 4 et 10 Lucia*), et ce même lors des cas d'homicide-suicide où l'homme est généralement absous par sa propre mort (*annexe 10 Antonella*). Il faut également souligner le fait que le crime est présenté comme d'autant plus impardonnable si des enfants ont assisté au meurtre :

*« Le fils de deux ans est resté à veiller sa maman, tué par son papa devant ses yeux, avec quinze coups de couteau »* (*annexe 7*).

L'article commence par cette phrase qui place l'enfant sur la scène de crime. Le lecteur va alors voir la scène à travers les yeux de l'enfant comme en témoigne l'utilisation d'un vocabulaire enfantin. Il va alors s'identifier à ce dernier (Mercader et al., 2003, p.165) et l'acte commis par l'homme sera d'autant plus condamné. Finalement, un autre élément participe à la condamnation de l'homme : la mise en doute, voire la réfutation de la version avancée par l'auteur du crime :

*« “C’était un raptus” a essayé de se justifier l’homme qui sera interrogé par les magistrats dans les prochaines heures. Mais la famille de Rosi a tracé un cadre de violences qui auraient duré pendant des années. “Ma fille a été violée, battue, menacée et contrainte à mendier dans la rue”. »* (*Annexe 7*).

En liant ces deux citations, le journaliste participe au fait que la version de l'homme affirmant qu'il s'agit d'un raptus est démentie par la mère de la victime qui souligne les violences que sa fille a subies. Dans un article, c'est le journaliste-même qui met en doute la version pleine de contradictions fournie par l'homme en commentant ainsi : « Vérité ? Fantaisies pour semer le trouble ? » (*annexe 10 Lucia*).

### **1.2.5 Une place centrale aux institutions**

Les institutions judiciaire et notamment policière occupent une place centrale dans les faits divers traitant de féminicides. La place prépondérante de la police dans ces récits peut s'expliquer par le fait que cette dernière est la principale source

d'information pour le journaliste de faits divers (Fragnon, 2007, p.260). Un article du corpus est particulièrement révélateur de la place de choix qui est réservée à cette institution (*annexe 5*) : ce fait divers se centre presque exclusivement sur le travail des forces de l'ordre. Ces derniers se retrouvent sujets de la majorité des phrases de l'article. Il s'agit d'un récit de l'enquête. Comme dans un roman policier, le lecteur est plongé dans l'action et amené à suivre leurs investigations. Les différents stades de l'enquête sont détaillés : la police lance dans un premier temps un avis de disparition concernant la femme, interroge le compagnon, effectue des recherches et découvre finalement le corps. La victime qui est surtout présente sous l'aspect corporel (« cadavre », « corps ») et l'auteur du crime passent en second plan et ne sont mentionnés que pour les besoins de l'enquête. Ce texte est un éloge à l'efficacité du travail de la police (Mercader et al., 2003, p.52). Nous constatons que ces récits présentent une forte image de la virilité : il s'agit d'un monde d'hommes, hiérarchiquement structuré aussi bien dans l'institution policière que dans celle judiciaire. Carabiniers, policiers, chiens policiers, pompiers, procureurs, préfets, juges d'instruction : ces différents acteurs sont évoqués créant toutefois des confusions pour distinguer la fonction de chacun dans l'enquête. Les acteurs les plus importants hiérarchiquement sont désignés par leur nom et prénom, ce qui est gage non seulement de professionnalisme, mais aussi d'autorité. Il peut s'agir du responsable de l'enquête (« les enquêteurs de la brigade mobile dirigés par Renato Cortese », *annexe 3* ou encore « le substitut du procureur Antonio Colonna s'occupe de l'enquête », *annexe 15*) ou de représentants de la justice (« le juge d'instruction du tribunal de Tarente, Pompeo Carriere », *annexe 12 llaria*). Le rôle de ces derniers dans l'enquête est d'ailleurs détaillé : il est expliqué, par exemple, que c'est le juge d'instruction qui a ordonné la détention provisoire de l'auteur du crime (*annexe 13 llaria*). Cela permet au lecteur de se familiariser avec ces différents acteurs et de constater, par la même occasion, le bon fonctionnement de ces institutions (Mercader et al., 2003, p.55). De plus, la localisation géographique des services s'occupant de l'enquête (« les enquêteurs de Quarto Oggiaro », *annexe 18*) renforce l'implication du lecteur dans l'histoire : il se retrouve davantage plongé dans l'action. L'aspect viril se retrouve également dans le vocabulaire utilisé : les forces de l'ordre deviennent les chasseurs comme le souligne cette phrase : « après le crime, des heures de chasse à l'homme dans les campagnes de Villacidro » (*annexe 12 Marta*). Les arguments utilisés pour valoriser le travail de la police comportent aussi cette dimension virile. Des qualités comme l'expérience, la compétence ou l'intuition sont

mises en avant : les enquêteurs n'ont pas de doute quant au mobile du crime et résolvent rapidement l'affaire (*annexe 3*), ou encore trouvent des éléments décisifs pouvant incriminer l'homme et parviennent à faire avouer le suspect (*annexe 10 Lucia*). La valorisation de l'action policière s'effectue également à travers des indices temporels qui soulignent leur rapidité pour appréhender le suspect (« Peu de temps après le délit, la Renault Scenic conduite par le roumain a été interceptée par les carabiniers », *annexe 4*), ou des adverbes indiquant leur engagement (« le couple a été activement recherché par les carabiniers », *annexe 9*). De plus, cet engagement et cette assiduité des forces de l'ordre peuvent s'observer, lors de certaines affaires, dans le déploiement de force et de techniques comme le « géoradar »<sup>12</sup> (*annexe 5*) ou encore la traçabilité téléphonique (*annexes 12 et 13 Marta*).

Toutefois, le rôle central et valorisé de l'institution policière ne se situe pas seulement au niveau textuel, mais aussi iconographique. En effet, qu'ils soient présents physiquement, par exemple, sur une scène de crime (*annexes 6 et 18*), en train de montrer une pièce à conviction (*annexe 18*) ou d'emporter le corps (*annexe 10*), ou qu'ils soient représentés par leur véhicule (*annexe 7*), les photographies représentant les forces de l'ordre constituent une part non négligeable des images du corpus (près de 30%) après celles qui représentent la victime et l'auteur (Mercader et al., 2003, p.59). Il faut de plus ajouter que les photographies peuvent être narratives. Par l'agencement d'images les unes à côté des autres et profitant du parcours du regard du lecteur, un récit peut se construire (Dubied, 2004b, pp.302-303). Prenons l'exemple de l'article relatant le meurtre de Lucia (*annexe 10*). En suivant la logique de la lecture en Z, la première image en haut à gauche représente un policier de dos qui semble regarder et nous invite, par la même occasion, à diriger notre regard vers une tente des pompiers, vraisemblablement installée pour sortir de la voiture le cadavre de la victime en étant à l'abri des regards indiscrets. En dirigeant notre regard vers la droite, sur une seconde photo figure la voiture de l'assassin, portières ouvertes avec des hommes de la police au travail. La tente des pompiers a disparu et le corps de la victime semble avoir été prélevé. La troisième photo, en dessous de la seconde, confirme cette hypothèse, car elle montre des hommes en train d'emmener le cadavre de la victime. S'il est vrai que l'institution

---

<sup>12</sup> Le géoradar est un appareil utilisé pour étudier la composition du sol. La police s'en sert pour rechercher un corps qui a été enterré.

policière est souvent valorisée dans ces faits divers pour son efficacité comme l'ont relevé Mercader et al. (2003), elle n'en est pas moins critiquée. Ce double discours peut se résumer de la manière suivante : l'éloge de l'efficacité des forces de l'ordre porte davantage sur l'après-crime, c'est-à-dire sur les interventions qui ont lieu une fois le délit commis, alors que les critiques se concentrent sur l'avant-crime et soulignent l'inefficacité de l'institution en matière de prévention.

Le discours critique du travail de la police vient nuancer la description que Mercader et al. (2003) font de ces faits divers comme étant une manière politique de soutenir les institutions, notamment celle policière. La critique de l'inefficacité des forces de l'ordre en matière de prévention s'organise autour de trois points : l'inactivité de la police, la lenteur de la réponse face aux demandes d'aide de la victime et l'inadéquation entre cette institution et le reste des services devant prendre en charge la victime. L'inactivité se retrouve dans le fait que, bien que certaines victimes avaient porté plainte contre leur mari ou compagnon, les forces de l'ordre n'ont pas agi. Le journaliste insiste sur le fait que souvent les plaintes déposées par les victimes sont vaines : « encore une fois la famille avait porté plainte » (*annexe 10 Antonella*). Les indices temporels qui expriment la durée ou indiquent une date précise viennent souligner les antécédents de violences ou les plaintes précédentes. La femme demandait de l'aide depuis des mois (*annexe 12 Marta*), une autre avait déjà été victime d'une tentative de meurtre des années auparavant (*annexe 10 Antonella*). Malgré tout, les institutions ne sont pas intervenues. Dans un des faits divers du corpus, le journaliste adresse un reproche à l'institution judiciaire qui avait sous-évalué la dangerosité de l'homme, en commentant le fait que la mort de la femme « pouvait peut-être être évitée » (*annexe 3*). Un autre article qualifie à deux reprises l'homicide de la femme comme étant « un crime annoncé » (*annexe 7*), deux autres dénoncent comment la femme a été livrée à elle-même. Dans le premier cas, c'est un des intitulés de l'article qui énonce : « Abandonnée – Marta Deligia avait fait appel aux autorités mais personne ne l'a protégée » (*annexe 14*). La condamnation des institutions est claire. Dans le second cas, le journaliste insiste sur les précautions vaines qu'avait prises la femme pour essayer de se protéger (*annexe 10 Antonella*). Comme le relève Patrizia Romito (2006, p.76), l'Italie est un des pays où la réponse institutionnelle en matière de violence contre les femmes est la plus lente et cette constatation se reflète dans les faits divers. En plus du nombre de plaintes déposées, les journalistes mettent également en évidence à travers des

indices temporels la longue attente pour qu'une mesure soit mise en place. La mesure contre l'ex de Marta, par exemple, avait été approuvée le 6 septembre et devait être communiquée à l'homme le 24 septembre, soit un jour après le meurtre de la jeune femme (*annexe 13 Marta*). Nous retrouvons le même cas avec Rosi qui avait dénoncé pendant une année et demie son ex compagnon. Moins d'un mois avant le crime, les services sociaux avaient demandé le placement dans un foyer de Rosi et son fils, mais cette mesure n'a pas été exécutée à temps (*annexe 7*). Ces procédures sont d'ailleurs qualifiées de « lungaggini » (*annexe 12*), un terme négativement connoté pouvant être traduit par « lenteur exaspérante ». Cette lenteur est même avouée dans un article par le Ministère public qui, après le meurtre d'Antonella, déclare : « Nous étions en train de procéder d'urgence pour protéger cette femme, nous n'en avons pas eu le temps » (*annexe 10 Antonella*). Un article souligne l'inadéquation entre les différents services qui devraient prendre en charge la victime (*annexe 7*), c'est-à-dire entre les services sociaux et les forces de l'ordre. Les services sociaux se défendent en déclarant : « Nous, nous n'avons pas sous-estimé le cas » rejetant ainsi la responsabilité sur les autres institutions. En effet, la demande de placement de la femme et l'enfant avait été demandée par les assistantes sociales.

Il faut de plus ajouter que dans ces articles, la famille de la victime a un rôle de dénonciation de l'inefficacité des institutions. Il s'agit dans un cas des filles de la victime et dans l'autre, de la mère de la victime. Elles peuvent donc être considérées des « personnes témoignantes » dans la mesure où elles parlent pour les victimes qui, elles, ne peuvent plus le faire (Lipani-Vaissade, 2007, p.64). Leurs paroles sont présentées dans les articles sous forme de citations. Ces dernières peuvent sembler gage d'objectivité, mais elles font en réalité l'objet d'une mise en scène : elles sont introduites par un verbe et le choix de ce dernier peut révéler une certaine subjectivité du journaliste. Il existe en effet deux types de verbes introducteurs : les verbes neutres qui servent seulement à introduire une citation (comme dire, raconter) et ceux plus subjectifs qui contribuent à guider l'interprétation et qui peuvent exprimer un sentiment, un ton, une attitude communicative (Coppola, 2007, pp.45-46). Dans le premier cas, les filles d'Antonella (*annexe 10*) racontent – c'est le verbe introducteur utilisé – les antécédents de violence subis par leur mère, les deux plaintes déposées et l'inactivité des forces de l'ordre. Le second cas est différent. Les verbes introducteurs sont plus subjectifs et la dénonciation des institutions de la

part de la mère de Rosi est plus « agressive » (annexe 7). Nous remarquons, de plus, qu'il y a un dialogue entre les citations : entre les paroles, d'une part, de la mère de Rosi et celles, d'autre part, du Ministère public et des services sociaux. C'est une lutte à qui parvient à avoir le dernier mot et à imposer sa version.

*« “Je le tue de mes mains, c'est un assassin. En une année et demie, six plaintes ont été déposées. Tout ça pour rien. Quelqu'un aura sur la conscience la mort de ma fille. C'est un crime annoncé, nous savions que ça se terminerait ainsi. Personne n'a rien fait pour l'éviter“, **se désespère la mère de la victime** ».*

*« Mais le Ministère public précise : “Ici, seulement deux plaintes nous sont parvenues, en 2010 et 2011, pour maltraitances. Elles ont ensuite été classées parce que la femme, peut-être effrayée, a minimisé les faits. Mais nous sommes en train de vérifier s'il existe d'autres rapports” ».*

*« “Nous, nous n'avons pas sous-estimé le cas“, disent [les assistantes sociales] ».*

*« L'assistante sociale, les forces de l'ordre, tous – **se défoule** maman Teresa – savaient tout depuis longtemps. Maintenant ma fille est morte. Ça, ce n'est pas juste. Où est la loi ? »*

Outre le fait que les paroles et accusations de la mère à l'encontre des institutions sont dures, nous constatons que les verbes introducteurs choisis par le journaliste expriment la douleur et la colère de cette mère qui a perdu sa fille. Face au ton neutre avec lequel sont rapportées les déclarations du Ministère public et des services sociaux, le lecteur est davantage touché par les paroles chargées d'affect de la mère. Cela crée une proximité entre le lecteur et cette dernière (Lipani-Vaissade, 2007, p.67) et c'est d'ailleurs la mère qui semble avoir le dernier mot et imposer sa version après avoir été démentie et avoir démenti à son tour les propos du Ministère public et des services sociaux.

Finalement, il convient également de mentionner que la critique des institutions est renforcée par le rapprochement de situations qui démontrent, d'un côté, l'inefficacité en matière de prévention et de l'autre, l'efficacité dans l'intervention après-crime. Par exemple, le journaliste souligne le déploiement de techniques et la rapidité avec laquelle les recherches ont été lancées après que l'homme ait avoué

avoir tué son ex-fiancée (« les recherches ont commencé à l'instant, les carabiniers ont utilisé un hélicoptère pendant que le Ministère public autorisait l'utilisation du système informatique pour localiser le téléphone portable ») alors que cette dernière avait été menacée, harcelée et avait déposé plainte, mais la mesure n'a pas été appliquée à temps (*annexe 12 Marta*). Le contraste est d'autant plus frappant lorsque la police « sauve » – c'est le mot employé par le journaliste – l'assassin d'une tentative de suicide alors que les demandes d'aide de la victime sont restées sans réponse (*annexe 7*). En conclusion, nous constatons que ces faits divers ne sont pas seulement une manière de soutenir les institutions, mais ils participent également à en dénoncer les faiblesses et incohérences.

## 2. La médiatisation du féminicide

Après avoir évoqué de manière détaillée les résultats de l'analyse de discours et donné un aperçu du traitement médiatique du féminicide, il convient de nous intéresser à comment ce phénomène a trouvé sa place dans les faits divers en abordant, dans cette seconde partie, le lien entre le féminicide et les médias, et en particulier la presse. La médiatisation de ce phénomène est toute récente : il est donc intéressant de tenter de retracer l'apparition du terme « féminicide » dans la presse et de comprendre le pourquoi de l'utilisation de cette appellation, puis de mentionner deux particularités liées au traitement médiatique de ce phénomène : sa propension à devenir un fait de société et l'ambiguïté qu'il met en évidence entre sphère publique et sphère privée.

### **2.1 Un phénomène nouveau dans les médias ?**

Le terme de « féminicide » est un néologisme dans le domaine des médias. Il ne faut toutefois pas penser que ce mot ait été inventé par les journalistes : il est apparu premièrement dans la littérature scientifique bien que, comme le soulignent les sociologues et féministes Diana Russell et Jill Radford (1992, pp.25-26), le phénomène lié à cette notion est, lui, bien loin d'être une nouveauté. En effet, du XVI<sup>ème</sup> siècle à aujourd'hui, de la chasse aux sorcières au « meurtre conjugal », le féminicide, tout comme les autres formes de violence contre les femmes, a été utilisé et continue à être utilisé par les hommes comme un moyen de punir et de contrôler socialement des femmes qui sortent des schémas habituels, c'est-à-dire qui ne remplissent pas les rôles socialement attribués aux femmes dans les sociétés patriarcales. Il existe en réalité deux mots pour nommer ce phénomène : « femicide » (fémicide en français) pour les Etats-Unis et « feminicidio » (traduisible par féminicide) pour le Mexique, ainsi que d'autres pays d'Amérique Latine. Il est question dans un premier temps d'explorer les origines de ce terme et de comprendre, dans un deuxième temps, quand et pourquoi les médias italiens se sont progressivement réappropriés cette notion.

Le terme de « femicide » a été employé pour la première fois en 1976 par la féministe Diana Russell lors d'un meeting à Bruxelles du tribunal international des crimes commis contre les femmes. Dans son discours, elle dénonçait toutes les formes de discriminations et d'oppressions subies par les femmes (Karadole, 2012, p.17). Elle utilisera par la suite cette notion en 1992 dans son livre « Femicide : The Politics of Woman Killing » (Russell et Radford, 1992). Le terme de « feminicidio », quant à lui, a une portée plus politique et voit le jour dans un contexte social particulier : celui des disparitions et des homicides de filles et de femmes à Ciudad Juárez. Dans les années 90, des chercheuses militantes avaient relevé ce phénomène sans toutefois réussir à lui donner la visibilité nécessaire. Ce n'est que dans les années 2000 avec la création d'une « Commission spéciale traitant des homicides de femmes et de filles » que ce grave problème social acquiert une visibilité, et ce en particulier avec l'élection comme députée en 2003 de l'anthropologue et sociologue Marcela Lagarde. S'inspirant des travaux de Diana Russell, elle va alors proposer de changer le nom de cette commission spéciale dont elle a la charge en y introduisant le terme de « feminicidio ». La commission s'appellera alors « Commission spéciale pour la connaissance et le suivi des enquêtes de féminicides dans la république mexicaine ainsi que pour la promotion de la justice »<sup>13</sup> et élargira son champ d'action de lutte contre le féminicide à tout le pays (Lagarde, 2006, pp.216-217).

« Femicide » et « feminicidio » sont donc deux mots qui apparaissent dans des pays et contextes différents et bien qu'ils soient considérés comme interchangeables, il subsiste un détail qui les différencie. Le terme de « femicide » désigne le fait de tuer une femme, il serait alors l'équivalent de l'expression « homicide d'une femme » alors que le « feminicidio » désigne l'ensemble des violences contre les femmes ayant pour but de les détruire psychologiquement, physiquement, symboliquement, socialement et économiquement. Le féminicide est donc considéré comme l'acte le plus extrême du féminicide (Karadole, 2012, p.18). Toutefois, comme nous l'avons vu dans l'analyse, les médias italiens ne font pas cette distinction et emploient le terme de « femminicidio » (féminicide) pour désigner les meurtres de femmes qui se produisent en Italie. L'appellation de « femicidio »

---

<sup>13</sup> Traduction de “Comisión especial para conocer y dar seguimiento a las investigaciones relacionadas con los feminicidios en la república mexicana y a la procuración de justicia vinculada”.

(fémicide) est, elle, rarement employée en Italie, et ce même dans la littérature scientifique.

Quand et pourquoi les médias italiens se sont-ils appropriés ce terme ? Il est difficile de répondre à ces deux questions, car il s'agit d'un phénomène relativement récent dans les médias. Comme le souligne Patrizia Romito (2006, pp.16-17), les faits divers relatant des meurtres de femmes par leurs conjoints ou compagnons pendant ou à la fin d'une relation sont apparus de manière plus fréquente dès le début des années 2000. Toutefois, aucun terme spécifique n'avait été attribué par la presse pour décrire ces crimes: ils étaient qualifiés de « meurtres » et « homicides », et de « tragédies familiales » quand les enfants et les proches étaient également impliqués. L'apparition du terme « femminicidio » a marqué un tournant dans la narration de ces faits divers. En effectuant une recherche par occurrence dans les archives en ligne du quotidien national italien « La Repubblica »<sup>14</sup>, il apparaît que ce terme a été employé pour la première fois en 2001 dans un article traitant des conditions de vie des femmes afghanes :

*« Les femmes [en Afghanistan] ne peuvent pas travailler, aller à l'école, aller dans des toilettes publiques, laver les habits au fleuve, marcher seules, voyager sauf si accompagnées par un homme adulte de leur famille, chaussier des sandales qui fassent du bruit, être assistées par un médecin pendant l'accouchement. Ces interdits se traduisent en un féminicide prolongé, par faim ou par infection, mais pas toujours de manière indirecte. Des femmes présumées adultères ont été lapidées, des prostituées présumées fusillées dans les stades (probablement des veuves qui ne savaient pas comment nourrir leurs enfants)... »* (Rampoldi, Les prisonnières de la burqa – La Repubblica, 07/10/2001)<sup>15</sup>.

Nous sommes donc bien loin de la définition du terme « féminicide » dont font usage les médias italiens actuellement. Entre 2002 et 2011, on relève en moyenne six occurrences par année, sans pour autant que les articles se réfèrent à des cas d'homicides de femmes. Ils abordent d'un point de vue général la question de la

---

<sup>14</sup> Les archives en ligne de « La Repubblica » : <http://ricerca.repubblica.it>, consultées le 16 avril 2014.

<sup>15</sup> Traduction d'un passage de l'article de Guido Rampoldi en ligne sur : <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2001/10/07/le-prigioniere-del-burqa.html?ref=search>, consulté le 16 avril 2014.

violence contre les femmes et des féminicides au Mexique. Ce n'est qu'en 2012 que le « boom » des occurrences se produit avec un total de 150 articles comprenant le mot « féminicide » pour atteindre le chiffre de 512 articles en 2013. Ces articles reportent, entre autres, les “premiers” cas de féminicides identifiés par la presse ainsi que des initiatives et campagnes sociales pour lutter contre la violence contre les femmes. On observe à peu près les mêmes tendances en consultant les archives en ligne d'un autre quotidien national, « *Il Corriere della Sera* »<sup>16</sup> avec un passage de moins d'une occurrence par année entre 2001 et 2011 à 27 occurrences en 2012 et 232 en 2013. Il semblerait donc ressortir de cette recherche par occurrence que le terme « féminicide » ait commencé à être appliqué pour définir les meurtres de femmes par leurs conjoints ou compagnons pendant ou à la fin d'une relation qu'à partir de 2012 et qu'au fil du temps, cette appellation ait pris de plus en plus d'ampleur. En absence de littérature qui le confirme, cela reste toutefois qu'une hypothèse.

Mais pourquoi cette appellation? Il faut premièrement souligner qu'il s'agit d'un terme qui a été et reste très critiqué, notamment dû au fait qu'il comprend le mot « *femmina* » (qui peut être traduit par « *femelle* » en français) considéré comme dépréciatif. Toutefois, ce mot est retenu comme étant le plus inclusif (Karadole, 2012, p.18). En effet, le terme « *uxoricidio* » (*uxoricide* en français) désigne uniquement les femmes mariées tuées par leurs maris et exclurait donc tous les autres types de liens entre la victime et l'auteur. Il en va de même pour le mot anglais « *muliericide* » qui ne représenterait que les femmes adultes et laisserait de côté les jeunes victimes de féminicide, comme Fabiana assassinée à seulement 16 ans par son petit-ami de 17 ans.<sup>17</sup> Si l'appellation « *femminicidio* » est considérée comme la plus appropriée pour décrire ces crimes (Karadole, 2012), pourquoi ne commence-t-elle à être utilisée de façon récurrente qu'en 2012? Comme déjà souligné par Patrizia Romito (2006) et précédemment par Diana Russell (1992), le féminicide n'est pas un phénomène nouveau. En Italie, des homicides de femmes se sont produits bien avant 2012. Est-ce que les meurtres de ces deux dernières années sont différents à ceux du passé ? La différence ne se trouve probablement

<sup>16</sup> Les archives en ligne de « *Il Corriere della Sera* :

<http://sitesearch.corriere.it/forward.jsp?q=femminicidio#>, consultées le 16 avril 2014.

<sup>17</sup> L'article sur le meurtre de Fabiana, 25 mai 2013 :

[http://www.repubblica.it/cronaca/2013/05/25/news/cosenza\\_trovato\\_il\\_corpo\\_di\\_una\\_sedice\\_nne-59643576/?ref=search](http://www.repubblica.it/cronaca/2013/05/25/news/cosenza_trovato_il_corpo_di_una_sedice_nne-59643576/?ref=search), consulté le 18 avril 2014.

pas dans les homicides-mêmes, mais dans un changement de sensibilité de la société face à ce type de criminalité. Cela a par ailleurs été le cas des faits divers relatant d'abus sexuels sur enfants. Comme l'explique l'historienne Ambroise-Rendu (2007), ces affaires ont connu médiatiquement différentes phases et ce n'est qu'avec un changement de sensibilité de la société face à cette thématique que la presse est passée d'une phase d'occultation à une de dénonciation de ces crimes, les élévant même à un statut de faits de société. Il semblerait que la question de la violence contre les femmes, et plus particulièrement du féminicide, suive ce même processus (Romito, 2006). Toutefois, nous pouvons nous demander si les faits divers relatant de ces crimes à l'encontre des femmes sont également devenus des faits de société comme il a été le cas de ceux concernant les abus sexuels sur mineurs.

## **2.2 Le féminicide : un fait de société ?**

Il n'existe pas de définition précise pour expliquer ce qu'est un fait de société (Dessingues, 2005, p.107). En effet, cette expression est un néologisme apparu à la fin des années 1980 (M'Sili, 2005, p.42) et désignerait une nouvelle, généralement un fait divers, qui, bénéficiant d'une mise en forme et d'un traitement médiatique particulier, permettrait de mettre en évidence et d'aborder un problème de société. Par exemple, un fait divers relatant de l'homicide d'une femme par son conjoint ou compagnon souligneraient le problème social du féminicide, et plus généralement de la violence masculine à l'encontre des femmes (Dessingues, 2005, p.114). Une place prioritaire est accordée au contexte : « l'événement [le fait divers] se métamorphose en symptôme, révélateur des dysfonctionnements de la société » (M'Sili, 2005, p.42). Il s'agit là de la caractéristique du fait de société. Il existe différents procédés employés pour mettre en avant un événement en tant que fait de société et ils se situent au niveau du rubricage et de l'iconographie des articles. Comme déjà énoncé auparavant, la rubrique permet de cadrer un événement. Un fait de société n'est pas présenté sous la rubrique « faits divers », mais dans les pages « société » ou « événement ». L'iconographie, elle aussi, peut contribuer à présenter la nouvelle comme un problème de société, notamment avec des illustrations qui vont au-delà de la singularité du cas évoqué dans l'article pour avoir une portée plus générale (Kervella, 2007, pp.288-289).

Est-ce que les articles sur le féminicide suivent ces mêmes procédés ? Sont-ils des faits de société ? Au niveau du rubricage, dans mon corpus d'articles, les cas de féminicides ne sortent pas de la rubrique « cronaca », l'équivalent en français de « faits divers criminels ». Il est intéressant de remarquer que même lorsque l'article porte sur une dimension politique comme, par exemple, l'adoption de la loi contre le féminicide et décrit le contenu de cette loi ainsi que la réaction des différents partis, il est toujours inscrit dans la rubrique « cronaca » au lieu de celle ayant trait à la politique. En soi, cet article n'est pas un fait divers. Toutefois, la brève d'un énième cas de féminicide comme insertion dans la nouvelle renforce l'ancrage dans ce genre journalistique (*annexe 17*). Du moment où un lien est effectué entre ces deux articles, tous les deux peuvent se côtoyer et il devient impossible de les séparer (Dessinges, 2005, p.114). Un autre exemple de ce genre, déjà mentionné dans l'analyse, concerne la double page de « *La Repubblica* » du 24 septembre 2013 (*annexe 12*) : la première page relate deux cas de féminicides tandis que la seconde porte comme titre : « 9 heures, leçon contre la violence. Les cours contre le féminicide arrivent à l'école ». Cette nouvelle ne relève pas en soi de la « cronaca », mais c'est en l'associant au féminicide qu'elle peut être traitée dans cette rubrique. De plus, l'illustration en haut de l'article qui représente une banderole alternant filles et garçons déborde sur la première page marquant encore plus un lien entre les articles. Il faut toutefois souligner qu'à deux reprises, lorsque le quotidien « *La Repubblica* » rapporte sur une double page l'approbation du décret-loi contre le féminicide et deux féminicides s'étant produits le même jour, il intitule la rubrique « violence contre les femmes » (*annexes 8 et 10*). Le problème de société auquel se réfèrent les deux faits divers sur ces pages est alors clairement identifié. Comme énoncé dans l'analyse, du point de vue de l'iconographie, en revanche, il y a divers éléments qui viennent souligner le contexte général de violence à l'encontre des femmes dans lequel s'inscrivent ces crimes. Bien que les photos représentent toujours la victime, l'auteur et/ou le lieu du crime, d'autres illustrations apportent une dimension plus générale à ces faits divers. Nous pouvons citer à nouveau des encadrés qui rappellent les précédents homicides de même nature, des schémas qui relatent le nombre de féminicides de 2005 à l'année en cours, des diagrammes en barres sur l'identité de l'auteur, ainsi que des pourcentages qui soulignent le caractère évitable, dans certains cas, du crime. La grande majorité des articles du corpus est accompagnée d'une ou plusieurs de ces illustrations.

Il semblerait donc qu'une partie des faits divers concernant des féminicides dans notre corpus puisse être considérée comme des faits de société, plus au niveau iconographique qu'à celui du rubricage. Comme le souligne Catherine Dessinges, spécialiste en communication (2005, p.114), « le fait divers n'a rien fait d'autre que servir de prétexte à la presse pour publiciser un fait de société qui lui préexiste et avérer la thèse selon laquelle la violence conjugale est un fléau de la société ». Une des caractéristiques des faits divers sur le féminicide serait sa propension à devenir un fait de société, une autre caractéristique serait la remise en question des frontières entre la sphère publique et celle privée.

### **2.3 Le féminicide : une remise en question de la frontière entre public et privé ?**

Le féminicide, tout comme le phénomène plus général de violence contre les femmes dans lequel il s'inscrit, est concerné par la dualité entre sphère privée et sphère publique. La différence entre ces deux entités semble simple : « est "privé" ce qui est réservé à certains et fermé aux autres, alors que ce qui est ouvert à tous est "public" » selon les sociologues Maurice Blanc et Jean-Yves Causer (2005, p.8). Cette définition donne l'idée de deux "territoires" séparés par une frontière claire : le privé, lieu de l'intime, de la famille et du psychologique, et le public, le reste de la société, plus impersonnel et distancié. Toutefois, cette frontière est loin d'être déterminée de façon aussi nette : il existe des formes d'interpénétration entre ces deux "territoires" (Dubied, 2007, p.19). Nous pouvons évoquer, par exemple, les interventions étatiques au sein de la famille en matière de protection de la jeunesse (Giroud, 1992, p.21), ou encore la médiatisation de questions qui relèvent de la sphère privée. Les médias, en effet, contribuent à complexifier les rapports et la distinction entre ces deux sphères (Dubied, 2007, pp.19-20).

La médiatisation du féminicide est un exemple de remise en cause et de dissolution de la frontière entre la sphère privée et celle publique. En effet, la violence contre les femmes a été pendant longtemps associée au secret : il s'agissait d'une violence qui était cachée et qui faisait éprouver aux victimes une forte honte. Elle était considérée comme une « affaire privée » dans la mesure où ce type de violence se produit généralement entre les murs domestiques, dans la sphère privée

(Romito, 2006, p.11 et p.60). Il en va de même pour le féminicide bien que ce dernier ne soit pas totalement associé à la sphère privée, car il déborde souvent de ce cadre : en effet, un nombre non négligeable de cas se produit dans des lieux publics (Guérard et Lavender, 1999, p.164). Les médias, en narrativisant ces affaires à travers les faits divers, mettent en évidence un phénomène qui, de prime abord, ne semble pas d'intérêt public, mais qui pourtant en relève (Tremblay, 1996, p.3) : ce phénomène va alors progressivement acquérir une place importante dans la rubrique fait-diversière comme déjà vu auparavant.

Toutefois, le cadre privé de la famille et du couple dans lequel se produit le crime pose des contraintes au travail des journalistes qui rencontrent des problèmes pour rapporter et expliciter ces cas de féminicides (Tremblay, 1996, p.4). En effet, le couple et la famille sont des institutions avec une tendance à la privatisation qui s'est développée depuis la première Guerre mondiale (Tremblay, 1996, p.3). Ils ne font ainsi pas totalement partie de l'espace public ni de celui privé, ce qui pousse Giroux (1992, p.31) à situer la famille « aux confins du privé et du public ». Les médias doivent donc jongler avec cette tendance privatisante et les normes qui sont associées à cette institution comme le respect de la vie privée et de la personne lorsqu'ils veulent rendre compte de ces faits divers : ils ne peuvent alors que dépeindre une représentation partielle de ces féminicides. Par conséquent, nous remarquons qu'il y a, dans l'ensemble des articles, relativement peu d'informations sur les causes et les motifs de cet acte ou sur le milieu de vie de la victime et de l'auteur (Tremblay, 1996, p.12).

### **3. Les différentes facettes du fait divers en matière de féminicide**

Les interactions entre fait divers et féminicide sont multiples : le fait divers est un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur d'action politique » en ce qui concerne le phénomène du féminicide. Ces différents aspects peuvent être vus comme des étapes qui surviennent à la suite de la médiatisation du féminicide : le phénomène est reconnu publiquement, il devient nécessaire ensuite de le quantifier en vue, finalement, d'une intervention institutionnelle. A ces trois niveaux, le fait divers intervient et c'est cette dimension-là qui va être approfondie dans cette dernière partie.

#### **3.1 Le fait divers comme « révélateur social »**

L'aspect "révélateur" du fait divers peut s'envisager de deux manières. Dans le premier sens, le fait divers est vu comme révélateur des représentations culturelles et de l'imaginaire collectif (Dubied et Lits, 1999, p.62). Tout récit est une sélection et une construction du réel. Le fait divers n'échappe pas à cette constatation : même « l'histoire la plus lisse qui soit dira toujours plus que les faits qu'elle raconte » (Dubied et Lits, 1999, p.69). A titre d'exemple, les faits divers relatant de crimes dits "passionnels" exposent, entre autres, les interrogations et contradictions de la société actuelle quant à l'évolution de la conception du couple (Mercader et al., 2003, p.135) comme nous avons pu le constater dans la première partie du travail portant sur l'analyse d'articles sur le féminicide dans des quotidiens italiens.

Le deuxième sens renvoie au fait divers comme révélateur des faiblesses et inadéquations de la société. Il devient alors un symptôme des problèmes de cette dernière (Dubied et Lits, 1999, p.62). Par la répétition de cas de féminicides, le fait divers donne des exemples d'une réalité sociale violente et inacceptable pour une société démocratique et met en évidence des dysfonctionnements au cœur de la société italienne, notamment en matière de protection des femmes. Cet aspect-là du fait divers rejette les caractéristiques du fait de société, mentionnées auparavant. Faisons toutefois un pas en arrière en nous demandant comment un problème social

tel que le féminicide a-t-il réussi à accéder à la scène médiatique et révéler grâce à son statut de fait divers une réalité dérangeante de la société italienne ?

Les problèmes sociaux n'existent pas en soi : ils n'existent qu'à partir du moment où ils obtiennent une reconnaissance de la part de la société et des médias, devenant ainsi publics comme le souligne le sociologue Patrick Champagne (1991, p.64). Si aucun jugement de valeur n'est attribué par les membres d'une société à une situation qui semble problématique, il n'y a donc pas de problème social (Cefaï, 1996, p.45). Cette considération peut être liée à la notion de « déviance » d'Howard Becker (1966). En reprenant l'exemple du féminicide, ce dernier, ainsi que le phénomène plus général de la violence contre les femmes, est une déviance dans la mesure où il transgresse les normes de la société. Précisons toutefois qu'il s'agit d'une forme de déviance particulière : en effet, une déviance n'est pas obligatoirement criminelle (Kuhn, 2002, p14). Le fait que ce phénomène soit considéré comme déviant ne suffit cependant pas à constituer un problème social : il faut qu'il soit également socialement perçu et étiqueté comme déviant pour reprendre la notion de Becker (1966). Dans le cas du féminicide, les médias ont contribué à la stigmatisation, et donc dénonciation, de ce phénomène qui, avant 2012, faisait rarement la Une des journaux et n'était pas identifié avec un terme spécifique comme déjà expliqué précédemment. Le processus d'étiquetage est donc une activité collective (Becker, 1966).

Il faut également mentionner qu'un grand nombre de situations pouvant être jugées problématiques ne fait pas l'objet d'une médiatisation et n'attire pas l'attention publique (Cefaï, 1996, p.46). L'attribution de l'appellation « féminicide » à ce type de crime a été cruciale dans l'identification et la reconnaissance publique du phénomène. « Nommer et narrer, c'est déjà agir » (Cefaï, 1996, p.49) : nous retrouvons là une certaine performativité du langage. Ce sont les mots qui poussent à l'action (Searle, 1989). Du moment où un terme précis a été donné pour qualifier ce type particulier d'homicides de femmes, le phénomène est reconnu publiquement, mais il active également la nécessité d'en mesurer l'ampleur pour l'identifier et s'interroger sur sa résolution (Cefaï, 1996, p.49). De plus, le féminicide a pu accéder au statut de fait divers dans la mesure où il possède les caractéristiques de l'événement pouvant faire la Une des médias (Champagne, 1991, p.65). Outre son caractère dramatique et hors de l'ordinaire, il s'adapte à une mise en discours et en

scène compatible aussi bien avec la presse que la télévision, en présentant des personnages principaux et secondaires, et une certaine dose de spectacularisation nécessaire pour capter le public (Dubied et Lits, 1999, p.28). Par leur médiatisation à travers les faits divers, ces cas de féminicides se constituent en un problème public. Les problèmes publics « sont l'enjeu d'opérations de sélection et de focalisation, d'argumentation et de dramatisation, qui les hissent à un certain "degré de généralité", leur confèrent un poids de réalité ou de légitimité. Des situations sont arrachées à leur particularité et leur concrétude, et acquièrent valeur d'illustration ou d'exemple » (Cefaï, 1996, p.54). Le féminicide devient alors l'expression d'un problème plus général, la violence contre les femmes. Ces problèmes publics sont mis en évidence par des acteurs collectifs de différents types : il peut s'agir des médias, mais également d'associations, de groupes de pression, de personnalités politiques. (Cefaï, 1996, p.54). Dans le cas du féminicide, nous pouvons avancer que les médias ont eu un rôle important dans ce processus, mais l'influence des nombreuses associations présentes sur le territoire italien qui luttent contre la violence à l'encontre des femmes ne devrait pas être sous-estimée. Nous pouvons citer l'exemple de l'association « Casa delle donne per non subire violenza » (« La maison des femmes pour ne pas subir de violence » en français) qui, depuis 2006, œuvre afin que le phénomène du féminicide soit reconnu publiquement.<sup>18</sup>

La scène médiatique est donc un lieu stratégique pour les événements qui veulent se constituer en tant que problèmes publics (Champagne, 1991, p.72) et devenir, par exemple, à travers le fait divers, révélateurs des dysfonctionnements de la société. Une fois le phénomène problématique identifié et rendu public, il faut le quantifier pour connaître son ampleur.

### **3.2 Le fait divers comme « statistique »**

Les statistiques sont essentielles pour mesurer la portée d'un phénomène. Elles participent en effet à la description du problème en vue de formuler par la suite des propositions pour le résoudre (Cefaï, 1996, p.49). Les débats quant au choix de la meilleure méthode pour calculer la criminalité sont nombreux : les sources

---

<sup>18</sup> Site web de « Casa delle donne per non subire violenza » : <http://festivalviolenzaillustrata.blogspot.it>, consulté le 25 avril 2014.

habituelles sur lesquelles se basent les statisticiens sont au nombre de trois comme l'explique le criminologue André Kuhn (2002, pp.19-23). La première concerne les statistiques pénitentiaires qui comptent le nombre de personnes qui entrent en prison pendant une certaine période et le nombre de détenus qui se trouvent en prison à un moment donné. Deuxièmement, il y a les statistiques de condamnations qui, comme leur nom l'indique, calculent le nombre de condamnations émises par le système judiciaire. Ces deux types de données se révèlent trop éloignés pour mesurer au mieux l'ensemble de la criminalité. L'auteur du crime n'est pas toujours identifié, par exemple, et par conséquent, cela ne débouche ni sur une condamnation, ni sur une peine privative de liberté. Troisièmement, les chercheurs utilisent les statistiques de police qui comportent les infractions connues par cette dernière, qu'elles aient été dénoncées ou découvertes par la police-même. Toutefois, ces statistiques se retrouvent confrontées, entre autres, au problème du « chiffre noir » dans la mesure où la police ne vient pas à connaissance de toutes les infractions commises. Pour combler certaines lacunes de ces statistiques, deux instruments supplémentaires ont été créés : les sondages de délinquance auto-révélée et les sondages de victimisation. Les premiers cherchent à savoir si les répondants ont déjà commis des actes criminels alors que les seconds demandent aux répondants s'ils ont été victimes d'infractions. Ces types de sondages présentent également des problèmes : les répondants peuvent, par exemple, mentir (en déclarant avoir commis des infractions alors que ce n'était pas le cas, ou en niant avoir été victime d'un certain acte criminel), ou encore refuser de répondre. Nous constatons finalement qu'aucune de ces méthodes n'est parfaite : il y aura toujours une part de la criminalité qui échappera aux instruments de mesure des statisticiens et qui restera cachée. Toutefois, les statistiques de police, malgré les failles qu'elles comportent, se révèlent être les plus adéquates pour la mesure de la criminalité (Kuhn, 2002).

Quelle méthode a été employée pour calculer le nombre de féminicides en Italie? Aucune de celles mentionnées auparavant. Contrairement à des pays comme les Etats-Unis ou le Canada, il n'existe aucune statistique officielle concernant le féminicide en Italie (Karadole, 2012, p.25). Cette absence de données contribue non seulement à occulter ce phénomène, mais elle révèle également un manque de volonté dans le recueil de ces données (Romito, 2006, pp.30-31). En effet, les statistiques de police sont la source la plus fiable pour les données concernant les homicides, et pourraient donc être exploitées pour dénombrer le nombre de

fémicides. Jusqu'à présent, cela n'a pas été effectué (Karadole, 2012, p.25). Nous retrouvons le même cas de figure avec la violence dite « domestique », un phénomène lié au féminicide dans la mesure où un nombre non négligeable de femmes assassinées est également victime de violence « domestique ». Là encore, les statistiques nationales sur ce type de violence sont quasiment absentes (Romito, 2006, p.40), si ce n'est que pour l'année 2006. Nous allons donc, dans un premier temps, aborder les rares études statistiques qui ont été effectuées concernant la violence « domestique » et le féminicide, puis nous intéresser au dénombrement des cas de féminicides à travers les faits divers rapportés dans la presse italienne.

La seule enquête présentant des statistiques officielles sur la violence à l'encontre des femmes est celle de 2006 faite par l'ISTAT qui est l'Institut national de statistique. C'est un organisme public de recherche et dans le cadre de cette étude sur la violence physique et sexuelle contre les femmes à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, cet institut a été financé par le Ministère de l'Egalité des chances (« Pari Opportunità » en italien). Il s'agit de l'unique sondage de victimisation réalisé sur cette thématique : les répondantes de ce sondage, au nombre de 25'000, ont été contactées téléphoniquement entre janvier et octobre 2006 et sont âgées de 16 à 70 ans. Ce sondage porte sur trois types de violence de gravité variable : physique, sexuelle et psychologique : il est alors estimé qu'en Italie, 31,9% des femmes entre 16 et 70 ans sont victimes de ces types de violence au cours de leur vie. Malgré l'importance des chiffres mis en évidence dans ce rapport, aucune autre étude sur le sujet n'a été conduite jusqu'à présent. Précisons que, du fait qu'il s'agisse d'un sondage de victimisation, le féminicide est évidemment exclu de l'enquête (ISTAT, 2007). Il faut également mentionner que l'ISTAT, en parallèle à l'enquête précédente, a élaboré des statistiques sur les homicides volontaires de 1992 à 2006 qui ont été publiées dans le rapport du Ministère de l'Intérieur de 2007.<sup>19</sup> Ces dernières se distinguent en homicides volontaires communs et homicides liés à la criminalité organisée. Parmi les homicides volontaires communs, nous retrouvons une catégorie nommée « famille et passions amoureuses » qui a été approfondie selon le sexe de la victime et les rapports de parenté entre victime et auteur (mari/compagnon, père ou mère, fils, autres membres de la famille et relations sentimentales ou

---

<sup>19</sup> Rapport sur la criminalité en Italie du Ministère de l'Intérieur de 2007 : [http://www.interno.gov.it/mininterno/export/sites/default/it/assets/files/14/0900\\_rapporto\\_criminalita.pdf](http://www.interno.gov.it/mininterno/export/sites/default/it/assets/files/14/0900_rapporto_criminalita.pdf), consulté le 27 avril 2014.

extraconjugales). Il apparaît que, dans la majorité des cas (plus de 60%), c'est le mari ou compagnon qui a tué la femme. Le féminicide est donc implicitement mentionné, mais les données ne sont pas davantage approfondies. Comme pour l'enquête précédente, il n'y a pas eu d'autres études dans le temps qui se sont penchées sur ce type particulier d'homicide.

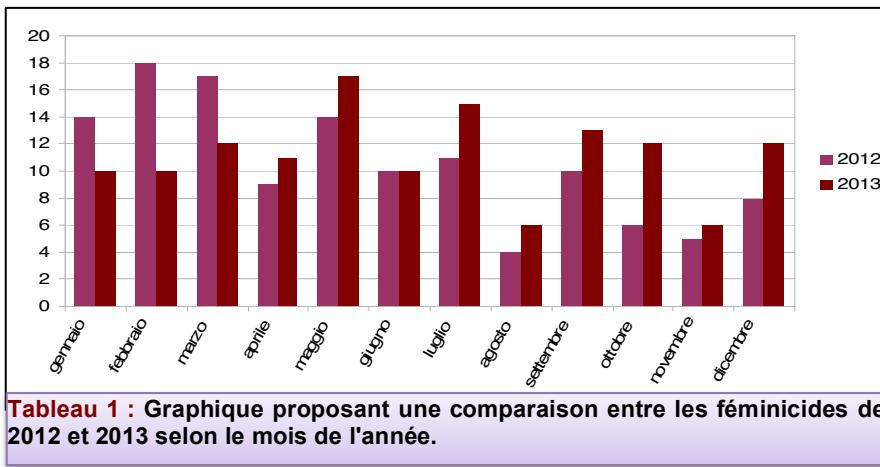
Les recherches présentant des statistiques non officielles sont elles plus nombreuses, notamment au niveau régional. Pour presque chaque région italienne, un décompte du nombre de féminicides est effectué. Nous pouvons citer l'exemple de l'ONVD : cet acronyme signifie « Observatoire national de la violence domestique » et contrairement à la dimension nationale évoquée dans le nom de cet institut, les études sur la violence domestique et le féminicide se concentrent à l'échelle régionale de la Vénétie – qui finance l'ONVD – et de la Lombardie<sup>20</sup>. Il existe toutefois des enquêtes à l'échelle nationale et ces dernières ont la particularité de se baser partiellement ou entièrement sur la presse, et en particulier sur les faits divers. C'est le cas de l'EURES, un institut de recherche privé qui utilise comme sources les statistiques de police et l'archive « DEA » de l'agence de presse nationale ANSA, ou encore d'associations comme « Casa delle Donne per non subire violenza » qui effectuent leurs statistiques en se basant uniquement sur les cas de féminicides rapportés par la presse. Cette dernière justifie son choix de recourir uniquement à cette méthode par le fait qu'en absence de statistiques officielles, la presse demeure l'unique source facilement accessible bien qu'incomplète pour repérer les cas de féminicides (Karadole, 2012, p.28).

Prenons l'exemple de cette association qui mène ces études d'année en année depuis 2006 dans le but d'amener à une prise de conscience de l'ampleur de ce phénomène. Les résultats sont présentés sous la forme de schémas et de graphiques comme celui-ci<sup>21</sup>:

---

<sup>20</sup> Site de l'ONVD : <http://www.onvd.org/index.php?>, consulté le 27 avril 2014.

<sup>21</sup> Graphique tiré du site : [http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/schedafemicidio\\_sintetica\\_2013.pdf](http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/schedafemicidio_sintetica_2013.pdf), consulté le 27 avril 2014.



Ce graphique permet de comparer le nombre de féminicides entre 2012 et 2013 selon le mois de l'année. La première constatation qui peut être faite est que le nombre de ces homicides est légèrement plus élevé dans la presse en 2013 (134 contre 126 en 2012). De plus, nous remarquons qu'il y a des pics d'homicides dans certains mois de l'année : si février (18 meurtres) et mars (17) semblent être les mois les plus meurtriers de l'année 2012 selon la presse, ce sont mai (17) et juillet (15) qui le sont en 2013. Cette association propose également un graphique similaire, mais calculant le nombre de féminicides par région, ce qui permet de souligner une certaine uniformité du phénomène touchant aussi bien le Nord que le Centre et le Sud de l'Italie (Karadole, 2012, p.29), et d'autres schémas résumant l'âge moyen de la victime et de l'auteur, le type de relation entre auteur et victime, le lieu du crime ainsi que l'arme utilisée<sup>22</sup>.

Le problème de l'étude précédente est qu'elle se base justement sur les faits divers pour établir le décompte des cas de féminicides. Or, le fait divers n'a pas vocation de représentativité (Dubied, 2004a, p19). Il est un mauvais indicateur de la réalité statistique : ce n'est pas parce que les récits de féminicides se sont multipliés dans la presse et qu'ils donnent une impression de menace constante qu'ils ont effectivement augmenté dans la réalité. Si nous nous basions uniquement sur la soudaine apparition de ce phénomène dans la presse en 2012, nous serions portés à croire que ce type d'homicide a augmenté brusquement alors qu'en réalité, le nombre de cas depuis 2008 est relativement stable (Karadole, 2012, p.28). Le manque de fiabilité du fait divers comme indicateur statistique se retrouve également

<sup>22</sup> Graphiques et schémas tirés du site : [http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio\\_sintetica\\_2013.pdf](http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio_sintetica_2013.pdf), consulté le 27 avril 2014.

dans le fait que les chiffres mentionnés dans l'étude précédente sont une sous-estimation du chiffre réel de féminicides. En effet, toutes les affaires de féminicides ne sont pas rapportées dans la presse. Certains meurtres ne sont d'ailleurs pas identifiés comme des féminicides et ce pour différentes raisons : l'enquête n'a pas été résolue et aucun coupable n'a été désigné, certains de ces homicides ne sont pas découverts et peuvent se cacher derrière la disparition mystérieuse de la femme (comme il avait été le cas de Samanta – *annexe 5*) ou être classifiés différemment dans les statistiques. Pour cette dernière hypothèse, Romito (2006, p.42) rapporte les interrogations de chercheurs quant au nombre élevé de femmes décédées dans des « accidents domestiques » (plus du double de victimes que lors d'accidents de la route en 1998). Ces différentes considérations viennent donc souligner le fait que les données récoltées à travers les faits divers sont partielles. Cela n'empêche toutefois pas la presse de reprendre le décompte effectué par « Casa delle Donne » et de publier ces données dans les pages des quotidiens lorsqu'un nouveau cas de féminicide survient. Ces données sont par ailleurs présentées comme « officielles » : « Casa delle Donne » est indiquée comme source et il est précisé que les chiffres ont été réélaborés graphiquement en vue de les adapter à la page du quotidien dans lequel ils seront publiés (*annexes 10 et 12*).

Nous constatons donc que la question des statistiques sur le féminicide est loin d'être réglée bien que la nécessité d'avoir des données claires sur ce phénomène fasse partie des recommandations faites à différents pays dont l'Italie dans le rapport de l'ONU de 2012 de Rashida Manjoo, la Rapportrice spéciale des Nations Unies en matière de violence contre les femmes. Elle souligne que le manque de données n'est pas seulement un obstacle majeur pour la description et la compréhension du féminicide, mais également pour le développement de stratégies de prévention (Manjoo, 2012, p.26).

### **3.3 Le fait divers comme « mobilisateur » d'action politique**

Les dysfonctionnements sociaux révélés par la médiatisation d'un phénomène particulier peuvent mobiliser, dans certains cas, la politique qui va prendre en charge le problème en question et proposer des solutions (Dubied et Lits, 1999). De nombreuses études se sont interrogées sur l'influence des médias sur

l'agenda politique et selon ces dernières, l'agenda politique se trouverait affecté, dans certains cas plus que d'autres, par la couverture médiatique (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.89). Nous allons premièrement décrire comment les médias incitent les acteurs politiques à se réapproprier un événement particulier, et nous intéresser deuxièmement aux mesures politiques mises au point en Italie pour lutter contre le féminicide.

Une des réflexions les plus intéressantes en la matière concerne la fonction d'agenda setting selon laquelle les médias ont la capacité d'influencer l'opinion publique. En insistant sur un événement particulier, et dans notre cas, en exposant presque quotidiennement des cas de féminicides à travers les faits divers, le public va alors retenir ce sujet comme étant important et comme étant l'un des problèmes principaux de la société qu'il faut résoudre (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.89). Ce problème est d'ailleurs présenté comme nouveau (du moins sur la scène médiatique) et urgent, et cela tend à accélérer son inscription dans l'agenda politique (Knoepfel et al., 2006). En effet, face à cette urgence, les acteurs politiques vont être sommés d'intervenir: ils ne peuvent pas rester longtemps indifférents face à des sujets qui font l'objet d'une importante couverture médiatique : leur inaction pourrait être considérée par le public comme signe d'incompétence (Walgrave et Van Aelst, 2006, pp.100-101). Ils vont alors se saisir de l'événement mis en avant par les médias et lancer un débat politique (Knoepfel et al., 2006). D'une manière plus détaillée, la réaction politique face à un problème particulier peut être de deux types : symbolique ou concrète, et à deux vitesses : lente ou rapide. La plupart du temps, la réaction est symbolique : les acteurs politiques soulignent leur engagement sans que de réelles mesures (qui ont un coût !) soient mises en place et cela suffit à rassurer l'opinion publique. Comme le souligne Romito (2006, p.76), l'Italie est considérée comme l'un des pays les plus lents en ce qui concerne l'adoption de mesures législatives pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes. Dans le cas du féminicide, la réaction politique sera lente, mais concrète. La réponse institutionnelle italienne au problème du féminicide est représentée par deux mesures concrètes : la signature, puis ratification de la Convention d'Istanbul et l'adoption d'une loi contre le féminicide.

La « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique », plus connue sous le nom

de Convention d'Istanbul (lieu où elle a été ouverte à la signature en mai 2011), a pour but d'établir des normes globales pour prévenir et lutter contre tous les types de violence à l'encontre des femmes. Elle insiste en particulier sur quatre aspects : la prévention, la protection, les poursuites et le suivi. En matière de prévention, elle demande, entre autres, que des mesures soient prises pour former des professionnels qui puissent venir en aide aux victimes, que des campagnes de sensibilisation soient effectuées et que les médias contribuent également à éliminer les stéréotypes de genre. En ce qui concerne la protection, la Convention appelle, par exemple, à des mesures pour informer clairement les victimes, ou encore pour créer des centres antiviolences et des refuges facilement accessibles. Afin d'assurer les poursuites des auteurs de violence, elle souligne l'importance d'introduire de nouvelles infractions dans le Code pénal telles que le féminicide, le stalking (actes d'harcèlement et de persécution), ... Finalement, le suivi permet de contrôler que les Etats parties respectent cette Convention, ce suivi sera à la charge d'un groupe d'experts indépendants. Pour que cette Convention entre en vigueur, il faut qu'elle soit ratifiée par dix pays, dont huit doivent être membres du Conseil de l'Europe<sup>23</sup>. L'Italie l'a signée le 27 septembre 2012, et ratifiée l'année successive, le 10 septembre 2013, suite à l'approbation à l'unanimité de la Chambre des Députés et du Sénat. Elle deviendra alors le cinquième Etat à l'avoir ratifiée. La Convention n'a rejoint son nombre minimum de ratifications pour entrer en vigueur que le 23 avril 2014 avec l'adhésion de l'Espagne et de l'Andorre. Elle sera donc appliquée aux Etats parties à partir du 1<sup>er</sup> août 2014<sup>24</sup>.

En tenant compte des recommandations de la Convention d'Istanbul, une loi intitulée « violence de genre et sécurité » va être proposée en Italie. Cette loi est plus connue sous le nom de « legge contro il femminicidio » (traduisible en français par « loi contre le féminicide ») bien qu'elle ne se centre pas exclusivement sur ce problème, mais aussi sur le phénomène plus général de la violence contre les femmes en proposant des mesures contre la violence sexuelle, domestique et le stalking. Prévenir la violence, punir les auteurs et défendre les victimes : voici les trois objectifs de cette loi. Le préambule du texte législatif commence ainsi :

---

<sup>23</sup> La Convention complète sur : <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/210.htm>, consultée le 28 avril 2014.

<sup>24</sup> Signatures et ratifications de la Convention sur : <http://www.conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=210&CM=&DF=&CL=ENG>, consultée le 29 avril 2014.

*« Considérant que la succession d'événements d'une grave cruauté à l'encontre des femmes ainsi que l'alarme sociale qui en découle rendent nécessaires des interventions urgentes destinées à durcir, par des finalités dissuasives, le traitement punitif des auteurs de tels actes, en introduisant, dans certains cas, des mesures de prévention ayant pour but la tutelle anticipée des femmes et de chaque victime de violence domestique... » (Loi « violence de genre et sécurité »)<sup>25</sup>*

Ce premier paragraphe du préambule ne contribue pas seulement à résumer les trois objectifs principaux de cette loi énoncés précédemment, mais il souligne également d'une manière implicite l'influence des médias sur l'agenda politique. Avec l'expression « alarme sociale », nous retrouvons l'idée que, par la médiatisation de féminicides dans les faits divers, le public a intégré cette thématique comme étant problématique et demandant à être résolue, d'où la nécessité pour les acteurs politiques de s'y intéresser. Ce problème a d'ailleurs été inscrit dans l'agenda politique notamment pour son caractère urgent (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.101) : cette idée de l'urgence se retrouve dans la nécessité de mettre en place « des interventions urgentes ». Cette loi va premièrement faire l'objet d'un décret-loi approuvé par la Chambre des Députés le 8 août 2013 (*annexe 8*). Le système italien étant un cas de bicaméralisme égalitaire, c'est-à-dire que la fonction législative est exercée par la Chambre des Députés et le Sénat, ce décret-loi doit donc être transmis au Sénat pour l'approbation définitive entre 60 jours à partir de la publication dans le Journal Officiel, sous peine de le rendre caduque. Avant cela, ce texte va subir des modifications en introduisant, entre autres, des nouvelles mesures pour tenir à distance les hommes violents de leurs victimes comme le bracelet électronique ou l'écoute téléphonique en cas de stalking, ainsi que des peines plus sévères quand les actes de violence sont commis devant un mineur, alors que la victime est enceinte ou que l'auteur est le conjoint ou compagnon (*annexe 16*). Une fois ces modifications effectuées, le décret-loi passe au Sénat pour l'approbation finale in extremis et devient ainsi une loi le 11 octobre 2013 (*annexe 17*). Elle entrera en vigueur quinze jours après la publication dans le Journal Officiel.

---

<sup>25</sup> Traduction d'un extrait de la loi contre la violence de genre en ligne sur le site du Sénat : <http://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/00719847.pdf>, consulté le 29 avril 2014.

## Conclusion

*« Attribuer la responsabilité à la victime nous rend moins vulnérables : si elle a subi la violence parce qu'elle a fait une faute, on peut continuer à croire en un monde juste, ou du moins prévisible, et se rassurer en pensant que, si l'on se comporte correctement, il ne nous arrivera rien de mal »* (Romito, 2006, p.103).

Dans ce travail, nous avons essayé de montrer comment le fait divers a participé à la révélation du problème du féminicide en Italie, en effectuant premièrement une analyse de discours d'articles relatant des cas de féminicides et en nous intéressant deuxièmement à l'apparition de ce phénomène dans les médias et à ses spécificités afin de comprendre, finalement, comment le féminicide est parvenu à s'imposer sur la scène médiatique et quelles sont les interactions entre ce dernier et le fait divers. En effet, le fait divers intervient, en matière de féminicide, à trois niveaux : il est un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur d'action politique ». Il convient toutefois de préciser qu'il existe relativement peu de bibliographie sur le féminicide, notamment sur le cas italien qui a été porté à la lumière du jour que récemment et n'a fait l'objet, à présent, que d'un nombre limité de recherches. Ces recherches, entre autres, proviennent de différentes disciplines comme la psychologie et la criminologie. Une des difficultés consistait donc à savoir tirer profit de ces différents domaines sans toutefois perdre de vue la dimension sociologique de ce travail. La plupart des auteurs cités étant par ailleurs des militants, il était également nécessaire de distinguer les affirmations scientifiques de celles qui étaient plutôt engagées.

La citation de Patrizia Romito énoncée précédemment permet de revenir sur la première partie de ce travail et en particulier sur les résultats mis en évidence par l'analyse de discours des articles relatant de cas de féminicides dans les quotidiens italiens. Nous pouvons apprécier le fait que, contrairement aux conclusions énoncées par Mercader et al. (2003), Guérard et Lavender (1999) ou encore Romito (2006), les résultats obtenus dans ce corpus d'articles semblent plus nuancés. Il subsiste toutefois des discours ayant tendance à culpabiliser les femmes et à déresponsabiliser les hommes dans les faits divers traitant de féminicides. Un autre

élément intéressant relevé lors de l'analyse est relatif au double discours – d'une part élogieux, de l'autre critique – concernant les institutions policière et judiciaire.

L'analyse de discours d'articles de quotidiens a également permis de mettre en évidence d'autres questions qui mériteraient d'être creusées. La première concerne la tendance du fait divers à donner des leçons évoquée par Guérard et Lavender (1999, p.172). En effet, ces nouvelles sur des féminicides soulignent une série de comportements à adopter et d'autres à proscrire afin que les femmes se préservent du risque d'être victimes de féminicide. Dans notre corpus, nous avions repéré quelques unes de ces indications comme par exemple éviter de se disputer avec le conjoint ou compagnon, de le rendre jaloux ou encore de le tromper. Toutefois, notre corpus de documents étant restreint, ces indications étaient peu nombreuses et insuffisantes pour faire l'objet d'une analyse plus détaillée. Une autre question, davantage centrée sur le journalisme, s'intéresse au rôle des réseaux sociaux dans la pratique journalistique. Lors de l'analyse des photos des victimes et auteurs du crime, nous avons remarqué que certaines provenaient de réseaux sociaux comme Facebook (*annexes 3, 12, 13 et 14*). Dans certains cas, des statuts écrits par les victimes ou les auteurs du crime sur Facebook étaient cités dans les articles (*annexes 3 et 12*). En Italie, ce recours aux réseaux sociaux comme sources semble avoir gagné de l'importance ces dernières années et il est relativement courant que des journalistes de presse ou de téléjournaux illustrent leurs articles ou reportages par des photos tirées de Facebook, ou qu'ils décrivent la personnalité d'une victime ou de l'auteur d'un crime en faisant appel aux publications faites sur les réseaux sociaux. Cette pratique nous invite donc à nous interroger sur le traitement journalistique des données personnelles en lien avec les normes déontologiques de protection de l'individu et de la vie privée.

Finalement, rappelons que s'agissant d'une étude exploratoire, les résultats mis en avant lors de l'analyse de discours ne se prêtent pas à une généralisation, mais ils offrent toutefois des pistes de recherche qui pourraient être approfondies dans une étude plus conséquente avec des critères de sélection du matériel plus systématiques et un corpus d'articles à analyser plus important. Ceci permettrait d'observer si les quelques tendances décrites dans ce travail sont confirmées par un échantillon d'analyse plus grand et donc plus généralisable.

## BIBLIOGRAPHIE

Ambroise-Rendu Anne-Claude (2007), Les récits d'abus sexuels sur enfants depuis le 19e siècle jusqu'à aujourd'hui : du fait divers au problème de société, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp. 240-253.

Becker Howard (1966), *Outsiders. Studies in the sociology of deviance*, New York : Free Press.

Blanc Maurice et Causer Jean-Yves (2005), Privé-public : quelles frontières ?, *Revue des Sciences Sociales*, n.33, pp.8-11.

Cefaï Daniel (1996), La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans les arènes publiques, *Réseaux*, vol.14, n.75, pp.43-66.

Champagne Patrick (1991), La construction médiatique des "malaises sociaux", *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.90, pp.64-76.

Ciula Simonetta (2006), Italie : consensus émotionnel et maintien des antagonismes critiques, *Hermès*, n.46, pp.125-129.

Coppola Vincent (2007), Mise en scène du discours rapporté dans une chronique judiciaire et effet sur le jugement de culpabilité, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.38-61.

Dessinges Catherine (2005), Lady Diana, Marie Trintignant : faits divers ou faits de société?, *Les Cahiers du Journalisme*, n.14, pp.106-121.

Dubied Annik et Lits Marc (1999), *Le fait divers*, Paris: PUF.

Dubied Annik (2004a), *Les faits divers*, Lausanne : Centre romand de formation des journalistes.

Dubied Annik (2004b), *Les dits et les scènes du fait divers*, Genève : Librairie Droz.

Dubied Annik (2007), La fin d'une dichotomie, *Louvain. Bimestriel de l'Université catholique de Louvain*, vol. 166, pp.18-20.

Fragnon Julien (2007), Le fait divers dans la PQR : fenêtre ou miroir sur la violence?, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.254-269.

Giroux Guy (1992), La place de la famille aux confins du privé et du public, in : Pronovost Gilles (dir.), *Comprendre la famille*. Ste-Foy: Presses de l'Université du Québec, pp.21-36.

Guérard Ghislaine et Lavender Anne (1999), Le féminicide conjugal, un phénomène ignoré : Une analyse de la couverture journalistique de trois quotidiens montréalais, *Recherches féministes*, n.2, pp.159-177.

Karadole Cristina (2012), Femicidio: la forma più estrema di violenza contro le donne, *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, vol. VI n.1, pp. 16-38.

Kervella Amandine (2007), Du fait divers au fait de société : l'affaire du RER D, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.284-295.

Knoepfel Peter et al. (2006), *Analyse et pilotage des politiques publiques*, Zurich : Verlag Rüegger.

Kuhn André (2002), *Sommes-nous tous des criminels ?*, Charmey : l'Hèbe.

Lagarde Marcela (2006), Del femicidio al feminicidio, *Desde el Jardín de Freud*, n.6, pp. 216-225.

Lipani-Vaissade Marie-Christine (2007), La parole du témoin dans les écrits journalistiques : un acte performatif, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.62-71.

Mercader Patricia et al. (2003), *Crime passionnel, crime ordinaire*, Paris : Presses universitaires de France.

M'Sili Marine (2005), Du fait divers au fait de société (XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles) : le changement de signification de la chronique des faits divers, *Les Cahiers du Journalisme*, n.14, pp.30-45.

Romito Patrizia (2006), *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris : Editions Syllepse.

Russel Diana and Radford Jill (1992), *Femicide : The politics of woman killing*, New York : Twayne Publishers.

Searle John (1989), How performatives work, *Linguistics and Philosophy*, vol.12, n.5, pp.535-558.

Tremblay Daniel (1996), La représentation médiatique d'un problème social : les violences conjugale et familiale, Université du Québec.

Walgrave Stefaan et Van Aelst Peter (2006), The contingency of the mass media's political agenda setting power : toward a preliminary theory, *Journal of Communication*, n.56, pp.88-109.

## **SOURCES :**

ISTAT (2007), *La violenza e i maltrattamenti contro le donne dentro e fuori la famiglia – Anno 2006*, Rapport.

Manjoo Rashida (2012), *Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences*, Rapport de l'ONU.

## Annexes

**Annexe n°1** : Grille d'analyse de contenu utilisée pour une première approche des articles.

**Annexe n°2** : Grille utilisée pour l'analyse de discours.

**Annexe n°3** : Article de « La Repubblica » du 4 mai 2013.

**Annexe n°4** : Article du « Corriere della Sera » du 15 juin 2013.

**Annexe n°5** : Article du « Corriere della Sera » du 20 juin 2013.

**Annexe n°6** : Article du « Corriere della Sera » du 26 juin 2013.

**Annexe n°7** : Article de « La Repubblica » du 11 juillet 2013.

**Annexe n°8** : Double page de « La Repubblica » du 9 août 2013.

**Annexe n°9** : Article de « Il Giornale » du 13 août 2013.

**Annexe n°10** : Double page de « La Repubblica » du 14 août 2013.

**Annexe n°11** : Article du « Corriere della Sera » du 18 septembre 2013.

**Annexe n°12** : Double page de « La Repubblica » du 24 septembre 2013.

**Annexe n°13** : Articles du « Corriere della Sera » du 24 septembre 2013.

**Annexe n°14** : Article de « Il Giornale » du 24 septembre 2013.

**Annexe n°15** : Article du « Corriere della Sera » du 27 septembre 2013.

**Annexe n°16** : Article de « La Repubblica » du 27 septembre 2013.

**Annexe n°17** : Articles de « La Repubblica » du 12 octobre 2013.

**Annexe n°18** : Article de « Il Giornale » du 13 février 2014.

**Annexe n°1 : Grille d'analyse de contenu utilisée pour une première approche des articles**

**GRILLE DE CODIFICATION ET D'ANALYSE**

NUMÉRO DE LA FICHE (unité) : \_\_\_\_\_

TITRE : \_\_\_\_\_

SURTITRE : \_\_\_\_\_

SOUS-TITRE : \_\_\_\_\_

JOUR ET DATE : \_\_\_\_\_

CAHIER : \_\_\_\_\_

PAGE : \_\_\_\_\_

SECTION : \_\_\_\_\_

GENRE RÉDACTIONNEL : \_\_\_\_\_

AUTEUR (nom et statut si possible) : \_\_\_\_\_

SURFACE DU TEXTE (nombre de par.) : \_\_\_\_\_

SUITE DE LA UNE (autre page); SURFACE DU TEXTE (nombre de par.) : \_\_\_\_\_

NOMBRE ET TYPE(S) D'ILLUSTRATIONS (reliées à l'unité) : \_\_\_\_\_

COULEURS QUI PRÉDOMINENT DANS L'ILLUSTRATION OU LES ILLUSTRATIONS (ordre décroissant) :  
1 \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_ 3 \_\_\_\_\_

L'ILLUSTRATION EST < OU = OU > QUE LE [TEXTE+TITRE] : \_\_\_\_\_

NOMBRE D'ILLUSTRATIONS (non commerciales) SUR LA PAGE : \_\_\_\_\_

SUR CETTE PAGE, L'ILLUSTRATION EST la + petite -----• la + grande

LA SURFACE DU TITRE EST < OU = OU > QUE CELLE DU TEXTE : \_\_\_\_\_

NOMBRE DE TITRES SUR LA PAGE : \_\_\_\_\_

SUR CETTE PAGE, LE TITRE EST le + étroit -----•----- le + large

SUR CETTE PAGE, LE TITRE EST le + maigre -----•----- le + gras

NOMBRE DE TEXTES SUR LA PAGE : \_\_\_\_\_

SUR CETTE PAGE, LE TEXTE EST le + court -----•----- le + long

LOCALISATION DE L'UNITÉ CONCERNÉE SUR LA PAGE : \_\_\_\_\_

SUITE DE LA UNE; NOMBRE DE TITRES SUR LA PAGE (plus surface) : \_\_\_\_\_

SPECTACULARISATION/BANALISATION (ex. couleur des caractères, forme géométrique, couleur du fond) : \_\_\_\_\_

TYPE(S) DE VIOLENCE (conjuguale, intergénérationnelle, fratrie) : \_\_\_\_\_

TYPE(S) D'ACTE VIOLENT (violence connexe = [] ) : \_\_\_\_\_

OBJET OU ARME UTILISÉ : \_\_\_\_\_

LIEU ET CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE (<) : \_\_\_\_\_

CIRCONSTANCES TEMPORELLES (<) : \_\_\_\_\_

DESCRIPTION DU MILIEU FAMILIAL : \_\_\_\_\_

CAUSES DE L'ACTE (incluant le mobile) : \_\_\_\_\_

FACTEURS ASSOCIÉS À L'ACTE : \_\_\_\_\_

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR LA VICTIME : \_\_\_\_\_

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR SON AUTEUR : \_\_\_\_\_

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR LA FAMILLE : \_\_\_\_\_

SUITES SOCIO-JUDICIAIRES : \_\_\_\_\_

TRAITEMENT PONCTUEL OU SÉQUENTIEL DE L'ACTE (ordre) : \_\_\_\_\_  
 NUMÉRO DE LA FICHE PRÉCÉDENTE (même journal) : \_\_\_\_\_  
 NUMÉROS DES FICHES RELATIVES AU MÊME ACTE (autres journaux) : \_\_\_\_\_

AUTEUR RÉEL OU PRÉSUMÉ DE L'ACTE : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

VICTIME DE L'ACTE : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

AUTRES ACTEURS FAMILIAUX IMPLIQUÉS : \_\_\_\_\_

RÔLE DE CHAQUE AUTRE ACTEUR FAMILIAL : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

STATUT ET RÔLE DE CHAQUE ACTEUR EXTRA-FAMILIAL : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

ORDRE DE PRÉSENTATION DE CHAQUE ACTEUR (titre) : 1 \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_  
 3 \_\_\_\_\_ 4 \_\_\_\_\_ 5 \_\_\_\_\_

ORDRE DE PRÉSENTATION DE CHAQUE ACTEUR (texte) : 1 \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_  
 3 \_\_\_\_\_ 4 \_\_\_\_\_ 5 \_\_\_\_\_ 6 \_\_\_\_\_ 7 \_\_\_\_\_  
 8 \_\_\_\_\_ 9 \_\_\_\_\_ 10 \_\_\_\_\_ 11 \_\_\_\_\_ 12 \_\_\_\_\_

FRÉQUENCE DES OCCURRENCES RÉFÉRANT À CHAQUE ACTEUR (titre + texte) :

1 _____	2 _____	3 _____	4 _____	5 _____
6 _____	7 _____	8 _____		

DISCOURS RAPPORTÉ (auteur, type et fréquence) : 1 \_\_\_\_\_

2 _____	3 _____	4 _____
5 _____	6 _____	7 _____
8 _____	9 _____	10 _____

COMMENTAIRES : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Annexe n°2 : Grille utilisée pour l'analyse de discours**

	<b>Exemples</b>	<b>Interprétations</b>
<b>Marqueurs d'embrayage</b>		
Indices de personne :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Pronoms personnels</i> (<i>je, tu, il, ...</i>)</li> <li>• <i>Adjectifs possessifs</i> (<i>mon, ma, ton, ta, son, sa ...</i>)</li> <li>• <i>Personnages principaux comme sujets de la phrase</i></li> </ul>		
Indices d'ostension :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Spatiaux</i></li> <li>• <i>Temporels</i></li> </ul>		
<b>Marqueurs de modalité</b>		
Modalités d'énonciation :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Exclamations</i></li> <li>• <i>Interrogations</i></li> <li>• <i>Assertions</i></li> <li>• ...</li> </ul>		
Modalités d'énoncé :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Substantifs subjectifs</i> (<i>un monstre, une bête, ...</i>)</li> <li>• <i>Adjectifs subjectifs</i> (<i>jeune, dangereux, passionnel, ...</i>)</li> <li>• <i>Verbes (d'action, expressifs, épistémiques, de perception...)</i></li> </ul>		

<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Adverbes (peut-être, vraisemblablement, probablement...)</i></li> </ul>		
<b>Champs lexicaux récurrents</b>		
<b>Vocabulaire technique</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Criminologique</i></li> <li><i>Médical</i></li> <li><i>Balistique</i></li> <li>...</li> </ul>		
<b>Figures de style</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Analepses</i></li> <li><i>Comparaisons</i></li> <li><i>Ellipses</i></li> <li><i>Métaphores</i></li> <li>...</li> </ul>		
<b>Types de discours rapporté</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Style direct (citations)</i></li> <li><i>Style indirect</i></li> <li><i>Style indirect libre</i></li> </ul>		
<b>Représentations et stéréotypes</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>De l'acte (comment l'homicide – voire l'homicide-suicide – est-il décrit ?) et de l'arme utilisée ?</i></li> <li><i>De la victime</i></li> <li><i>De l'auteur</i></li> <li><i>Du couple</i></li> </ul>		

• <i>Des forces de l'ordre</i>		
<b>« Problèmes rédactionnels »</b>		
• Illogismes • Répétitions • Erreurs		

### Annexe n°3 : Article de « La Repubblica » du 4 mai 2013.

**La Repubblica**  
SABATO 4 MAGGIO 2013

**PER SAPERNE DI PIÙ**  
<http://video.glocal.it/magazine/locali/omaggio>  
[http://www.repubblica.it/cronaca/2013/05/03/news\\_19](http://www.repubblica.it/cronaca/2013/05/03/news_19)

**UOMO DEVOTÒ**  
A sinistra, Christian Agostini alle spalle della moglie Chiara e del figlio suora papa Francesco all'uscita della chiesa di Sant'Anna, in Vaticano, lo scorso 17 marzo. A destra, un'altra foto che testimonia la religiosità di Agostini: l'incontro con Ratzinger, a fianco, Christian e Chiara al mare

**La storia**

# Porta la famiglia a salutare il Papa poi spara alla moglie e si suicida

Vigilante accecato dalla gelosia. Un mese fa alla prima messa di Bergoglio

**FEDERICA ANGELI**  
**GABRIELE ISHAN**

**ROMA** — Un mese e mezzo fa aveva portato la famiglia dal Papa, alla prima messa di Francesco nella chiesa di Sant'Anna, dove nove anni fa aveva sposato la donna a cui le ha fatto la vita prima di suicidarsi. Era il 17 marzo: su Facebook sia lui che la moglie avevano postato quelle immagini, con il figlio di 7 anni in prima fila. Ed il pontefice che benedice il piccolo tra gli sguardi ammirati dei genitori. A guardare quell'istantanea le espressioni raggiante dei coniugi, nulla lasciava presagire una tragedia. Invece ieri Christian Agostini, una guardia giurata di 39 anni, in preda ad un raptus di gelosia, dopo aver scoperto dei messaggi sul cellulare della moglie, ha impugnato la sua pistola d'ordinanza, una calibro 9x21, e ha sparato due colpi contro la giovane consorte, Chiara, alla quale era legato dal 2004, e soprattutto un tradimento, in un minuto ha bruciato una vita passata insieme: l'ha uccisa e si è tolto la vita, nell'ampio appartamento in cui vivevano anche i genitori di Chiara. Erano passate da poco le cinque del pomeriggio. Movente passionale: non hanno dubbi gli investigatori della squadra mobile diretta da Renato Cortese. Un dramma della gelosia, al termine di un lungo, l'ennesimo, che andava avanti dalla scorsa domenica, il giorno in cui Agostini ha scoperto quei messaggi sul telefonino della moglie. Questo ha stravolto le vite della giovane maestra di una scuola materna della città e della guardia giurata che l'amava da nove anni.

Agostini invece, poco prima che il loro unico figlio di 7 anni tornasse da scuola dove era andato a prendere il nonno materno, per paura di perdere la moglie, alla quale era legato dal 2004, e soprattutto un tradimento, in un minuto ha bruciato una vita passata insieme: l'ha uccisa e si è tolto la vita, nell'ampio appartamento in cui vivevano anche i genitori di Chiara. Erano passate da poco le cinque del pomeriggio. Movente passionale: non hanno dubbi gli investigatori della squadra mobile diretta da Renato Cortese. Un dramma della gelosia, al termine di un lungo, l'ennesimo, che andava avanti dalla scorsa domenica, il giorno in cui Agostini ha scoperto quei messaggi sul telefonino della moglie. Questo ha stravolto le vite della giovane maestra di una scuola materna della città e della guardia giurata che l'amava da nove anni.

Neanche la sua grande fede in Dio l'ha salvato da un gesto folle, improvviso e inaspettato. Sui profili Facebook di entrambi, oltre alle foto dell'incontro con papa Francesco, anche quelle con Benedetto XVI, dietro le transenne a pochi centimetri dalla papamobile su cui passava Ratzinger. Entrambi erano molto religiosi,

**Tragedia a Roma,  
il raptus di follia  
dopo aver scoperto  
messaggi sospetti  
sul telefonino di lei**

Bella Leone

**48%**

**I RESPONSABILI**  
Nel 48% dei casi  
il killer è il marito,  
nel 12% il convivente,  
nel 23% l'ex.

**84%**

**LE VIOLENZE**  
La maggior parte delle  
violenze (84%) avvengono  
in casa all'interno  
di una relazione

**18%**

**LA DEBOLEZZA**  
Sale la percentuale  
di donne che permette  
di aver accettato le  
violenze per debbozza

**1** **LE SPESE  
PAZZE  
DELLA DIFESA**  
LIVELLO SPESA MILITARE, 800 MILIARDI  
CIVILIZZAZIONE SPAS MILITARI, 800 MILIARDI  
PER UN MILITARE, 10 MILIARDI  
DARMI PROTEZIONE E BEN 27 MILIARDI  
PO' DI INVESTIMENTI PER L'ESEMPIO  
UNOCHE SI FACCIA E SPECIE  
DALLE FORZE ARMATE

L'ESPRESSO

www.espressonline.it

**IN EDICOLA E SU IPAD**

**Annexe n°4 :** Article du « Corriere della Sera » du 15 juin 2013.

**E**ra stato Pechetti a farlo con Emerson D'Esposito, e non viceversa. «È stato lui a presentarmi a Emerson», dice Pechetti, «e io gli ho parlato di un progetto che avevo in mente per la mia carriera. Emerson mi ha detto: "Non ti preoccupare, non è chiaro il perché". Lui è andato a parlarle per convincerla a farsi i fatti suoi, ma la discussione è sfociata nel pestaggio. Convinto di aver ucciso la donna, D'Esposito l'ha chiusa nel sacco per poi liberarsi del corpo, tra una telefonata al 118 ha fatto scoprire la vittima e salviato la vita alla ragazza».

Term

L'ex moglie si rifà una vita  
La uccide e si suicida

卷之三

Monsignore indagato  
È accusato di riciclaggio

In un sacerdote salentino, monsignor Nunzio Scarsato, 61 anni, è indagato con l'accusa di aver rifiutato 560 mila euro al pretevalente Illecita attraverso una serie di operazioni finanziarie che avrebbero coinvolto altre chiesanze acienti. Il prete si è già presentato in Procura per rendere la sua versione dei fatti e ha sostenuo che la clu-  
ture erano il frutto di domande legate alla sua attività pastorale e sarebbe servito per l'estinzione di un mutuo. Dopo la sua audizione nel reato degli indagati, monsignore Scarsato sarebbe stato sorpreso dall'incarico che ricopriva in quel momento, cioè quello di responsabile del servizio di contabilità della sede dell'Apia (Amministrazione dei beni della Santa Sede).

卷之三



Un sostegno all'energia con **SUSTENIUM PLUS**.  
Aiuta a contrastare la sensazione di affaticamento  
aggiungendo all'apporto di **CREATINA, ARGININA, ALANINA**, al sostegno di **SALI MINERALI** come  
Magnesio, Ferro e Zinco, e delle **VITAMINE B1 e C**  
una buona dose di vitamina C per trarre vantaggio  
ad affrontare di slancio le sfide di ogni giorno.

Leggere le avvertenze riguardanti nella confezione.

SEMINARIO

## **Annexe n°5 : Article du « Corriere della Sera » du 20 juin 2013.**

SOCIETÀ COMMERCIALE

lavoro, le segnate dei vigili del fuoco l'urto e il bisogno delle al-

三

**Blitz in Puglia con sedici arresti contro le mafie dell'ex Urss**

MAJU — Set/2012. Tchuradze

Roma, detto Baroni, si trova, viene ucciso con i colpi di pistola alle spalle, alla stazione ferroviaria di Bari. La sua morte è l'inizio di un'indagine inquirentrale che Ieri si concentra su stabilire i vertici della rete di connivenza di cui la vittima era ritenuta un'autista. Il gip di Bari, su richiesta della Dda, ha chiesto un provvedimento cautelare carico di sette giorni. Ma sono 16 giorni esatti ammessi, un'unica infagottata dalla squadra mobile della Questura di Bari in collaborazione con Sos, continua in due diverse sedi: ammiraglia nei confronti del perquisito, componenti del commando che incidevano (fatti affilati) ai clan rivale dei Palermitani; la seconda nei confronti di pensieri affilati ai clan, akkaristi (50 latitanti e 14 arrestati) in Italia, Lituania,

**Lazio** Il cadavere di Samanta Fava, un figlio e un ex marito, ritrovato da un cane poliziotto. Fermato il 42enne con il quale aveva una relazione

**Scomparsa da 14 mesi, era murata nella casa del compagno**

**ROMA** — Addobbati a sette per denunciare la verità degli odori, elenca le piazze della similazione, rinnovano del corpo il fumo ex donna e il fumo del suo ex compagno con le accuse di spacci e acciuffamenti di cadaveri. Fra le vittime, un ex marito, Alfredo Mattei, hanno fatto un doppio passo avanti. Il primo è stato quello di rimettere in moto i cani ricavata in cantiere, il secondo di farli saltare a Il Palazzo di Città. Per 65 anni, en filo,

per denunciare la scomparsa di una donna. Si trattava del suo ex marito, uomo con cui la trentenne aveva avuto un figlio e del quale si era poi separata. La donna, aveva spiegato l'ex marito, aveva sparire così si erano chiesti gli agenti di Prosterno? La risposta è stata: « Non c'era nulla di straordinario. Sotto lo stesso cielo, in un luogo, il Lat, in cerca di una prima certezza. Chi investigò, attirando le seguite di sommariazioni de-

metà. Non si tratta più di cercare una ragazza, filtrando tra i 45 anni con cui Samanta aveva una storia. Sotto lo stesso cielo, in un luogo, il Lat, in cerca di una prima certezza. Chi investigò, attirando le seguite di sommariazioni de-

**Le ricerche**  
L'uomo, un muratore, aveva creduto che era scomparsa nel fiume Liri a causa di un male

1

ARTICLE

Acosta, Kihara, Patoka, Pura  
Bolívar, 34 anni, specialista egiziano.

L'ESPRESSO

missione. Forse si è tutto il mondo-  
radichi. Valerio Sgotti, invece,  
non trenta anni, non Dame ancora tro-  
ppo credo. È rimasto travolto da al-  
cuni errori, dicono i metri cubi di

un uomo e terra che si sono sfidati dai versanti nella sua cava,

Nuvolari. Un fronte che ha  
occupato i letti noti, inde-  
bolito, pare, anche dalle troppe  
penologie degli ultimi mesi.  
Rashed aveva un negoziato per-  
fettamente di segugio. Lavorava  
per il conto della organizzazione  
che nel corso di una grossa  
operazione aveva rimosso  
il controllo dell'ospedale e, l'industria è  
stata privata della testa, del  
suo direttore, il socio, il  
succes-  
sore immediatamente, respirava an-  
che se non tutto, ma almeno  
il primo accenso delle cliniche  
luminosissime. Ma aveva un tra-  
nsito da scatenare nel pesantissi-  
mo.

## Annexe n°6 : Article du « Corriere della Sera » du 26 juin 2013.

**In Campania**

**Un'ucraina trovata sgozzata nel letto di casa Giallo a Salerno**

**Quasi a giustificarsi — dopo una**

**Il delitto**

**Agrigento Arrestato un pensionato. Non aveva mai accettato il divorzio**

**Ammazzata a colpi di pistola in piazza dall'ex marito**

**Ferito in modo lieve anche il nuovo compagno della donna**

***<Sei un infame... ha avuto il***

***conglio di rubarmi la moglie,***

***Gli ha usato frasi di questo tenore, lo ha strisciato, preso a pugni, gli ha spuntato la faccia. Scusatemi, ha ammesso il malvivente,***

***che si è sentito minacciato da quella donna con la quale aveva vissuto per trent'anni in perfetta intimità e che non ha mai sentito male.***

**L'assassino era rientrato dalla Germania pochi giorni fa, forse proprio per chiedere a modo suo quello che chiamava un contatto di ripartenza. Non avrebbe mai immaginato che il suo ex marito, un tipo mite e tranquillo, potesse arrivare a tanto.**

**L'assassino fermato a Salerno**

**Il delitto**

**Quattro colpi**

**I momenti**

**Bilbao L'autonobile in cui si trovava Giovanna Logro (l'interior)**

**grado, «pistola». Per uno spazio velto dalla docina, pure le vigili urbani, che ascoltarono dall'alto capo del cellulare. Quindi, il silenzio. La donna ha chiamato la polizia ma per Vicari, 38 anni, non c'è stato scampo. Un projectile esplose probabilmente dalla sua pistola, scagliato in direzione d'ordinanza durante la colluttazione con i ladri l'ha colpito mortalmente al petto. A pochi passi dalla porta dell'abitazione sono stati abbandonati il televisore del Voghè e, in un sacchetto, una macchina fotografica e altri oggetti di valore. Gli investigatori stanno tentando di capire se, come sembrerebbe, si sia trattato di una rapina finita male o se qualcuno lo abbia attirato in casa per assassinarlo. Vicari era separato e aveva due figli di 9 e 11 anni. Di solito eseguire i controlli nei mercati rionali della città ed era noto per il suo rigore, «un po' eccessivo», secondo i vicini.**

**Quasi a giustificarsi — dopo una**

Il resto sta nel racconto dei testimoni richiamati dalle autorità di quest'ora signori che litigavano vicino al mercato. Qualcuno ha pur pensato che si fossero picchiando per beghe di piacaggio. Ma dagli insulti si è rapidamente passati alla rissa, quindi agli spari. Quattro colpi scocchati hanno sterminato il punto tra le casalinghe, così facendo la spesa tra le bancarelle. Genie in fuga a corvo rifiuto di fermarsi in piedi. E quando non sono intervenuti dei passanti e i vigili urbani di servizio al mercato Gallo è stato manomesso mentre Luigi Avareto (noto in tutta Italia) è stato arrestato. «Quello mi ha rubato la moglie — ha detto

**Il delitto**

l'uomo, ferito in modo lieve anche il nuovo compagno della donna

**Quattro colpi**

**I momenti**

**Bilbao L'autonobile in cui si trovava Giovanna Logro (l'interior)**

**Un'ucraina trovata sgozzata nel letto di casa Giallo a Salerno**

**Salerno — Una donna ucraina di 30 anni, Olena Tonkoshukova, è stata uccisa nella sua abitazione a Penta, nel Salernitano. Nell'appartamento poi è scoppiato un incendio, o qualcuno lo ha appiccicato dopo il delitto. I vigili del fuoco hanno trovato il corpo senza vita della donna, con una profonda ferita da armi da taglio alla gola. Emena, come la chiamavano le sue amiche, viveva sola da alcuni anni e svolgeva l'attività di massaggista, ma aveva lavorato anche come estetista e badante di anziani. È stata trovata a letto, senza abiti. L'incendio è divampato intorno alle 3-30 per cause da chiarire. Gli inquirenti hanno ascoltato una trentina di persone: tra loro ci sarebbero anche due testimoni. Non si esclude nessuna ipotesi e si indaga pure tra gli ambienti frequentati dai tossicodipendenti. Indirizzi utili potrebbero arrivare oggi dopo l'esame dell'autopsia, che sarà eseguito nell'ospedale locale «Luigi Curti». Il corpo senza vita di Olena è stato trovato con un taglio alla gola lungo quindici centimetri, stirato da sinistra verso destra.**

**In Campania**

**Un'ucraina trovata sgozzata nel letto di casa Giallo a Salerno**

**Salerno — Una donna ucraina di 30 anni, Olena Tonkoshukova, è stata uccisa nella sua abitazione a Penta, nel Salernitano. Nell'appartamento poi è scoppiato un incendio, o qualcuno lo ha appiccicato dopo il delitto. I vigili del fuoco hanno trovato il corpo senza vita della donna, con una profonda ferita da armi da taglio alla gola. Emena, come la chiamavano le sue amiche, viveva sola da alcuni anni e svolgeva l'attività di massaggista, ma aveva lavorato anche come estetista e badante di anziani. È stata trovata a letto, senza abiti. L'incendio è divampato intorno alle 3-30 per cause da chiarire. Gli inquirenti hanno ascoltato una trentina di persone: tra loro ci sarebbero anche due testimoni. Non si esclude nessuna ipotesi e si indaga pure tra gli ambienti frequentati dai tossicodipendenti. Indirizzi utili potrebbero arrivare oggi dopo l'esame dell'autopsia, che sarà eseguito nell'ospedale locale «Luigi Curti». Il corpo senza vita di Olena è stato trovato con un taglio alla gola lungo quindici centimetri, stirato da sinistra verso destra.**

**Allo Sciaccia**

**«un po' eccessivo» secondo i vicini**

## Annexe n°7 : Article de « La Repubblica » du 11 juillet 2013.

La Repubblica  
GIOVEDÌ 11 LUGLIO 2013

### CRONACA

PRIMERI SAPERNE DI PIÙ  
paesano.repubblica.it  
www.repubblica.it

10

# Denunce ignorate, e lui ammazza la ex la madre: ce l'avete sulla coscienza

*Palermo, due anni di stalking. E alla fine quindici coltellate davanti al figlio*

Rosina Marzca

**PALERMO** — Il figlio di due anni è rimasto a vegliare la mamma, uccisa dal papà davanti ai suoi occhi, con quindici coltellate. Rosi Bonanno è stata massacrata in cucina dall'ex convivente al culmine dell'ennesima lite dopo la separazione. Benedetto Conti, pregiudicato per rapina, è arrivato ieri mattina in casa dei suoceri, nella borgata di Villagrazia alla periferia di Palermo, dove la giovane donna si era trasferita dopo la separazione con quell'uomo troppo violento. Lui, 40 anni, disoccupato, ha afferrato un coltello da un cassetto e si è accanito nel corpo della sua ex compagna davanti al bambino, che è scappato a piangere. Poi ha gettato l'arma a terra ed è scappato via. Malvolentieri, stalking, minaccia. Rosi Bonanno, 25 anni, aveva denunciato per un anno e mezzo a polizia e carabinieri quell'uomo che non aveva più, ma lui continuava a pungolarla.

**L'accusa della famiglia: "È un delitto annunciato: per sei volte aveva chiesto aiuto"**

«Lo ammazzo con le mie mani, è un assassinio. In un anno erano state sei le denunce presentate all'autopercorso. Qualcuno si portava sulla coscienza la morte di mia figlia. Questo è un delitto annunciato, lo sapevamo che sarebbe finita così. Nessuna ha fatto nulla per evitareci, si dispensa la madre della vittima, Teresa Matassa. Confermano le assistenze sociali. Ma dalla Procura di Palermo precisano: «Qui di denunce ne sono arrivate solo due, nel 2010 e 2011, per maltratta-

menti. Poi sono state archiviate perché la signora, forte impaurita, ha minacciato i familiari verificando l'esistenza di altri episodi».

A scoprire il cadavere ieri mattina sono invece stati i suoceri di Rosi, che poco prima la smad-

erano incrociato l'ex genitore che aveva a bordo di una Ford rosso. L'assassino è stato arrestato dalla squadra mobile poco dopo il delitto. Benedetto Conti era tornato a piedi nel suo paese di origine, Villabate, a direci chiamamenti dal capoluogo siciliano. Hasta sta-

to il suicidio bevendo un veliero per oggi, ma è stato salvato dalla polizia. Ieri ricevuto all'ospedale Circolo nel «rapporto detenute».

«È stato un rapto di follia, ha concluso il giudice Francesco Sestini, interrotto dai magistrati

nelle prossime ore. Ma la famiglia di Rosi ha tracciato un profilo di violenze che sarebbe stato schiacciato. «Mia figlia è stata violentata, picchiata, minacciata e costretta a chiedere l'elemosina per strada», dice Teresa Matassa. — Per questo un anno e

mezzo fa avevamo presentato la prima denuncia. Poi era venuta a vivere da noi. Era gramma. Infine aveva poi ricevuto un provvedimento di silenziazione dal dalmatillo dei Benazzo, poteva incontrare il figlio solo due volte a settimana.

La coppia da due anni era seguita dagli assistenti sociali del Comune. «Non ho conosciuto il caso», dicono. Infatti il 19 giugno scorso dai servizi sociali era partita una richiesta di ricovero in una casa familiare per Rosi e il suo bambino.

«L'assistente sociale, le forze dell'ordine, tutti — si sfoga mamma Teresa — sapevano tutto da tempo. Ora mia figlia è morta. Questo non è giustificato, dovrà la legge». La madre mette perfino rischio di fermare il piano: «Era un inferno, mia figlia era in pericolo. Nonostante le nostre grida d'aiuto non è accaduto nulla. Quell'uomo chi ha bruciato la macchina e ci ha lasciato una bottiglia piena di benzina davanti alla per-



I numeri

**68**  
GLI OMICIDI  
Le donne uccise nel primo sei mesi di quest'anno sono 68. Nel 2012 124 delitti

**48%**  
GLI AUTORI  
L'omicida è l'ŕimano in 48% dei casi, l'ex in 23%, il convivente nel 12%

**70%**  
IRRITABILI  
Il 70% dei femminicidi poteva essere evitato perché casi segnati "a rischio"



LA VITTIMA E IL CARMINE  
A sinistra Rosi Bonanno con il figlio, accanto a Benedetto Conti, l'ex convivente. Sopra il dolore della madre di Rosi, Teresa Matassa

ta di casa. Una vita impossibile. Voleva che fosse tomasco con lei, la ricattava usando il bambino.

«Ed era conoscenza di tutti di seri il quadro femminicido a Palermo in nove mesi: in un escalone di violenza contro le donne che attraversava l'Italia». Le donne del gruppo femminile di Palermo hanno inviato una lettera alla presidente della Camera, Laura Boldrini, chiedendo un disegno di legge che insappiava le penne per il delitto di femminicidio.

© AGENCE FRANCE PRESSE

La storia

Tragedia a Gorgonzola, alle porte di Milano. L'appello al guidatore fuggito: consegnati

## Sedicenne in bici uccisa da un'auto pirata lo shock del padre alla guida dell'ambulanza

SIMONE BIANCHINI

**MILANO** — Uccisa a 16 anni in bicicletta davanti a casa da un'auto pirata, una monovolume, fosse una Citroën. Raccolta sulla strada dal padre, che in quel momento era alla guida di un'ambulanza, in servizio da volontario del successo del 118. E accaduto intorno alla mezzanotte tra martedì e mercoledì sulla strada provinciale Padana Superiore, a Gorgonzola, pochi chilometri da Milano.

«Mi telefonò la mia ex moglie e mi ha detto che cosa era accaduto», spiega Neri Papetti, il papà di Beatrice, che avrebbe compiuto 17 anni il 25 luglio — io ero di rientro da un servizio a Vimercate e sono arrivato un pochi minuti. C'erano gli ambulanzieri. Sono sceso e l'ho vista nell'auto, era morta. La sua ombelicina bianca era finita sull'etere, morta. Dalla posizione del corpo e dalle condizioni in cui era, ho capito subito che non c'era nulla da fare».

Papetti, titolare di un'impresa di servizi per le aziende, è un uomo di 52 anni, appassionato motociclista, che dedica ore dopo la tragedia improvvisa abbraccia decine di parenti e amici e della figlia che arriverà a casa, deve retebberne dolorosa attuare anche



Beatrice faceva il liceo artistico e avrebbe compiuto sedici anni a fine luglio

Sulla strada i frammenti di un funale, la macchina forse ripresa dalle telecamere

Benatrice, la zia precedente. Il nome della figlia è stato salutato subito avendo ricordo di lei. «Non se ne può più dire niente, perché non si può inventare una persona e scegarla». Se è un uomo dev'essere costituito, perché chiamare può sbagliare mai ci si deve tagliare le sopracciglia». Ha trovato sulla strada frammenti di funale: sono quelli di una Citroën, «perché non sono sicuro che appartengono all'autopista, potevano essergli capitati». L'auto sarebbe stata rubata da alcune telecamere di video controllo. I tre agenti di polizia, i carabinieri di Casalino d'Adda guidati dal capitano Carmelo Di Bernardo sono all'avanguardia.

Beatrice chiedeva dopo la scuola in compagnia di una decina di amici tra una galleria e un bar attorno alle due piazzette di Gorgonzola. Suo cugino Giovanni

Robustelli, 18 anni, la accompagnava pedalandendo in mountain bike. «Glielo avevo chiesto io — spiega Neri. — Non mi andava che tornasse sola». Latagazza, studentessa al liceo artistico Caravaggio a Milano, era praticamente arrivata. Doveva attraversare la strada a due corsie nell'unico attraversamento percorribile a 200 metri da casa, una casetta strutturata dove viveva con la sorellina e la mamma Roberta, 49 anni. All'altezza del chilometro 164, la Padana Superiore in quel punto è buia perché non ci sono lampade e pericolosa perché la strada, dopo una curva, si distende e

le auto arrivano in accelerazione. Beatrice attraversava in sella e Giovannino è dietro di lei quando la ragazza viene centrata in pieno da un'auto che correva a tutta velocità dalla destra. La macchina procede in direzione di Gorgonzola equipaggiata da Cassina de Pecchi, o dell'affrancatura di San Agostino. Giovannino è sentito «un gran botto» e vede lei che vola e pendile una scarpella, la bicicletta che si schianta sull'erba e la ragazza sulla strada, cento metri più avanti. Il ragazzo chiama con il suo cellulare il 118, che informa i carabinieri di Casalino d'Adda. La madre di Beatrice telefona disperata all'ex marito



I militari si lasciano all'inizio di un'auto che viene investita, invoca la protezione, invoca un'altra ambulanza e due auto mediche. Beatrice viene trasportata all'ospedale di Melzo, senza vita. Ha una ferita cervicale, ha una ferita cranica sanguinosa, fermezza reticolare intorno. L'oggetto, sotto shock, viene assistito in ospedale. «Nel pomeriggio la Regione ha pensato bene di chiudere l'attraversamento davanti alle nostre case perché è pericoloso — spiega Neri Papetti — e speriamo che faranno una rotonda o un settopassaggio. Presteremo. Da un anno e mezzo,

© AGENCE FRANCE PRESSE

**Annexe n°8 :** Double page de « La Repubblica » du 9 août 2013.

la Repubblica

VENERDÌ 9 AGOSTO 2013

■ 12

LA VIOLENZA SULLE DONNE

**LE PENI**  
Pena aumentata di un terzo se alla violenza assiste un minore, se la donna è incinta o se l'autore è il coniuge o partner

**LO STALKING**  
Per lo stalking, come già accade per la violenza sessuale, la denuncia una volta presentata è irrevocabile

**L'ALLONTANAMENTO**  
Il corruige violento potrà essere allontanato con urgenza da casa se c'è un rischio per la vittima

**L'ARRESTO**  
Per lo stalking e i maltrattamenti in famiglia è previsto l'arresto obbligatorio da parte delle forze dell'ordine

Le novità

# Femminicidio, via da casa i mariti violenti e per gli stalker carcere obbligatorio

*Sì al decreto: la denuncia sarà irrevocabile, stretta anche sul web*

ALBERTO CUSTODERO

ROMA — «È lotta senza quartiere al femminicidio». Parola di Enrico Letta che così ha commercializzato il decreto legge approvato ieri dal governo. Il premier ha ricordato, ringraziandola, che il lavoro per il varo dei provvedimenti a tutela delle fasce deboli fu avviato dall'ex ministro per le Pari Opportunità José Idem, dimessosi il 24 giugno.

Il decreto legge fornisce nuove e più efficienti armi a forze dell'ordine e magistratura per la repressione dei maltrattamenti in famiglia, delle violenze sessuali e dei reati di stalking. Insomma, si tratta di un forte segnale politico affinché non si verifichino più la tragedia «delle ferite a morte», per dirla con il progetto teatrale dedicato al femminicidio di

Serena Dandini. È il ministro dell'Interno a spiegare lo spirito della norma che tutti si aspettavano visto il dilagare del femminicidio.

«Gli obiettivi sono tre — ha detto Angelino Alfano — prevenire la violenza di genere, punire in modo certo e proteggere le vittime». Come? «Intervenendo tempestivamente prima — ha aggiunto — il titolare del Viminale — proteggendo la vittima, punendo il colpevole. E, infine, agendo perché la catena persecutoria non arrivi all'omicidio».

Fra le misure varate dall'esecutivo, ci sono l'aggravante per il cyberbullying, ovvero la violenza esercitata con i mezzi del web. Quindi, l'arresto obbligatorio per delitti di maltrattamento familiare e per gli stalker, l'irrevocabilità della querela per le violenze. E l'allontanamen-

to del marito violento dai luoghi domestici con la forza pubblica. Per fermare l'escalation della violenza domestica (che in molti casi sfocia nell'omicidio), sarà possibile neguire la patente allo stalker — poten-

zialmente attraverso il rilascio di un apposito permesso di soggiorno umanitario. L'approvazione del decreto è stata accolto con un plauso bipartito e unanime di tutte le forze politiche. Ma, inaspettatamente, ha incontrato le critiche degli avvocati.

Di misure «demagogiche» hanno infatti parlato i penalisti. «La materia dei rapporti familiari — spiega l'Unione della Camere Penali — si poggia anche ad accuse strumentali sulla base delle quali domani si andrà direttamente in galera senza alcun filtro preliminare». «E, questo, uno scenario preoccupante — aggiungono i legali — che, se accontenta le istanze dei forzacioli equamente distribuiti tra maggioranza ed opposizione, certamente imbarazzerà il sistema».

REPRODUZIONE RISERVATA

L'intervista/1

La scrittrice Michela Murgia: dubbi sul divieto di annullare l'espoto

**“Un grande passo avanti ma le donne siano libere anche di cambiare idea”**

MARIA ELENA VINCERZI

Gli abusi

Chi impedisce di ripensarsi deve essere anche in grado di garantire che non ci sia un'escalation di abusi

IMPEGNATA

Michela Murgia è coautrice del libro "L'ho uccisa perché l'amavo"

ROMA — «Credo sia un passo avanti significativo per difendere le donne». Questo il commento della scrittrice Michela Murgia. «L'unico dubbio che mi rimane è quello sulla revocabilità della denuncia».

Per quale motivo?

«Perché spesso davanti alla ribellione della donna, e quindi alla sua denuncia, si assiste ad una escalation della violenza. È una grande responsabilità che lo Stato si assuma perché ciò impedisce alla vittima di revocare la denuncia deve poter garantire che l'insorgimento degli abusi non ci sarà. O che se ci sarà, la donna verrà protetta. Lo dico perché nella stragrande maggioranza dei casi dal momento della querela le cose per chi ha subito violenze cominciano a spiegazzare».

Quindi per le vittime dovrebbero poter ritirare la querela?

«Io ho sempre creduto che una donna debba avere la libertà di decidere se vuole o meno denunciare. Per questo non sono molto d'accordo con la procedibilità d'ufficio che prevede anche che possa essere il pronto soccorso a inviare una segnalazione a polizia e carabinieri. Questo vale ancora di più oggi: se una donna, a un certo punto, non se la sente di continuare il iter processuale, deve poter fare un passo indietro. Non è giusto trasferire questo diritto alle forze dell'ordine. È un'ulteriore sottrazione che si fa a chi di violenze già ne ha subite parecchie».

Le nuove disposizioni prevedono anche altre cose, ad esempio l'arresto in flagranza per stalking e maltrattamenti in famiglia.

«Sono d'accordissimo con tutto il resto dei provvedimenti approvati dal governo. Le nuove norme sono una buona cosa. Era ora».

I numeri  
**Le donne uccise**

Anno	Uccise
2005	84
2006	101
2007	103
2008	113
2009	119
2010	127
2011	129
2012	124
2013 (primo semestre)	66

L'autore del delitto  
(donne uccise nel 2012)

Rapporto	Uccise
Partner	58
Ex-partner	18
Parente	19
Conoscente	7
altro	24

L'intervista/2

L'attrice Francesca Comencini: affrontata un'emergenza del Paese

**“Oggi mi sento felice finalmente si è capito quanto vale la prevenzione”**

ROMA — «La mia è una felicità quasi intima, personale. Come fondatrice di "Se non ora quando" ma anche come donna. È un cambio di passo importante che arriva in giorni in cui ci si ritrova a chiedersi cosa è uno Stato perché ci sono rappresentanti dello Stato. Ora, finalmente, questa misura è sparsa, come una dispositiva. È un finale in piena la regista Francesca Comencini».

Una buona notizia, dunque.

«Il comportamento che ci si aspetta da uno Stato per risolvere quella che ormai è un'emergenza del Paese: la violenza sulle donne. Storie sempre più frequenti che, finora, ci hanno raccontato che le misure preventive sono insufficienti. Molte volte la domanda c'era già stata. Ora forse qualcuno ha capito che è il caso di attrezzarsi un altro modo».

Ci sono diverse novità. Qualcuna la colpisce in particolare?

«Trovo importante il fatto di dare il permesso di soggiorno alle donne migranti vittime di violenza. Perché siano di fronte a una complicazione maggiore rispetto all'esere "solo" una donna vittima di violenza».

Che tipo di persone non sarebbe poco.

«Il concetto che vorrei che passasse è che le donne picciolate hanno bisogno di essere sostanziate e tutelate, man mano sono deboli. C'è

il rischio che questa campagna contro il femminicidio faccia prevalere una visione della donna come soggetto debole. Si deve invece raccontare la forza della donna. Anche di quelle che subiscono violenza e denunciano, intraprendendo un percorso coraggioso. Letta ha ringraziato José Idem. Iverrà ridere ringraziare lei e tutte quelle donne del Stato che, addirittura loro opinioni politica, dicono la loro con autoritarismo. Donne che parlano anche di violenze ma che raccontano anche la forza delle donne e la debolezza degli uomini».

(m.e.)

REPRODUZIONE RISERVATA



**LA PROTESTA**  
Nella foto, una manifestazione contro la violenza sulle donne

**I PROCESSI**  
A questi reati i tribunali daranno una corsia preferenziale. Previsto anche il patrocinio gratuito

**LE STRANIERE**  
Alle donne migranti vittime di violenza sarà concesso un permesso di soggiorno per motivi umanitari

**I TESTIMONI**  
Se a testimoniare saranno chiamati minori o maggiorni vulnerabili sarà loro garantita una protezione

**I CYBERBULLI**  
Il decreto prevede anche norme più severe nel caso di molestie messe in alto via Internet

## Il caso

Parla la madre di Rosi Bonanno, uccisa dall'ex convivente a Palermo davanti al figlio di due anni

# “Mia figlia ritirò quattro querele con questa legge ora sarebbe viva”

### ROMINA MARCECA

PALERMO — Tra le mani stringe la foto della figlia e dice con la voce rotta dall'emozione: «Un mese, bastava solo un mese e Rosi si sarebbe potuta salvare. Questa legge è arrivata troppo tardi. Rosi è sotto terra e nessuno potrà più restituirmela. Spero però che si salvinino altre donne». Teresa Mataissa accoglie così la notizia dell'approvazione del decreto antimanicidio. È arrabbiata, stanca di soffrire e nella sua casa della borgata di Villagrazia non trova più pace. La donna è la mamma di Rosi Bonanno, la venticinquenne di Palermo uccisa il 10 luglio scorso con sedici coltellate dall'ex convivente davanti al loro figlio di due anni. Lui, Benedetto Conti, è stato arrestato dopo il delitto, ma in un anno e mezzo era stato denunciato sei volte dalla sua ex.

Rosi aveva denunciato e poi ritirato quattro delle sei querele



presentate. Adesso la legge prevede che la denuncia non si potrà più ritirare, proprio per evitare le minacce del parassario violento.

«È esattamente quello che è successo alla mia Rosi. Ognivolta che lei presentava denuncia, lui tornava, la minacciava, si prendeva il bambino, e lei per riuscire a conquistare un po' di serenità ritirava tutto. Noi le avevamo impedito di rivederlo, le dicevamo

### Troppi tardi

Bastava decidere un mese prima e l'avremmo salvata. Spero che ora si riesca a fermare la strage



**LA TRAGEDIA**  
A sinistra,  
Teresa Mataissa  
e la figlia Rita

di non aprire la porta di casa. Lei si era trasferita da me da qualche mese. Quella mattina maledetta io e mio marito eravamo fuori e Rosi ha aperto la porta perché lui voleva vedere il figlio».

Adesso la polizia potrà allontanare un marito violento senza attendere un provvedimento della Procura.

«Sotto casa nostra carabinieri e polizia arrivavano ogni giorno.

Tutte le telefonate sono registrate. In un anno e mezzo dalla prima denuncia è stato un delirio di segnalazioni. Rosi sarebbe stata salvata se le forze dell'ordine avessero potuto allontanare quell'assassino. Invece lui faceva quello che voleva e nessuno lo ha mai mandato via».

**Cos'è desiderato per il futuro della sua famiglia? Avete un'assistenza legale?**

«Siamo seguiti da due avvocati donne, Paola Rabino e Daniela Bulfone, che stanno curando gli aspetti penali e civili. Usavamo del gratuito patrocinio. Per la mia famiglia chiedo solo giustizia. Giustizia per Rosi, per il mio nipotino rimasto orfano, per me e per mio marito. Quell'uomo non deve più uscire dal carcere. Solo così Rosi potrà riposare in pace».

Ancanto alla donna arriva il figlio di Rosi, guarda la foto della madre e con un sorriso dice: «Ciao mamma, buon riposo».

Foto: G. Cicali - A3 - S. Sestini - A3

Offerta valida per immatricolazioni fino al 31/08/2013 per Forda 5 porte 1.0 tre cilindri RSCV a fronte di estimazione e permesso di verificare immatricolate entro il 30/03/2013. Solo per vetture in stock, grazie al contributo del Ford Partner IPT e contributo per lo smaltimento pneumatici esclusi. Forda: consumi da 4,1 a 7,7 l/100 km (ciclo misto); emissioni CO<sub>2</sub> da 107 a 139 g/km. Messaggio pubblicitario con finalità promozionale. Le immagini presentate sono a titolo puramente illustrativo e possono contenere accorgimenti a pagamento.

Ford  
EcoBoost 1.0  
Motore dell'Anno  
2012 e 2013

“Piccolo quanto sorprendente per potenza e consumi”  
Quattroruote.it



**FORD FIESTA 1.0 80CV € 9.950**  
5 PORTE, Clima e Sound System con USB

  
Go Further



## Annexe n°9 : Article de « Il Giornale » du 13 août 2013.

Martedì 13 agosto 2013 | Il Giornale

CRONACHE | 17

**DRAMMA A GENOVA** La vittima è un'italiana di 46 anni

# Sfigurata con l'acido da uno sconosciuto

*Agguato nello spogliatoio di una ditta di pulizie. La donna rischia di perdere un occhio: «Mai ricevute minacce»*

**Stefano Vladovich**

■ L'ha aspettata in pensiera, nascoste dietro gli armadietti dell'ospedale. Quando D.F., una donna di 46 anni, arriva, lui balza avanti e le getta addosso una ciotola d'acido.

Un agguato ancora non identificato, probabilmente acido marziale, che brucia all'esterno il volto e le braccia della donna. I medici hanno aperto un fasciolo come i gatti per creare disegni gravi.

alla camera. L'ennesima storia diverso - salvo trovarla - accaduta a Genova, nell'ospedale Galliera dove la vittima lavora come addetta alle pulizie. «Sono stata sorpresa alle spalle da un uomo con il volto coperto. Mi ha spruzzato dell'acido e io ho fatto le poche

parole messe a verbale dai carabinieri. Una sua collega ha aggiunto: «Ha scritto delle sue ferite e io sono corsa ad aiutarla».

La Procura di Genova ha aperto un fasciolo come i gatti per creare disegni gravi. Il procura ha dato incarico di

analizzare la sostanza utilizzata per farle la domena. Un'indagine legale, insomma, violerà l'esatta entità delle lesioni riportate alla donna, al volto e alle braccia. D.F., separata dal marito, vive con i suoi tre figli (due minorenni) nell'abitazione del compagno, in zona San Teodoro.

Il marito, in un primo mo-

mento il sospetto numero uno, sembra essere stato il fatto di averle chiesto di uscire. Avrebbe raccontato che al momento dell'aggressione, aveva

notato alle 6 di notte, si trovava a casa con i figli. L'uomo avrebbe

boiato problemi di discalibrazione fissa e che le galere dovrà chiarire la natura delle lesioni assanguite, tanto da spaventare gli amici di famiglia di corsa come invece testimoni si riferiscono all'aggressore.

La donna, dopo esser stata soccorsa dai medici di Mura delle Caprezzane, è stata rimessa in clinica oculistica del San Martino, che ha detto, non riesce a immaginare cosa possa essere stato chiazzato su marito agli investigatori che lo hanno ascoltato come persona informata dei fatti.

I carabinieri cercano di rico-

ntruire la vittima nel suo luogo di residenza all'autosigillo.

Il tempo fa, la donna era

in Grecia

■ Regista europea e due colleghi Lucia Bellucci, il cui corpo

è stato rin-

contrato dall'ex fidanzato a Verona, nel garage

della madre dell'uomo.

Lui, Vittorio Ciccolini, è un

avvocato veronese di 46

anni; ha la-

sciatu-

ri messa-

di legge,

consigliere

le spese

maternità. Al-

la vista dei

carabinieri

che lo

chiamava

Vito

Ciccolini

si è mes-

so a conoscere

- da qui la

prima ver-

acca - se

condo - la

Annexe n°10 : Double page de « La Repubblica » du 14 août 2013.

**La Repubblica**  
MERCREDI 14 AGOSTO 2013  
■ 12

## LA VIOLENZA SULLE DONNE



**LA CENA**  
Venerdì sera  
Vittorio Ciccolini invita  
Lucia Bellucci  
al ristorante  
a Spazio  
"per chiacchiere"

**L'ASSASSINIO**  
A mezzanotte,  
in una strada  
di campagna,  
la lucciole  
dentro la BMW  
con quattro coltellate

**LA FUGA**  
L'avvocato  
lascia nel box  
il corpo, vaga  
nel Veronese  
due giorni,  
pensa  
al suicidio

**LE MISURE**  
All'ex marito e  
al padre di lei,  
datate 7  
agosto, parla di  
due omicidi: «Io  
ho subito  
quello morale»

**Le tappe**

# “Lucia mi ha ucciso moralmente ora ci sarà un altro omicidio” il delitto annunciato in due lettere

*L'avvocato aveva scritto al padre e all'ex marito: mi prende in giro*

**DAL NOSTRO INVIAVO  
MASSIMO PISA**

**TRENTO** — Ci sono due lettere e una lama troppo lunga per essere quella di un coltello da fanghi a inchiodare il penalista Vittorio Ciccolini. Che la procedura e le pene per omicidio volontario premeditato, occultamento di cadavere e porto abusivo di armi — i reati per cui il procuratore capo di Trento, Giuseppe Amato, ha fermato suo figlio — le conosce bene, esa che non basta la sua lunga e confusa confessione del massacro di Lucia Belucci.

**La confessione senza lacrime: "Ho fatto un'oscurità". Prima di morire la ragazza ha lottato**

luci per estangli l'ergastolo. L'omicidio era annunciato in quei due fogli. Al stampo si compone che il 65enne avvocato veronese amante del tennis e dei porcini dice di aver spedito a Paolo, l'ex marito della ex fidanzata, e a papà Giuseppe Bellucci, e che finora non risultano recaute. Senza dattare "7 agosto" ed erano nella Banca coupé di Ciccolini, il dove i carabinieri del capoluogo veneto hanno trovato la lama pagliata della 31enne estremista pesantemente disegnata e messo a scomparsa. Dunque, anche se prima il solito avvocato aveva scritto a suo figlio l'avvocato settieme di avergli buttato di petto nello studio dell'avvocato Guarienti. Guarienti che ora lo difende.

È più che arringhe difensive: sono atti d'accusa quel due documenti, presago della sentenza di morte che Ciccolini sta per emettere. «Sta prendendo in giro me come se fossi preso in gioco», scrive il killer a Paolo, difun-

gandosi sulla sua relazione con Lucia Bellucci. Tutto era cambiato da quel viaggio in Thailandia della ragazza di fine 2012, da quella scialba sconciata con Marco, caro dunque Giuseppe, ma mai conosciuto. Ciccolini che una ragione dalla fine delle cose farà a lungo a discorsi. Ma è la seconda lettera quella che pietrifica. «Ci sono due omicidi in questa storia — scrive Ciccolini a Giuseppe Bellucci — e il primo è quello morale che tua figlia ha fatto a me, mi ha ucciso come uomo». E già altri insulti per le pressunte mancanze di rispetto subite.

Ha lottato, dopo l'ultima ce-

na, Lucia Bellucci: gli esiti dell'autopsia, effettuata sei, sono chiusi. Ha capito, quando la Bmw non l'ha accompagnata verso lo studio di Brembate, che avrebbe dovuto lavorare da solo, perché, ma si è poi parata in una stradina dalla parte di Castiglione. Si è difesa con le braccia, è stata messa a un polso ed è stata strangolata ma non così forte da ucciderla. Poi le quattro coltellate.

Ha dominato in pantaloncini e quelle che le ha guardato il cuore, vibrato con un'alzata che non si move. E già il suo figlio, Ciccolini, nell'intervista di Lunedì dove ha ammesso «Ho fatto un'oscurità» ma non ha versato una lacrima,

non ha dato elementi per trovarla, né documenti né proprio niente, né chiede di avere gestito. Ha vagato fino a dirupo sul monte Lessini, dove ha cercato di buttarsi giù col cadavere ma non ne ha avuto il ferape. Ha domato la primogenito dell'americana cinturata di Lucia nel box, la sera dopo era tornato nel veronese, poi è tornato agli appuntamenti a matita e Verona e ha vagabondato all'aperto prima di essere camminato. Venita fantasia per intorpidire le acque! «Nel — taglia corto il colonnello Massimo Gracienzo, comandante dei carab-

nieri di Trento — cerchiamo i risconti. Certi erano gli sms mandati a Lucia nei mesi scorsi in cui Ciccolini minacciava. Ma da suicidio, non di furto definitivo. «Tanto che Lucia — spiega l'avvocato Giulia Bergamini che difenderà i Bellucci — si sentiva in colpa». A Perugia la famiglia fa sapere che pativa preda per chiedere giustizia. Per ora risentono solo i singolari del genetico Carlo l'urlo di mamma Maria Flia: «de l'hanno ammazzata». Attendono la salma: oggi vorrebbero celebrare subito i funerali, ci sarà il lutto cittadino al posto delle feste di Ferragosto.

**Il caso**

Una 35enne di Pescara racconta: "Il mio ex compagno scarcerato lunedì dopo il processo per dittissima, eppure lo avevo già denunciato"

## “Domenica mi ha aggredito ed è già libero: vivo nel terrore”

**GIUSEPPE CAPORALE**

**PESCARA** — Quando le chiedi se ha passato, ora che il suo ex compagno violento, dopo appena un giorno di carcere e una condanna per dittissima di sei mesi (con pena sospesa e che per il momento non dovrà esontrare in galera) e già liberato, Simonetta P., 35 anni, esasperata e oggi alzato cuore, non riesce di subito. Lucia passare diversi secondi, tira un lungo sospiro, guarda i suoi bambini e poi, quasi disperata, dice: "g".

Simonetta adesso si è chiusa nella sua casa di Copagatti, alle porte di Pe-

sca e non vuole uscire, «Io sono dentro, e lui fuori», — dice sorridendo amaro e trattenendo le lacrime. Con lei, a faticare a digiungere le lacrime è il fratello — chiamato dai suoi genitori per porre rimedio all'ultimo assalto subito. A verificare che questa porta blindata che questa volta le ha salvate la vita, regge. Regge.

I danni alla casa sono molti: tre vetri rotti, porte diverse, due auto e tre motorini distrutti sono profondi come i segni che porta sul volto per le tante volte che è stata picchiata.

«In casa ci sono ventimila euro di danni — dice sconsolata — ma non è

scena e non vuole uscire, «Io sono dentro, e lui fuori», — dice sorridendo amaro e trattenendo le lacrime. Con lei, a faticare a digiungere le lacrime è il fratello — chiamato dai suoi genitori per porre rimedio all'ultimo assalto subito. A verificare che questa porta blindata che questa volta le ha salvate la vita, regge. Regge.

I danni alla casa sono molti: tre vetri rotti, porte diverse, due auto e tre motorini distrutti sono profondi come i segni che porta sul volto per le tante volte che è stata picchiata.

«In casa ci sono ventimila euro di danni — dice sconsolata — ma non è

**"Adesso io sono prigioniera in casa mia e lui è fuori. Chi mi difenderà la prossima volta?"**

Questi valori però mi uccidono, dice sbattendo le mani sulle spalle come a ribollire di Pescara una sabbia temuta per la durezza della sua situazione, del suo disagio. «Chi mi difenderà la prossima volta? Ieri i carabinieri del paese mi hanno detto: se ritorna chiama subito il 112. È solo gelosia, dicono».

Anche loro faticano a credere che l'uomo del quale si era innamorata fin da quando frequentava le elementari, dopo 20 anni di vita insieme, è diventato il suo "monstre", l'uomo violento capace di pestarla a sangue per una parola non gradita, per lo sguardo su di lei o un passante. Per tutta ricchezza.

che per un finestrino. — racconta — con le macchie di sangue sui vetri, come a indicare che Pescara non abbia tempo per dimenticare la sua situazione, del suo disagio. «Chi mi difenderà la prossima volta? Ieri i carabinieri del paese mi hanno detto: se ritorna chiama subito il 112. È solo gelosia, dicono».

Anche loro faticano a credere che l'uomo del quale si era innamorata fin da quando frequentava le elementari, dopo 20 anni di vita insieme, è diventato il suo "monstre", l'uomo violento capace di pestarla a sangue per una parola non gradita, per lo sguardo su di lei o un passante. Per tutta ricchezza.



**LA VITTIMA E IL KILLER**  
A sinistra, Lucia Bellucci, 31 anni, la donna uccisa a Trento. A destra, l'assassino Vittorio Ciccolini, 45 anni. Scopri, Tutto nella quale l'uomo ha tenuto il cadavere per giorni. Sotto, il corpo recuperato dai carabinieri

## La tragedia

Avola, la donna morì sul colpo. Negli ultimi venti giorni le aveva denunciato per stalking due volte

# “Ti ammazzo davanti ai nostri figli” poi spara alla moglie e si toglie la vita

DAL NOSTRO INVATO  
ROMINA MARCECA

**AVOLA** — Aveva caricato con tre colpi il fucile a pallettoni calibro 12 comprato al mercato illegale. Voleva essere sicuro di uccidere la moglie che aveva chiesto la separazione, se stesso o magari aveva temuto di fermare quel progetto di morte. Lo aveva fatto qualche giorno fa proprio ad Antonella Russo, una donna che si era sfacciata da anni di botte e soprattutto «ammazzato» e «mostrava ai suoi figli». Antonino Mensa, giornalista di Avola di 58 anni, padre di tre figli e prenditore, era stato denunciato due volte negli ultimi venti giorni per stalking. A denunciarlo era stata proprio la moglie più giovane di lui dieci anni. L'uomo non voleva rassegnarsi alla separazione e aveva perfino piazzato di nascosto un registratore alla casa del fratello in cui la donna era trasferita da qualche mese. Poi, lunedì sera, ne la tragedia in un vicolo alla periferia della cittadina in provincia di Siracusa. Un colpo allagato della moglie è uno sulla sua. Un omicidio-suicidio davanti ai figli di 4 anni, che Antonella Russo teneva in braccio. La donna è fuggita a far scappare il bambino, salvandolo. «Papà ha ucciso la mamma», ha urlato il bimbo. In strada è arrivata di corsa una delle sorelle della Russo che si è vista puntare il fucile al petto. «Sparano, uccidimi», ha urlato sotto shock la donna. Mensa non ha avuto il coraggio di



IL DRAMA

A destra, Antonino Mensa e Antonella Russo. Sopra, il luogo della tragedia.

rivoltò l'arma verso sé stesso.

Quel di lunedì sera è il decimo femminicidio in Sicilia dall'inizio dell'anno. Anche stavolta la famiglia aveva denunciato. «Il 29 luglio e il 5 agosto mia madre ha denunciato minacce e botte ai carabinieri», racconta la figlia maggiore della coppia, «ma non è valso a nulla. I carabinieri dicevano che davavano coperto sul fatto. Già dieci anni fa lei aveva tentato di suicidarsi, voleva sparare e poi ha cercato di strangolarsi. Nel 2004 era finito ai domiciliari perché aveva avuto una lite con nostro fratello». «Si stava procedendo d'urgenza per riunire quella donna, non ne abbiamo avuto il tempo»,

«dicono dalla procura. Nella casa di campagna dove abitava Mensa la polizia ha trovato diversi biglietti su quali l'uomo aveva segnato tutte le targhe delle auto dei parenti e degli amici della moglie. Per sfuggire alla violenza del marito, Antonella Russo, che lavorava come addetto alle pulizie in una clinica, aveva deciso di anticipare il turno alle quattro del mattino pur di evitare che la pedisse. Tutte precauzioni che non le hanno salvato la vita, letti alla caméra mortuaria di Avola non c'erano niente per Antonino Mensa. Per lui nemmeno un funerale, deve marciare lì», dice una delle figlie.

E' CORPOLOGIA/NET/REDAZIONE

## L'intervista

# “Io, ridotta sulla sedia a rotelle dal mio ex eppure in paese continuano a dare ragione a lui”

*La storia di Filomena: sognavo di fare il carabiniere, mi scaricò il caricatore addosso*

## CORRADO ZINNINO

**ROMA** — Si è avvicinata al tavolo del salone sulla sedia a rotelle, la sua con confidenza. Filomena De Gennaro ha 35 anni e ha appena mandato i due gemelli fuori a giocare con il papà, capitano dei carabinieri. Non ha l'uso delle gambe, dal 13 gennaio 2006. Gilèl'ha tolto l'ex fidanzato. Non accettava di essere lasciata da una donna con cui si era fidanzato in casa. L'ex, colpevole di tentato omicidio premeditato in tre gradi di gravità, dallo sconno marco è un uomo libero. «Io, ridotta da lui su una carrozella, sono stata riformata dai carabinieri. Sognavo di diventare maresciallo da quando ero bambina».

Chi è il suo ex fidanzato, Filomena?

«Marcello Monaco, 38 anni, cresciuto in un paese diciannovenne alle tante in provincia di Foggia, la ridente Stomarella. Due fratelli, una sorella e un padre che non ha mai consentito alla moglie di uscire di casa, neppure per le sue spese».

Pecchi si è fidanzata con Marcello Monaco?

«Perché avevo sedici anni perché viveva dietro una casa di mia nonna. Siamo cresciuti insieme e sembrava un bravo ragazzo».

In dieci anni da fidanzati ha mai abbracciato le mani?

«Sai. Mi ha solo complimentato più volte, lo sapevi dopo».

Lei, diplomatica, decide di salire a Roma per laurearsi.

«Sì. E Marcello crede al paese. Mi ha dato il permesso di salire, ma l'avevo



**PRIORA E DOPO**  
A sinistra, Filomena De Gennaro al corso per carabinieri nel 2006. A destra, sulla sedia a rotelle e con il marito e i figli

fatto lo stesso. Ho sempre avuto le idee chiare, in casa mi chiamavano maresciallo».

Dopo quattro anni, la psicologa, Marcello la raggiunge.

«Come voglio. Roma non gli piaceva, aveva nostalgia. Assecondava la sua curia delle famiglie più numerose. Per due anni ha fatto la guardia giurata, ma non voleva lavorare di notte. Il sabato, la domenica. Dopo due anni è tornato a casa, iniziò a capire che i nostri sogni erano distinti».

A Roma parte il primo concorso per carabinieri donne.

«Migliaia di candidati, ce l'ho fatta il secondo anno. Inizio a frequentare la scuola di Velletri».

Deve conoscere il suo struttura militare.

«Sì, è l'unico istruttore. Allorvar le donne».

Ottobre 2005, al suo fidanzato cosa dice?

«Che non potevo più amore, che

volevo una vita diversa».

«Come la presenti?»

«Non l'ho mai accostato. Mi chiamava torna qui, nadie stare come. Non sopportava di essere stato lasciata. Con sua madre aveva programmato il fidanzamento, il matrimonio. Mi avrebbe soltanto in casa, ad acuire».

La situazione precipita.

«Sotto le ferite di Natale. Ricevo una telefonata che mi spaventa. Marcello mi racconta di una visione avuta dalla sua moglie, una veggenti. Mi parla di un'oscuro presenza al mio fianco».

Il capitano dei carabinieri?

«Noi eravamo fidanzati, lo conosco poco».

«Perf?»

«Il sei gennaio, l'8 gennaio, lui è di nuovo a Roma. Scatta al citofono, non gli apre. Al telefono lo convinco a tornare a casa».

Una settimana dopo è di nuovo a Roma. Armati.

“

## La pena ridotta

È stato condannato a 11 anni e 8 mesi, ne ha scontati sette. Per mia madre vederlo ogni giorno è un dolore immenso

“

## L'ultimo incontro

Quando lo lasciò lui la prese male. Mi convinse a salire in auto. Disse: «O mia o di nessun altro», poi cominciò a sparare

“

## La nuova vita

Fu un uomo dell'Arma a salvarmi, fermandomi prima che mi uccidesse. Quell'uomo poi è diventato mio marito

“

«Mi voleva parlare un'ultima volta. Ho accettato di salire in auto con lui, vicino alla fermata della metropolitana. Il mio istruttore era appostato vicino a casa, dietro un bugnione. Per un'ora Marcellino mi disse che dovevo sposarlo, risposò che è finita. Aprì la porta e cominciò a sparare. Mi colpì un piede, feci a fuoco e fui ferito la prima. Mi scusava addossi i primi colpi, colto sangrante. Gli dissi: «Il prossimo fermerai». Lui: «O mia o di nessuno», e finisce il caricatore. Un proiettile buco due polmoni e lesionò il midollo».

«Un'altra volta su una sedia a rotelle, da dove cresceva due bambini. Il mio istruttore venne a novant'anni in ospedale tutti i giorni. Era in una corsia di ospedale, che ci stiamo innamorati. Mi raccontò come quel giorno, sull'uscio di casa, intervenne e fermò Marcellino sparandogli alla militare.

Che successe, poi?

«Il mio istruttore condannato undici anni e otto mesi, ne ha scontati sette. Il giorno dopo la scarcerazione, il 22 marzo, si presentò a Stornarella. Si vide, tranquilla, con gli amici. Le vede con dolore mia madre, lo vede suo fratello. E lui non ha mai feso una parola che consigliava pentimento».

L'eff?

«Ho sposato il mio istruttore, ho incassato 40 mila euro di risarcimenti del 350 mila dovrà e grazie a Vétreto l'imprenditore l'11 mi ha regalato questa casa. A Stornarella, sì, le donne dicono che lo faccio la star in tv. E lui, il bravo ragazzo che voleva uccidermi, per colpa mia s'è fatto prete il cancro».

E' CORPOLOGIA/NET/REDAZIONE



**Annexe n°11 : Article du « Corriere della Sera » du 18 septembre 2013.**

## Annexe n°12 : Double page de « La Repubblica » du 24 septembre 2013.

la Repubblica  
MARTEDÌ 24 SETTEMBRE 2013  
■ 22

### CRONACA

# Strangolata dall'ex, da mesi chiedeva aiuto “Salvatemi, quel pazzo vuole uccidermi”

*Shock a Villacidro, in Sardegna. L'assassino ai carabinieri: ho fatto una cavolata*

MAURO LISSA

CAGLIARI — Lei l'aveva lasciato dopo quattro anni di un fuibondo, lui la pedinava, la tempestate di sms e di telefonate. La minacciava: «Ti ammazzo, prima o poi l'ammazzerò». E lei era dopo la rassicurazione: «Tranquilla stellina mia, ti voglio bene», ieri mattina a Villacidro, un paese a quaranta chilometri da Cagliari, è accaduto quanto Marta Deliga, 29 anni, temeva. Un timore esternato appena l'altro giorno ai carabinieri del paese: il suo ex, Giuseppe Pintus, 36 anni, l'ha aspettata sotto casa e quando lei è uscita per sollevare la scarica elettrica del bar-tabacchidove lavorava l'ha strangolata, caricata su una Fiat Bravo e trasportata in campagna.

Era stata la quarta volta del mese e pochi minuti dopo è stato lui stesso l'assassino a chiamare il 112: «Ho fatto una cavolata, ho ucciso Marta e adesso vado ad ammazzarmi». Le ricerche sono scattate all'istante, i carabinieri hanno usato un elicottero mentre la procura ha autorizzato l'uso del sistema informatico per rintracciare il suo cellulare.

**Lei 29 anni, lui 36  
All'uscita dalla caserma i parenti della giovane tentano di inciasticarlo**

Poco dopo Pintus ha fatto un'altra telefonata, stavolta alla sorella: «Io fatto una felia, ma non voglio passare trent'anni in galera, mi ammazzo». I carabinieri l'hanno chiamato, sono seguite una serie di comunicazioni al telefono. Monetei concitate lui confermava a manifestare l'intenzione di fida finita.

Arrono alle 13 i militari hanno trovato la conferma del delitto: il corpo della donna, chiuso nell'auto abbandonata in campagna a pochi chilometri dal paese. Poco dopo le 14 l'arresto: l'assassino vagava senza meta, lo sguardo basso. In tasca aveva una corda, forse voleva impiccarla davvero. Nessuna resistenza, i militari l'hanno ammanettato e portato in caserma per l'interrogatorio col sostituto procuratore Danilo Tronci.

E bastata mezza ora, con la testa fra le mani ha risposto a tutte le domande: «Volevo solo parlare con lei, ma mi respingeva, non volevo vedermi. Ho preso il controllo, le ho messo un braccio attorno al collo e ho stretto. Sì, l'ho uccisa ma non volevo farlo». All'uscita l'avevano familiari e amici della vittima: «Guardate a noi, ci prestiamo la faccia giustizia». Solista, dopo alcuni minuti i militari sono riusciti a passare e a trasportare l'indagato al carcere cagliaritano di Buoncammino.

L'accusa è di omicidio volontario ed una vicenda chiara, sentita molte altre volte: Pintus viene descritto come un violento, uno stalker seriale. Un altro rapporto sembra-

mentale con una vedova s'era chiuso anni prima per le sue brutalità, fra minacce e denunce. Stessa storia con Marta: quattro anni insieme fra atti e basi mappagnati a caro prezzo, finché la giovane donna era

riuscita a dire basta.

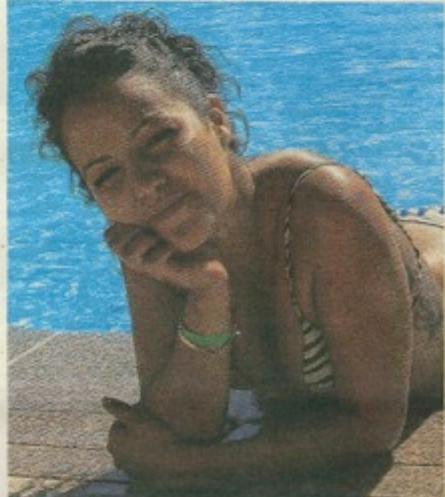
Basta al fidanzamento, ma non alle conseguenze: «Mi pedina, mi minaccia, vuole uccidermi», aveva denunciato Marta ai carabinieri di Villacidro. Più volte era andata in ca-

serma a chiedere aiuto: «Cosa devo fare? Non posso fuggire dal male, gli voglio bene. Venerdì solo che mi lasciassi in pace, devo ritrovare la mia tranquillità».

Il 6 settembre, all'ennesima

minaccia, i carabinieri erano riusciti a ottenerne una misura: l'ammonimento del questore. Procedure, lungaggini, non c'è stato il tempo di notificarlo con le formalità che la legge prevede a quell'uomo che cominciava a temere il suo destino. Fino a ieri, quando il fratello di Marta ha sentito un urlo di primo mattino, venire dalla strada: «Non ci ho fatto caso, ma poi mi ha chiamato il titolare del bar per chiedermi di Marta, la sua lavoratrice vuota ma non era andata al lavoro». Era già morta da un'ora, quell'urlo è stato l'ultimo atto della sua disperazione.

**IL PROGETTO**  
«Il primo è il primo  
anno istituzionale  
di educazione alla  
differenza. L'obiettivo  
è quello di creare una  
nuova cultura del  
rispetto tra i sessi  
nella scuola media  
ed elementare»



■ Il caso

## Il fidanzato le spara, lei non lo denuncia lui torna il giorno dopo e l'ammazza Taranto, vittima una ventenne. È morta dopo una settimana di agonia

MARIA CHIARELLI

TARANTO — «Perché sono al Sud se su a Cosenza stava bene, senza pensieri, senza paure e senza problemi? Voglio sapere via di qua». Era il 3 luglio, così scriveva Ilaria su uno dei suoi profili Facebook (ne aveva almeno tre). Occhi lucidati, volto emaciato e stivali bocchiani, lei stupiva così, Adorava Enimene, cantava canzoni napoletane e litigava con il suo fidanzato Mimmo, 24 anni, gita Statte, ex borghese di Taranto, il dove l'Ha deposita i suoi velori.

Ma Barbara Pagliarulo, vent'anni tormentati, è morta diversamente, uccisa dal proiettile di una pistola ricca di colpi modificata, calibro 22, che Mimmo nell'ultima scommessa aveva nel pentolone davanti ai carabinieri. Una settimana di agonia, ricoverata nel reparto riabilitazione dell'ospedale di Taranto, poi l'altra notte il decesso. E per il suo fidanzato assistito, l'accusa si è trasformata in omicidio volontario.

Due volte, in 12 ore, ha pun-



tato la pistola contro di lei, colpendola la sera prima ad un fianco e perforandole un rene, l'Adonase, minima all'emitorace sinistro. Nel pomeriggio, una corona di silenzio e dolore, che Ilaria ha tenuto per sé, senza chiedere aiuto a sua madre che viveva al piano di sopra e che l'ha soccorso nella mattina del 15 settembre, chiamando il 118 mentre il giovane sparava ancora contro la sua auto e contro l'ambulanza che portava via la

ragazza.

Una palazzina a due piani nella zona residenziale di Statte, frastradine albeseate e coltivato spiovente, nel cuore di un giardino ben curato. Il prato piano, la pianta di Ilaria e Mimmo, nota la pianta come una "sega calda", numerosi episodi di violenze segnalati, tossicodipendente con precessioni per spazio di droga. Senzalavoro, sempre pronto ad aggredire. Di urla in casa se ne era-

**La prima volta il proiettile le aveva colpito un fianco e perforato un rene: ma Ilaria era rimasta a casa a curarsi da sola**

TRACCE DI AVVOCATURA  
Ilaria Pagliarulo lavorava nella lavandaia della madre a Statte, in maremma di Taranto. Prendeva i contatti, durante l'udienza di condanna del femore — il giudice glielo aveva negato — e il giudice glielo ha dato. «Non mi faceva orgoglio», dice il giudice, «ma poi abbandonava i contatti, e invece aveva sul suo profilo frasi di strumenti come i napoletani, dedicati a giovani donne violate, ad amori impossibili, perché «il cambio nella vita».

re un calice». Una personalità bipolarie, così lo ha inquadato il suo difensore durante la stessa udienza, chiedendo contestualmente una perizia psichiatrica. «Ha dimostrato di essere soggetto portatore di una spiccatissima e assolutamente allarmante inclinazione alla violenza», ha sostenuto invece il giudice — e di non avere scrupoli di utilizzare con disinvoltura armi da fuoco». Per la mamma di Ilaria, «un animale».

Ogni giorno al lavoro con la macchina in lavandaia, e poi le frasi su Facebook: «Io mi hanno detto che la vita è una puttana, ma veramente però». L'ultimo messaggio di Ilaria, il 10 agosto. Perché lei ampiamente i suoi amici di Cosenza, che aveva lasciato un anno e mezzo fa, si faceva fotografare in pose satiriche, con le labbra tese di finto sangue. «Ma poi abbandonava i contatti, e invece aveva sul suo profilo frasi di strumenti come i napoletani, dedicati a giovani donne violate, ad amori impossibili, perché «il cambio nella vita».

**10 AL SESSISMO**  
"Nuovi occhi per i media" è il progetto per scuole superiori della sottitraice Lorella Zanardo: analizzare il linguaggio del media per scoprire sessismo e razzismo

**IL LIBRO DI TESTO**  
Nei testi per le elementari la ricercatrice Irene Biammi dimostra che le donne sono sempre mermesse o streghe, i maschi fanno invece professioni importanti

**MANUALE PER I LICEI**  
Graciella Prulla, docente di sociologia, ha pubblicato un manuale per le scuole superiori intitolato "C'è differenza?", dove si raccontano le conquiste delle donne e il femminismo

**NUOVO ALFABETO**  
In 500 scuole primarie francesi è partito "Abcd de l'égalité": il programma ministeriale per insegnare ai bambini a combattere omofobia e discriminazioni

**L'ASILIO NEUTRO**  
In Svizzera l'asilo Egilia abolisce la distinzione tra maschi e femmine: per 40 bambini da 1 a 8 anni giochi uguali e pronomi neutri. Così le maestre insegnano ai più piccoli la parità tra i sessi

**GIOCATTOLI SESSISTI**  
L'associazione di genitori "Let Toys be Toys" ha costituito il corso "Toys 'R' Us" a cancellare le distinzioni di genere. Anche Hamod's e Marks & Spencer seguiranno



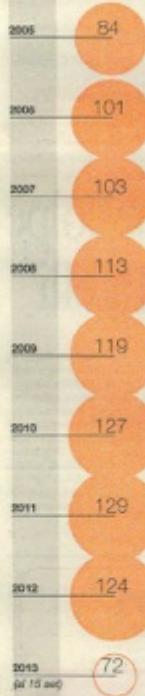
### La storia

(segue dalla prima pagina)

MARIA NOVELLA DE LUCA  
DIEGO LONGHIN

**B**AMBINI e ragazzi chiamati a capire e scoprire cosa vuole dire la parola sessualità. Perché di fronte alla tragedia del femminicidio, e di tutte le nuove forme di razzismo, è doloroso bisognare domandare. Nelle aule dei più piccoli e in quelle dei più grandi, i padroni di casa, ma non solo, si accorgono di calci, all'orecchio. In quelli era ancora in cui molti si scopre, molto si sperimenta, ma subito si sovrappongono giudizi, stereotipi. Così nelle scuole elementari di Torino si studieranno fiabe e cartoni animati, e alle medie si discuterà di Storia, ma partendo, finalmente, dal punto di vista femminile. Educationsentimentale 2.0. Sei Torino le "lezioni di genere" salgono in cattedra, il movimento è in realtà più ampia, effetto di genitori, insegnanti, educatori, che hanno deciso di seguire, preoccupati dalla stessa "inademissibilità" delle generazioni più giovani. Quelle stesse che quando arriva l'adolescenza partecipano e contribuiscono alle campagne sui Facebook, dove il sesso è un'arma, e chiama-

### I numeri Le donne uccise



### Torino la prima città a partire: l'esperimento alle elementari e alle medie

que sia differente viene emarginato, con conseguenze a volte irreparabili. Gli adolescenti suicidi, il femminicidio, l'assenza in nome di una bellezza impossibile... Spiga Umberto Magnoni, direttore del settore formazione del Comune di Torino: «Se ho la giusta percezione della differenza, se sto accanto al ruolo dell'altro sesso, se anche che queste persone non mi infastidiscono».

In Francia l'hanno chiamata "Abcd de l'égalité", un vero e proprio programma ministeriale per le scuole primarie. In Svizzera sono ripartiti dagli asili, in Inghilterra dalle campagne contro i negozi di giocattoli troppo "sessisti". Infine molti licei organizzano spon-

## Ore 9, lezione anti violenza a scuola arrivano i corsi contro il femminicidio

Così sale in cattedra la nuova educazione sentimentale

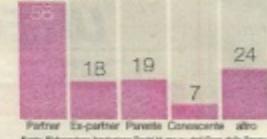
taneamente corsi di "educazione di genere". Gran parte di questi corsi, seguiti negli ultimi due anni da oltre sedicimila studenti, sono organizzati da un team coordinato da Lorella Zanardo, manager, scrittrice e autrice, al quale ieri fece una fondamentale donazione "Il colpo delle donne", visto online da 8 milioni di persone. Il successo di quel documentario, in cui mostrava come i media mercificassero il corpo delle donne, ha riportato centinaia di richieste da parte di professori e professoresse, che chiedevano di incontrare i ragazzi proprio per parlare di questi temi, consapevoli di quanto la televisione in-

fraccia i rapporti tra i sessi. Da qui è nato un forte progetto, "Muovicchi per l'educazione di genere", concluso Zanardo e il team stanno già dando le scuole d'Italia. «Instruire il sapere ipogrammato che seguono di più, e poi senza mai criticare le scelte, proviamo a far vedere come dietro una semplicissima cessione ci siano mille contenuti».

Uno dei tanti quiz di prima serata ad esempio quando entra la candidata la telecamera prima incide la gamba, poi risale verso il seno, si ferma sulla scollatura, e infine mette la forza. Quando entra il candidato uomo lo zooma e saluta sul sedile a destra...»

Una destrutturazione dell'immagine femminile, che dopo le prime istanze, i discorsi iniziano a seguire. Perché, paradossalmente, i figli della madre cresciuta negli anni della lotta per la parità e del femminismo, stanno vivendo un salto all'indietro nel rapporto tra ragazze e ragazzi. Giovanna Priddle, docente di Sociologia all'università di Canadia, ha pubblicato

### L'autore del delitto (danne uccise nel 2012)



### Lo stalking



I PRESIDENTI  
Laura Boldrini  
e Pietro Grasso

### Dalla Svezia alla Francia, all'estero già molte iniziative per promuovere la parità tra i sessi

oeratico di Scienze dell'Educazione all'università di Firenze, che ha analizzato dieci libri di testo delle scuole elementari, per descrivere poi il modo femminile che ne emerge. «Un'analisi secondaria», ammette Bernini

— I risultati fanno almeno 60 professori diversi, e molti magistrati, e le donne sono almeno 15, e tra queste c'è anche la mamma, la fata e la strega...». E naturalmente anche la maglia, visto che l'82% del corpo docente è femminile, ma purtroppo e paradossalmente, «sono le stesse insegnanti a vedersi modellate arcate e infantili» progetto dalla loro formazione che si dovrebbe ricominciare».

### L'incontro

Donne nel mirino, in Senato ne discutono i direttori dei giornali

ROMA — Per il Rispetto e la dignità delle donne nella loro rappresentazione nei media e nell'informazione, e la prevenzione della violenza. Questa mattina al Senato (SalazZuccherini/Palazzo Giustiniani) si terrà un incontro sulla Convenzione di Istanbul. Interverranno i presidenti di Camera e Senato, Grasso e Boldrini; Valeria Fedeli, vice-

presidente del Senato; Anna Maria Tantillo, presidente della Rai; Mario Calabresi, direttore di La Stampa; Ferruccio De Bonis, direttore del Corriere della Sera; Massimo Giannini, vicedirettore di Repubblica; Sarah Vanetti, direttore di Sky Tg24; Luisa Bettini, Articolio21 e Giulia. Concluderà Luigi Zanella, presidente del Gruppo Pd del Senato.

## Annexe n°13 : Articles du « Corriere della Sera » du 24 septembre 2013.

22 | Cronache

Martedì 24 Settembre 2013 | Corriere della Sera

**Taranto** Ilaria aveva 20 anni. L'assassino: mi sentivo oppresso  
**Le spara due volte, lei non lo denuncia e muore dopo 7 giorni**  
 La prima ferita a un rene: si era curata da sola

TARANTO — Giorni di agonia. Poi la morte che arriva nella notte tra una domenica e l'altra nel segreto di Serramatera del Santissimo Annunziato di Taranto. Ilaria Pagliarulo, 20 anni, era stata ferita da tre colpi di pistola nel cuore, uno di cui provocati da due colpi di spari che erano stati sparati con l'uno dall'altro in una villetta bimilanese a Susto, cittadina a pochi chilometri da Taranto. Viveva lì con il suo fidanzato, Fabio De Biasio, 20 anni, da un paio d'anni. Durante la loro convivenza, la ragazza aveva già subito — è la lettura degli inquirenti — angosce e sogni. Più volte era stata picchiata, ma non aveva mai avuto il coraggio di denunciare gli aggressori. Forse per paura di strascinare nei confronti della sua famiglia che vive nell'altra alberghiera.

La sera di domenica 13 settembre, mentre stava rivotando la rivotazione — Ilaria, all'incirca dell'anno dopo, era stata ferita da un colpo di pistola al fianco sinistro che le aveva perforato un rene. Si era mendicata da sola in casa senza chiedere aiuto, tempestando

dopo la cipolla aveva litigato ancora e lui le aveva spacciato di nissi. Il padellotto la colpì al torace. A quel punto Ilaria aveva cercato di uscire, ma le chiavi che aveva tolto dalla serratura erano arrivati poco minuti dopo e l'ala di De Biasio non si era placata neppure quando rientrando a casa aveva visto la compagna andare via verso l'uscita, senza dire nulla a nessuno. Questa volta contro l'asta della scommessa che stava seguendo l'ambulanza. Il colpo andò a vuoto. I carabinieri scoprirono il nuovo falso all'ospedale, dove Ilaria fu ricoverata per due mesi, in coma cirurgico. Le sue condizioni erano sembrate da subito gravi perché i due proiettili le avevano perforato un rene e un polmone.

Il giorno, successivo spodestato per resti contro il padellotto, era stato ricoverato dopo in una clinica privata di Stusto. La piuttosto favolosa successiva negli spì, i carabinieri lo hanno trovato in possesso anche di alcune pallottole. Ora la contestazione di terreno cominciò sarà trasposta in emicidio volontario,



Ilaria Pagliarulo Venturini, la sua agorà è durata una settimana

mentre l'avvenuto difensore di De Biasio (ora rinchiuse nel carcere di Taranto) ha chiesto una pena penale minima per il suo attacco. Al momento dell'attacco il giovane

ha ammesso di aver sparato solo una volta perché ricevuta di simili ferite da un'altra persona, a suo dire, era disposta a complicare.

Il gip Pompeo Carbone, dopo la consultazione dell'ufficio di difesa, ha deciso di emanare un ordinanza di custodia in carcere sottolineando che il giovane è un «oggetto portatore di una spiccatissima e assai pericolosa personalità, in quanto attualmente in possesso di armi da fuoco e di munizioni alla vittoria» e di non avere «scappato di casa con dissidenze seria da fucile». Oggi sarà effettuata l'autopsia richiesta dal pm Maurizio Carbone.

Angela Balenzano

### Precedenti

**Cagliari** Stava per essere convocato dai carabinieri per stalking

**Mesi di minacce poi la strangola Il paese: datelo a noi Caserma sotto assedio, assalto a un'ambulanza**

**17 settembre**  
 Ha ucciso la sua ex moglie, Maria Flavia Della Torre, 30 anni, e si è fatto saltare in aria la casa. Non appena è uscita per andare al lavoro, Flavia è stata acciuffata dal marito, Francesco Paladini, 34 anni. Poco dopo, con un colpo d'arma da fuoco, ha sparato contro la sua compagna politica prima preda, acciuffandola.

**4 settembre**  
 La romana Lucia Saccoccia, 24 anni, viene trovata morta in un campo militare vicino a Roma. Complicemente, la donna aveva addosso a se un coltello e aveva ferito a morte il portiere di posto di un vicino edificio, un anziano. L'indagine, condotta dal pm Andrea Pizzolo, ragioniere di Roma, l'aveva circostata su Internet.

VILLACCIO (Medio Campidano) — Marta aveva un pensiero, un desiderio, e domenica mattina si è uccisa. Una sola parola «stesso». A Giuseppe, accorto dalla gelosia e aggressività, aveva detto «Stesso all'inizio dell'estate». Ma lui l'ha ignorata, un po' per disperazione, un po' per orgoglio («fotaturato»), messaggi d'amore («Bellissima mia»), pentimenti, inviti e minacce («Se non tieni da me, ti uccido»). Così è stata: saputa che ogni mattina Giuseppe usciva di casa per andare al lavoro, si è macinata per ore, l'ha aspettata e nella prossima ora le ha stretto il braccio intorno al collo, fino a toglierle il respiro. Poi è fuggito in auto, con lei forte ancora vita e ha telefonato ai carabinieri: «Ho fatto una rovata, mi uccido». Prima che le facesse un elenco lo ha obbligato segnando i segnali del

telefono cellulare, poco lontano dall'auto dove la ragazza, la testa reclinata sul sedile anteriore, era già morta. Sono arrivati i carabinieri e un ambulanciere da barista al «Capoverde», locale di Villa-cidro. «È il Paese d'ombra» dello scrittore Giuseppe De Stefani. Brano gentile con tutti, sempre disponibile. A questo si era riferito il pm Giuseppe Pintus, 50 anni, grande di lei, disoccupato.

Pochi mesi fa Giuseppe confidava a un'amica: «Io è sempre stato un po' solitario, al bar si rabbuia quando non c'è qualcuno a far un complimento». Litigi, noie, qualche schiaffo, settimane d'infarto e infine storia chiusa: «Lasciam perdere».

Ma Giuseppe non si era rassegnato. Aveva chiesto consiglio ai carabinieri, ma senza fare domande. A fine agosto Giuseppe l'ha bloccata oncea per strada, ma stranamente, il silenzio è finito. Il 10 settembre, il 5 settembre ha fermato una signora di 70 anni che si faceva faticoso fuggire in auto.

«Forse si è fatta fatto qualcosa subito, questa signora potrebbe essere evitata»

La procedura in questi casi prevede un primo provvedimento del questore, l'annullamento, che deve essere notificato alle autorità giudiziarie, per eventuali infrazioni a star legge della vittima. La misura è arrivata venerdì scorso; Giuseppe Pintus doveva essere convocato in caserma oggi o domani, ma non sapeva dove abitava — diceva i carabinieri — e quindi la follia omicida non può essere stata innescata per reazione al provvedimento.

Dopo il delitto, ore di caccia all'aggressore, un'impresa italiana a Villacidro. Gli amici di Marta, un centinaio di giovani, hanno stretto d'assedio la caserma per ore. «Dateci l'assassino». Hanno anche protestato contro un ambulanciere che si affacciò di fronte alla stalla. Scampato alla furia della gente, a sera su un'auto civetta Pintus è arrivato a Cagliari. «Purtroppo che andava in auto, ho fatto un'ultima telefonata prima di entrare in macchina — mi sono aperto a un'offerta. In tanta avversione, pronta, una grossa cruda».

Alberto Pinna

### Cuneo

**Pirata travolge cinque ragazzi**

Ha ammesso poche settimane fa di aver per stregoneggiato con il padre, operario. Zhang Huiqiang, di 15 anni, è morto ieri dopo essere stato ricoverato in clinica domenica notte nei pressi di Langye, mentre camminava con quattro connazionali (due sono in ospedale). È gravissimo, gravissimo di Langye, circa con le gambe rotte nei segni di 1,8, è stato arrestato e portato in clinica.

**FRESCHEZZA E PROTEZIONE.**

breezelife.it

**BREEZE**

**Annexe n°14 :** Article de « Il Giornale » du 24 septembre 2013.

CRONACHE | 15

**VIOLENZA SULLE DONNE** Amori maledetti, altre due vittime

BepiCastellianeta

Le spara e lei non denuncia  
Il fidanzato torna a finirla

**L**e ha sparato due volte l'indore, ha infierito senza esitazione contro quella donna che per tutta la notte ha tentato di ammappone il sangue della prima volta, ha appoggiato quel prigione disertore che ha fermato alla sua convivente dappresentante da un anno, e ha lasciato Cosimo De Biasio, 24 anni, che ha pernottato ancora il grilletto serrato, e vissuto l'ultimo folle capitolo di una lunga storia di malattia cronica tra le mura domestiche.

divenire un tesoro alle mura di gomma stecchi sono rimbalzati mesi di vessazioni. L'assassino è stato arrestato. «Mi esasperava», ha mormorato ai carabinieri.

Nel mese di gennaio la sua compagnia è morta in ospedale dopo una settimana di agonie: Ilaria Pellegrin, 20 anni.

non ce l'ha fatta, i medici hanno fatto il possibile per strapparla a undici anni, ma era atroce, ma le sue condizioni normali erano di-

IN SICILIA

dopo 7 anni Taranto. I cambiamenti hanno ricreato le fasi di un dramma esploso alcuni giorni fa: ma a mani morsate sono una coltre di silenzio per tanto tempo, illario e solitario, compagno vivevano insieme al padrone d'anni, da un mestiere si erano stabiliti in una villetta privata di Tarun, una zona residenziale della cittadina: un'esistenza scandita da controllati, più

**non denu  
orina a fini**

pistola e le ha sparato; il proiettile le ha raggiunta la ragazza, al fianco sinistro perforandole un renne. Ilaria ha preferito non pre-

sensarsi in ospedale è rimasta casa, non ha parlato perché temeva ritorsioni nei confronti di suo

madre, ha tentato  
qualche modo  
di dimedire la  
ferita, ha trascor-  
so la notte cer-  
cando di fermar-  
re il sangue, ha  
sperato che la

**Maria** Donaté

che quel istante  
della potessero  
essere superate e cancellate per  
tutta sempre più cifosean-  
te sara' spazio per tornare indietro  
e pensare a un futuro insieme  
Ma col non è stato. E mentre le  
sue condizioni si oggi avavano  
leispireramente, la belva coi  
ghiandoli avanti, la belva coi  
il volto del Sazato ha premuto  
sporato per uccidere: la pallotto

ha colpito la ventenata all'ora 11, lei è riuscita a chiedere aiuto e si è rivolta alla madre che abita nell'appartamento sull'allarmato sul posto è intervenuto il 118 e mentre i soccorritori si allontanavano De Santis ha continuato a fare fuoco: contro l'ambulanza e l'auto della madre di Iatia. I colpi sono andati a vuoto. Poi la corsa in ospedale, il recupero al Santissimo Annunziato di Taranto. Le condizioni della ragazza sono peggiorate subito e gravemente: hanno sottoposto a due interventi chirurgici ma dopo una settimana è morta. L'assassino è finito in carcere. Nell'ordinanza di custodia cautelare il gip scrive: «oggetto portatore di una spaccata e assistitamente all'aggressione».

**ABBANDONATA**

**Marta Deligia si era rivolta alle autorità ma nessuno l'ha protetta**

6 anni, è stata uccisa a Villaciastro, proveniente da Medio Campagna. I carabinieri hanno arrestato l'ex fidanzato, Giuseppe Sartorius, 36 anni, da tempo la ossessionato con telefonate, pediluvio, messaggi sms e anche minacce di morte. Lei lo aveva denunciato più volte, ma non è bastato a evitare la tragedia. L'uomo ha strangolato in auto, nel campeggio del paese, Peri Halter, telefonista al 112. Ha fatto una cassaforte, addosso vado ad armarmi, badetto. Non l'ha fatto i militari lo hanno bloccato po' dopo.

L'ESPRESSO SUI DISASTRO CONCORDIA

L'impavido capitán Schettino:  
«Fu tutta colpa del timoniere»



Torna a accusare il timoniere Jacob Bisi, Francesco Scheinotto. Per rex comandante della Concordia, il naufrago al Giglio, senza l'orrore appena prima dell'urto con gli scogli, la nave avrebbe avuto un impegno meno significativo o, addirittura, sarebbe passata liscia. La paura generale di tranne intemperie ha impugnato i cinque documenti generali di allertamento emessi da Bisi.

A close-up portrait of a man with dark, curly hair and a beard. He is wearing a grey t-shirt and is looking directly at the camera with a neutral expression.

**PERSEGUITATA** Marla  
Deliglia, la giovane

d'Urbiceto, uccisa dall'ex  
essere super-  
sehiammata  
corta spazio  
e pensare a  
Ma così non  
sue condizio-  
leis spieghev-  
gio è andato  
il volto del fa-  
to nuovamente  
sparato per la

## Annexe n°15 : Article du « Corriere della Sera » du 27 septembre 2013.

**Le richieste**

**«No al 41 bis»**

I richiesti sarebbero ormai fissati sull'attenzione delle misure definitive previste dall'articolo 41.1 che in carico alla fine della stagione stragieta che aveva portato alle morti dei giudici Faliero e Borsellino non, invece, della scorsa settimana, «della stessa settimana», «ella esempi ai magistrati facendo lui stesso autocritica — ancora scritto il leader di Assoe, chile —, a cominciare dalla decisione di accettare quel contratto con la Procura di Palermo che ha causato una sanguinosa svolta accademica. Salutare fino a riconoscere d'aver fatto un errore allora è nostro dovere della nostra Natura Arceno il rappresentante di richiesta per fermare le streghe. Dice gli incalzi tra questi Massimo Gaudio e l'Irsi.

**Il «papello»**

**Gli imputati**

Secondo Giovanni Brusca fu Salutare fino a riconoscere d'aver fatto un errore allora è nostro dovere della nostra Natura Arceno il rappresentante di richiesta per fermare le streghe. Dice gli incalzi tra questi Massimo Gaudio e l'Irsi.

**Piacenza** Uccisa a 51 anni. In cella l'uomo che viveva con lei da 20 anni

**La strangola e tenla il suicidio**

**«Un raptus dopo l'ultima lite»**

PIACENZA — La storia della straniera femminicidio finisce con un senso: «Vivrei qui con i canabinieri». Giampietro Gilberti, 53 anni, ha scritto il messaggio a suo figlio e poi ha provato togliersi la vita. Aveva appena rientrato Città Agordina, tre anni più giovane di lui, la donna con la quale conviveva da una ventina d'anni, la madre di suo figlio, «lo avuto un raptus dopo l'ultima lite», ha detto al canabiniere, ore dopo, in camera. E i Videl incontrano di utile e scambi in quella casa di via Stazione 2, a Castelletto Piacentino. Parlano di problemi economici. Gilberti era disoccupato mentre

**Ciazza lavorava part-time in un ristorante in provincia di Cremona.**

L'allarme alla caserma dei carabinieri di Firenze è scattato poco prima delle 9 di ieri mattina. Sono loro che hanno salvato e poi portato via Giampietro Gilberti, che gna chiudersi un sacchettino.

**L'amico al figlio**

Lui non aveva più lavoro, lei faceva la cameriera part-time. L'sms al figlio: «Viveni con i carabinieri

**Doosan.**

**Costruire impianti energetici mirando al meglio.**

Negli ultimi cinquant'anni Doosan Heavy Industries & Construction, società leader in Corea del Sud nella costruzione di impianti, ha collaborato alla realizzazione di numerosi progetti energetici e idrici in 32 paesi nel mondo. Con l'obiettivo di diventare leader mondiale nella realizzazione di impianti energetici e idrici, Doosan Heavy Industries & Construction si impegna, ogni giorno, nella costruzione di un futuro migliore mettendo a disposizione tecnologie all'avanguardia che creano un valore significativo per tutto il mondo.

Impianto di energia termica, Corea del Sud

Impianto termico, Sapti India

Impianto di generazione di energia da cattura d'acqua, Río Grande, CHL

**DOOSAN**

## Annexe n°16 : Article de « La Repubblica » du 27 septembre 2013.

**La Repubblica**  
VENERDI' 27 SETTEMBRE 2013

**CRONACA**

**PER SAPERE DI PIÙ**  
www.senonorsoguardo.eu  
www.rp.it/cronaca

**Braccialetto elettronico per gli stalker  
nuova stretta sugli uomini violenti**

*Si anche alle intercettazioni. Ieri a Piacenza un altro femminicidio*

(segue dalla prima pagina)

**I punti**

MARIA ELENA VINCENZI

**L**E MODIFICHE prevedono la possibilità di usare le intercettazioni telefoniche anche per il reato di stalking ma soprattutto l'utilizzo di una serie di strumenti elettronici per tutelare le donne. I braccialetti, sia non solo. Nell'emendamento si fa riferimento anche ad altre forme di telecontrollo che possono essere applicate a chi è stato determinato di un provvedimento cautelare di allontanamento dalla casa familiare (come previsto dall'articolo 202 bis del codice di procedura penale).

Le variazioni che dichiarano guerra ai mali "sentinella", quelli che spesso sono l'anziana camera di ulteriori violenze, sono state approvate all'unanimità dalle commissioni, ma va registrato che al momento del voto in aula c'era un solo deputato del Pdl, Seddlefatti la promotrice Alessia Morani (Pd): «La norma risponde anche all'auspicio che il ministro Cancellieri aveva fatto all'inizio del suo mandato per l'uso dei braccialetti elettronici, quasi del tutto instaurati, anche per i reati di stalking. Cosa specie già in Spagna e

**Gli emendamenti del Pd approvati all'unanimità. Corsa per portare il testo in Aula**

In Francia in questo senso che hanno dato buoni risultati. È visibile che, tra l'altro, in Italia c'è una carenza di organico sia per quanto riguarda i carabinieri sia per la polizia, dare la possibilità di usare ogni modalità di controllo che si riferisca alle nuove tecnologie sarà un aiuto per le forze dell'ordine che potranno monitorare le situazioni anche se in difficoltà di personale».

Nel testo non si fa alcun riferimento all'attivazione pratica che verrà decisa in un secondo momento, dopo la convenzione. Per quanto riguarda i detenuti, per i quali (anche se scarcerati) il braccialetto elettronico è già previsto, la norma prevede che questa forma di controllo sia "unico modo per escludere il carcere o i distanziamenti". Ma il pericolo per gli stalker è tutto da definire. L'unicità cosa c'è che i braccialetti sono già disponibili, almeno in una prima fase; quindi per i detenuti, appunto, sono stati usati molto spesso.

Le commissioni, dopo aver preso in esame gli emendamenti sopperativi dell'articolo 2 del decreto del governo sul femminicidio, hanno approvato altre due proposte dimodifica, una che prevede il garantito patrocinio e l'obbligo di informazione della parte civile, l'altra che esclude la possibilità di disapplicare l'allontanamento dalla casa familiare nei casi di festini levi, temi sui quali c'è stato un acceso dibattito.

Le commissioni Giustizia e Affari Costituzionali non hanno ancora concluso l'esame

**BRACCIALETTI**  
Approvato l'uso dei braccialetti elettronici per tenere sotto controllo gli stalker ed essere sicuri che stiano lontano dalle vittime

**INTERCETTAZIONI**  
Le nuove modifiche approvate prevedono che si possano usare, nel caso di stalking, anche le intercettazioni telefoniche

**PATROCINIO GRATUITO**  
Approvato anche un emendamento sul patrocinio gratuito alle vittime che devono essere costantemente informate

dell'articolo 2. Proseguiranno lunedì. L'approdo in Aula è previsto per mercoledì e si dovrà correre entro il 15 ottobre la norma va convertita in legge, evitare che decade, ma deve prima passare anche al Senato.

«Bonne notizie per la metà delle donne che, però, arriverà nel giorno in cui un'altra donna viene uccisa dal partito. Cinzia Agnolotti, 51 anni, è stata soffocata dai compagni e padre di suo figlio, Giampietro Gilberti, 55, nella casa in cui vivevano in via Stazione a Castelvetro Piacentino. Stavano insieme da 25 anni. Dopo aver ucciso la convivente, l'uomo ha cercato di togliersi la vita ma senza riuscire. A far scattare il rapido furto una lite per il controllo della casa, perché aveva preso un ultimo momento. Quindi l'uomo si è accorto di ciò che aveva fatto, ha chiamato il figlio 24enne

gno e padre di suo figlio, Giampietro Gilberti, 55, nella casa in cui vivevano in via Stazione a Castelvetro Piacentino. Stavano insieme da 25 anni. Dopo aver ucciso la convivente, l'uomo ha cercato di togliersi la vita ma senza riuscire. A far scattare il rapido furto una lite per il controllo della casa, perché aveva preso un ultimo momento. Quindi l'uomo si è accorto di ciò che aveva fatto, ha chiamato il figlio 24enne

che, a sua volta, ha avvisato i carabinieri di Piacenza. Arrivati sul posto i militari hanno trovato il corpo della donna senza vita e il marito che stava cercando di strangolarsi ma che respirava ancora. L'uomo, fermato, ha confessato ma gli inquirendi sono ancora in corso per ricostruire la dinamica e comprendere se l'abbbia strangolata o soffocata con una busta di plastica.

**Isola del Giglio**

**Isola del Giglio**

**Le resti recuperati arrivano sull'Isola del Giglio** (Foto Laura Letta)

**Isola del Giglio**

**Concordia, sub recuperano resti umani  
Gabrielli: "Forse sono dei due dispersi"**

**DAL NOSTRO INVATO LAURA MONTABARI**

**ISOLA DEL GIGLIO** — Li hanno trovati tutti, all'alba del ponte 4, cioè dopo otto ore si aspettavano che fossero. Frammenti, pezzi di ossa, piccole tracce. L'hanno spediti a quattro metri di profondità, che a sua volta, ha avvisato i carabinieri di Piacenza. Arrivati sul posto i militari hanno trovato il corpo della donna senza vita e il marito che stava cercando di strangolarsi ma che respirava ancora. L'uomo, fermato, ha confessato ma gli inquirendi sono ancora in corso per ricostruire la dinamica e comprendere se l'abbia strangolata o soffocata con una busta di plastica.

**Isola del Giglio**

**Concordia, sub recuperano resti umani  
Gabrielli: "Forse sono dei due dispersi"**

**DAL NOSTRO INVATO LAURA MONTABARI**

**ISOLA DEL GIGLIO** — Li hanno trovati tutti, all'alba del ponte 4, cioè dopo otto ore si aspettavano che fossero. Frammenti, pezzi di ossa, piccole tracce. L'hanno spediti a quattro metri di profondità,

**SUPERENALOTTO**  
COMBINAZIONE VINCENTE  
**4 38 42 57 61 75**

Numero Jolly Superstar  
**84 9**

**LE QUOTE**  
Giornata: 14 del 26-09-2013  
Superalotto  
Numero vincente: 4 38 42 57 61 75  
Prezzo: € 100.000,000  
Al 1 vincitore con pari 5: 2.000.000,00  
Al 1 vincitore con pari 4: 100.000,00  
Al 1 vincitore con pari 3: 10.000,00  
Al 1 vincitore con pari 2: 1.000,00  
Al 1 vincitore con pari 1: 100,00  
Borsapart  
Al 1 vincitore con pari 4: 37.341,900  
Al 1 vincitore con pari 3: 2.000,000  
Al 1 vincitore con pari 2: 100.000  
Al 1 vincitore con pari 1: 10.000,00  
Al 10.000 vincitori con pari 1: 10.00,00  
Al 100.000 vincitori con pari 1: 1.000,00

**IL PREMIO JACKPOT CON PUNTI 9**  
14.600.000€  
**LOTTO**  
BARI: 01 03 05 07 23  
CAGLIARI: 02 04 06 08 10 12 14 16  
FIRENZE: 03 05 07 09 11 13 15 17  
GENOVA: 04 06 08 10 12 14 16 18  
MILANO: 01 03 05 07 09 11 13 15 17  
NAPOLI: 07 09 11 13 15 17 19 21  
PALERMO: 01 03 05 07 11 13 15 17  
ROMA: 05 07 09 10 12 14 16 18  
TORINO: 06 08 10 12 14 16 18 20  
VENEZIA: 03 05 07 09 11 13 15 17  
NATIONALE: 01 03 05 07 09 11 13 15 17

**10 e LOTTO**  
COMBINAZIONE VINCENTE  
**4 7 8 9 10 11 12 13 14 15**

4	7	8	9	10	11	12	13	14	15
16	23	26	30	31	34	35	36	37	38
29	30	61	66	68	69	70	71	72	73
74	82	83	85	87					

**LE MANIFESTAZIONI**  
Sotto: una delle tante manifestazioni (qui a Napoli) di questi mesi. Sopra: il braccialetto elettronico

**Firenze**

**"Torna nella giungla con gli africani" Pro insulta allievo è indagata: razzismo**

**FIRENZE** — «Torna nella giungla con gli africani». Sono queste alcune delle frasi con cui — tra il 2010 e il 2011 — un insegnante di 63 anni di una scuola media fiorentina apostrofava un suo allievo di dodici anni.

Offeso lanciò di fronte a tutta la classe un'insulto a tutti gli studenti e per le quali adesso la professoreccia risulta indagata per ingiurie e maltrattamento psicologico aggravato dalla discriminazione razziale. A indagare sulla donna è la procura di Genova, competente perché il bambino offeso è figlio adottivo di un magistrato fiorentino. Contro l'insegnante, a marzo, era già stato presentato un esperto firmato da 35 genitori.

cima con la figlia e un'amica per festeggiare il compleanno — sono cose a casa da Sofia, non c'è stato bisogno di parole, ci siamo abbracciati e abbiamo pianato. Sofiata noi sappiamo cosa sono stati questi mesi. No la speriamo che qui resti sana di Maria Grazia perché dalle testimonianze di quella notte lei doveva essere proprio in quell'area. Chiedo soltanto di poter ripetere a casa mia moglie, dafne sepoltura in Sicilia, nel piccolo cimitero di Leonforte vicino a Almara. Lo stesso desiderio che coltiva, dalla notte del 13 gennaio 2012, Kevin Rebele, il fratello di Kevin che dice: «Vorrei un po' di pace per pregare per Russell».

## Annexe n°17 : Articles de « La Repubblica » du 12 octobre 2013.

**La Repubblica**  
SABATO 12 OTTOBRE 2013

**CRONACA**

**I CONTROLLI**  
Chi viene sottoposto da casa sarà monitorato con un braccialetto elettronico. Concesso lo intercettazione nel caso di atti persecutori

**LA VIOLENZA DOMESTICA**  
Nuova aggravante se il reato di violenza fisica viene commesso davanti a minori o nei confronti di donne incinte

**LE QUERELI**  
Trattamento diversificato per la querela: invocabile nel caso di minacce ripetute e con armi, revocabile negli altri casi

**PER SAPERNE DI PIÙ**  
[www.serait.it](http://www.serait.it)  
[www.repubblica.it](http://www.repubblica.it)

**1 punti**

# Femminicidio, arriva l'ultimo sì “Oggi le donne non sono più sole”

*Il dl approvato al Senato è legge. Letta: giorno importante*

**MARIA ELENA VINCENCI**

**ROMA** — Nuove aggravanti: braccialetti elettronici, paternità garantita alle vittime, norme speciali, irrenunciabilità della denuncia e fondi per un piano d'azione straordinario. Con 143 voti a favore, tre contrari e nessun astenuto, il decreto legge sul femminicidio è legge. Il Senato, anche se con qualche malore, ha deciso di convertire la norma che prevede una stritta sull'violenza contro le donne. Il presidente Enrico Letta parla di «giornata davvero importante». Esiste anche l'avvocato e ministro dell'Interno Alfano: «Da oggi le vittime della violenza non sono più sole».

Tre le aggravanti previste: quando la violenza è commessa al danno del coniuge [anche se divorziato o separato] o del partner [anche se non convivente]; quando la vittima è una donna incinta; quando il reato viene consumato

In presenza di minori. Ancora, la nuova legge prevede l'allontanamento temporaneo dalla casa familiare, con il divieto di avvicinarsi ai luoghi frequentati dalla persona offesa, per chi viene colto in flagrante, o con qualche malore, ha deciso di convertire la norma che prevede, per il 2013, un incremento costante sul patrimonio gravitato su una rete di case-refugio. Alle donne straniere maltrattate verrà rilasciato un permesso

gravi e reiterate. Per di più, i persecutori allontanati da casa possono essere controllati grazie al braccialetto elettronico.

Separazione e nuzia. La legge guarda anche alle vittime che prima contare sul patrimonio gravitato su una rete di case-refugio. Alle donne straniere maltrattate verrà rilasciato un permesso

di seguire meno spese. Le segnalazioni non potranno essere amminate ma i dati delle donne saranno coperti silenzio nella prima fase del procedimento per evitare ritorsioni. Disposto anche un piano d'azione straordinario che prevede, per il 2013, un incremento di 10 milioni di euro dal fondo per le politiche delle Famiglie e delle

Opportunità.

Alla fine la tuta alla violenza sulle donne è diventata legge. La giustizia non era partita nel migliore dei modi: i senatori erano indeboliti per il fatto che i deputati hanno invitato a palazzo Madama il c.d. raduno delle scadenze, quindi, senza la possibilità di modificare in alcun modo il testo.

**Il caso**

**Savona, non accettava la separazione: uccide la moglie e si spara**

**LOANO (SAVONA)** — Lo ha perfino lasciato scritto su due biglietti con cui cercava di giustificare la sua follia: non sopportava l'idea della separazione. Per questo motivo lei rimasta Paolo Musello, 55 anni, pentito comunale, ha preso la sua pistola e ucciso la moglie, Stefania Martano, 49 anni, vicendaio e assessore al Bilancio di Borgobello Santo Spirito. Poi si è tolto la vita nella casa in cui viveva solo a Loano, nella savonese. Da primi accertamenti dei carabinieri della Compagnia di Albenga, sembra che

l'uomo abbia esplosi due colpi, uno alla testa dello zio e uno alla sua tempia. Fatali quando i parenti della coppia, dopo aver chiamato diverse volte entrambi, hanno dato l'allarme: era troppo tardi. Carabinieri e vigili del fuoco hanno trovato i corpi senza vita sul pianerottolo della scala interna della villa. L'arma era determinata regolarmente da Musello. Pare che tra i coniugi ultimamente i rapporti fossero molto tesi, tanto che si parlava di separazione. Il marito, però, non era d'accordo.

**L'ALTERNATIVA È L'IBRIDO.**

**NUOVA AURIS HYBRID TOURING SPORTS.**  
LA PRIMA TOURING SPORTS CHE È ANCHE IBRIDA.

**Auris Hybrid tua da 19.750 € con cambio automatico e Toyota Touch.**  
Ti aspettiamo anche domenica 13.

**85 km/h** **27 km/lt** **5 anni di garanzia**

Auris Hybrid Active ECO berlina € 19.750. Prezzo promozionale chiavi in mano (inclusa IVA, esclusa I.P.T. e Contributo Pneumatici Fuoristrada PPFU + IVA, ex D.M. 82/2013) con il contributo della Casa e del Concessionario, anche senza rottamazione. Offerta valida fino al 31/10/2013. La vettura raffigurata è puramente indicativa. Veloci massimi: consumo combinato 25 km/lt, emissioni CO<sub>2</sub> 92 g/km.  
\*nel ciclo combinato. \*\*a sedili abbattuti.

**ALWAYS A BETTER WAY**

**TOYOTA**

